



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 janvier 2023
 (Convocation du 12 janvier 2023)

Aujourd'hui, le 25 janvier 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	33
• Voix	196
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	34
• Voix	197
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Labadie

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latri, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Affaires diverses - Risques fluviaux - Programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - Engagement de la révision à mi-parcours du PAPI

Exposé des motifs :

La mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise a débuté le 16 septembre 2020, soit à compter de la signature de la convention cadre avec les différents partenaires financiers. La commission inondation de bassin (CIB) Adour-Garonne avait recommandé dans son avis (recommandation n°8) que lui soit présenté en 2023 un bilan à mi-parcours.

Le bilan à mi-parcours a été établi, lequel dresse l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme. En outre, sur la base de ce bilan et des attendus du territoire, un avenant à la convention cadre est sollicité pour prendre en compte les ajustements nécessaires du programme d'actions. Il sera proposé à la signature des différents partenaires concernés par les actions modifiées (EPCI-FP) ainsi que des co-financeurs.

Les modifications envisagées sont les suivantes :

- ajustement du coût prévisionnel de certaines actions, dont notamment celles relatives aux travaux du système d'endiguement dacquois ;
- ajout d'une nouvelle action relative à la réalisation de travaux de réduction de vulnérabilité, faisant suite à l'action concernant la réalisation de diagnostics de vulnérabilité, et qui concerne directement les propriétaires des biens diagnostiqués ;
- ajout d'une nouvelle action relative à l'élaboration d'un scénario supplémentaire d'aménagement de la digue Maisonnave-RD10 ;
- prolongation de l'animation du PAPI de trois ans supplémentaires, soit jusqu'en septembre 2029, afin de permettre la réalisation de l'ensemble des travaux du système d'endiguement dacquois.

Le dossier technique, comprenant les justifications des modifications à apporter au programme d'actions ainsi que les plans de financements ajustés, et le projet d'avenant à la convention cadre sont présentés en annexe. En application du cahier des charges national, ce dossier sera après son approbation par les partenaires, déposé pour instruction auprès des services de l'état et sera ensuite examiné par la commission inondation de bassin.

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise co-signée le 16 septembre 2020,
Vu l'avenant n°1 à la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise co-signé le 24 mars 2022 concernant l'extension du périmètre du PAPI,
Vu l'instruction du gouvernement du 29 juin 2017 relative au dispositif de labellisation des programmes d'actions de prévention des inondations « PAPI 3 »,
Considérant le bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise établi par l'Institution Adour,
Considérant l'avis favorable du comité de pilotage réuni le 8 décembre 2022 relatif au bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise et au projet d'avenant n°2,
Considérant le projet d'avenant n°2 à la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise tel qu'annexé au bilan du PAPI à mi-parcours,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- d'approuver le bilan du PAPI à mi-parcours,
- de solliciter la prolongation de trois années supplémentaires concernant l'animation du PAPI,
- d'autoriser le président à signer les documents, notamment l'avenant n°2 à la convention cadre du PAPI et les lettres d'engagement de maîtrise d'ouvrage et de financement, et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 janvier 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



PROGRAMME D' ACTIONS DE PREVENTION DES INONDATIONS DE L'AGGLOMERATION DACQUOISE

Dossier de révision à mi-parcours du PAPI complet

Photo prise par le SDIS40 lors de la crue de janvier 2014



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**



Liberté
Égalité
Fraternité



GRAND DAX
AGGLOMERATION



Fiche de synthèse

Nom : PAPI de l'agglomération dacquoise

Type de PAPI : PAPI complet

Périmètre

Zone couverte : TRI de Dax étendu à 28 communes

Région : Nouvelle Aquitaine

Département : Landes

Collectivités locales et groupements : 28 communes, 3 communautés de communes, 1 communauté d'agglomération, 4 syndicats de rivière, 1 EPTB

Nombre d'habitants : environ 63 000 habitants

Porteur du projet : Institution Adour

Statut : syndicat mixte ouvert, établissement public territorial de bassin

Adresse : 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex

Délais de réalisation

9 ans à partir de la signature de la convention

Coût total : 18 074 801 €

Financements

Agence de l'eau Adour-Garonne : 18 000 € (0,1%)

Europe : 391 440 € (2,2%)

État : 7 349 593 € (40,6%)

Maîtres d'ouvrage¹ : 10 318 109 € (57,1%) répartis comme suit :

- CAGD : 8 897 500 €
- CCPT : 1 006 500 €
- EPTB : 254 108 €
- Propriétaires : 160 000 €

¹ L'Institution Adour est fléchée comme maître d'ouvrage d'un grand nombre d'actions afin de centraliser et faciliter les démarches. Des conventions financières sont établies entre l'Institution Adour et les EPCI-FP et les communes dans ce cadre.

Suivi de l'état :

Préfet responsable : Préfet des Landes

Services techniques d'appui : DDTM des Landes ; DREAL Nouvelle-Aquitaine

Table des matières

PARTIE 1 : CONTEXTE ET GOUVERNANCE	4
1. RAPPEL DU CONTEXTE ET EVOLUTION	5
1.1. Dossier de candidature et labellisation	5
2. RAPPEL DU PROGRAMME	6
PARTIE 2 : BILAN A MI-PARCOURS.....	7
3. TERRITOIRE ET GOUVERNANCE	8
4. AVANCEMENT DES ACTIONS	9
4.1. Synthèse	9
4.2. Détail par action	10
4.2.1. Axe 0 - Animation	10
4.2.2. Axe 1 – Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque	10
4.2.3. Axe 2- Surveillance et prévision des crues	12
4.2.4. Axe 3 – Alerte et gestion de crise	12
4.2.5. Axe 4- Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme	12
4.2.6. Axe 5 -Actions de réduction de vulnérabilité des personnes et des biens	13
4.2.7. Axe 6 – ralentissement des écoulements	13
4.2.8. Axe 7 – Gestion des ouvrages de protection hydraulique	13
5. PRINCIPE DE LA REVISION	15
5.1. Actions à modifier	15
5.2. Action à ajouter	15
5.3. Prolongation du délai	16
6. BILAN FINANCIER	17
PARTIE 3 : ANNEXES	18
7. FICHES ACTIONS MISES A JOUR	19
AXE 0 : ANIMATION DU PAPI	19
AXE 1 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE	21
AXE 2 : SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS	42
AXE 3 : ALERTE ET GESTION DE CRISE	45
AXE 4 : PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME	52
AXE 5 : REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES	56
AXE 6 : GESTION DES ECOULEMENTS	60
AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES	66
8. TABLEAU FINANCIER TF02 MIS A JOUR	71
9. DELIBERATIONS ET LETTRES D'ENGAGEMENT	76
10. PROJET D'AVENANT N°2 A LA CONVENTION CADRE	77
<i>Objet de l'avenant</i>	79
<i>Durée de la convention</i>	79
<i>Cadre juridique</i>	79
<i>Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations</i>	80
<i>Propriété intellectuelle</i>	82
<i>Renseignement de bases de données</i>	82
<i>Révision de la convention</i>	82
<i>Liste des annexes au présent avenant</i>	83

PARTIE 1

PREAMBULE

1. RAPPEL DU CONTEXTE ET EVOLUTION

1.1. Dossier de candidature et labellisation

Le programme d'actions de prévention des inondations complet de l'agglomération dacquoise fait suite à l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation. Il a été labellisé par la commission mixte inondation (CMI) sans réserve le 3 juillet 2020. L'instance de labellisation a néanmoins formulé les six recommandations indiquées ci-dessous.

Recommandation 1 :

Clarifier l'objectif de l'action 3-4 relative à l'harmonisation des plans communaux de sauvegardes.

→ Cette action a été abandonnée car le centre de gestion des Landes mène une démarche concernant les DICRIM et les PCS, sur tout le département.

Recommandation 2 :

L'enchaînement des fiches actions de l'axe 1 repose sur des interactions multiples entre les actions. La CMI recommande à l'Institution Adour d'être particulièrement attentive dans l'animation du PAPI en vue de maintenir les interactions nécessaires entre les diverses actions puisqu'elles se font référence mutuellement. L'Institution Adour veillera à associer les partenaires économiques et associations de protection de la nature et de l'environnement.

→ La réalisation des actions de l'axe 1 n'a pas provoqué de soucis en particulier à ce stade, malgré les fortes interactions entre elles. Les partenaires économiques et associatifs sont systématiquement invités aux réunions du comité de pilotage du PAPI.

Recommandation 3 :

S'agissant de l'action 1.7, faire reposer l'analyse des problématiques sédimentaires, entre les ponts à Dax, sur une modélisation des flux à partir du modèle 2D construit, et notamment du rôle des épis existants.

→ Cette action n'a pas encore démarré mais le modèle existant sera utilisé.

Recommandation 4 :

Intégrer, le cas échéant, l'amélioration de la connaissance des aléas et des enjeux pour l'évènement extrême sur le Luy dans la fiche 1-2, en fonction de l'importance des enjeux pouvant être exposés.

→ Après concertation avec chaque commune concernée par le Luy, le risque inondation a un faible impact sur ce secteur. La plus grande crue connue recensée, crue centennale de 1952, a touché quelques maisons et un restaurant. Leurs seuils ont depuis été surélevés.

Recommandation 5 :

Les actions de l'axe 2 seront impérativement menées en étroite concertation avec les services de l'État, en particulier le service de prévision des crues, en raison de ses compétences en matière de prévision des crues et d'hydrométrie, et de sa connaissance du contexte.

→ L'Institution Adour a sollicité les services de l'État, dont le SPC s'agissant des actions de l'axe 2.

Recommandation 6 :

Prévoir un ajustement de la fiche action 5-1 (diagnostics de vulnérabilité) à l'occasion du bilan à mi-parcours pour intégrer, le cas échéant, les travaux de réduction de la vulnérabilité des particuliers, voire des entreprises de moins de 20 salariés.

→ Cet ajustement fait partie du présent dossier.

2. RAPPEL DU PROGRAMME

Le PAPI comprend 28 actions déclinées selon les sept axes du PAPI (en sus de l'animation prévue dans l'axe 0). La mise en œuvre interviendra entre septembre 2020 et septembre 2026 pour un coût estimatif de 11,5 millions d'euros.

Il est à noter que la participation financière de la Région Nouvelle-Aquitaine à la réalisation des actions de pose de repères de crues (1.5) et d'échelles limnimétriques (2.2) a finalement été substituée par la participation du FEDER.

Le périmètre du PAPI a évolué en 2022, suite à un avenant n°1 à la convention cadre, pour intégrer les communes d'Audon et de Tartas qui ont subi plusieurs crues depuis la labélisation du PAPI notamment une crue historique en hiver 2020-2021. Le périmètre actuel du PAPI est présenté ci-dessous :



Figure 1 : périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise

PARTIE 2

BILAN A MI-PARCOURS

3. TERRITOIRE ET GOUVERNANCE

Depuis la labellisation du dossier PAPI intervenue en septembre 2020, le périmètre du projet a fait l'objet d'une modification afin d'intégrer deux nouvelles communes situées en amont du territoire. Cette extension a fait suite aux crues répétées de la Midouze sur ce secteur depuis 2019 et notamment aux crues historiques survenues entre fin 2020 et début 2021 qui ont eu un impact très important. Cette modification a fait l'objet d'un avenant à la convention cadre du PAPI, signé le 24 mars 2022, et n'implique aucun changement financier ni aucune modification d'actions sur le programme.

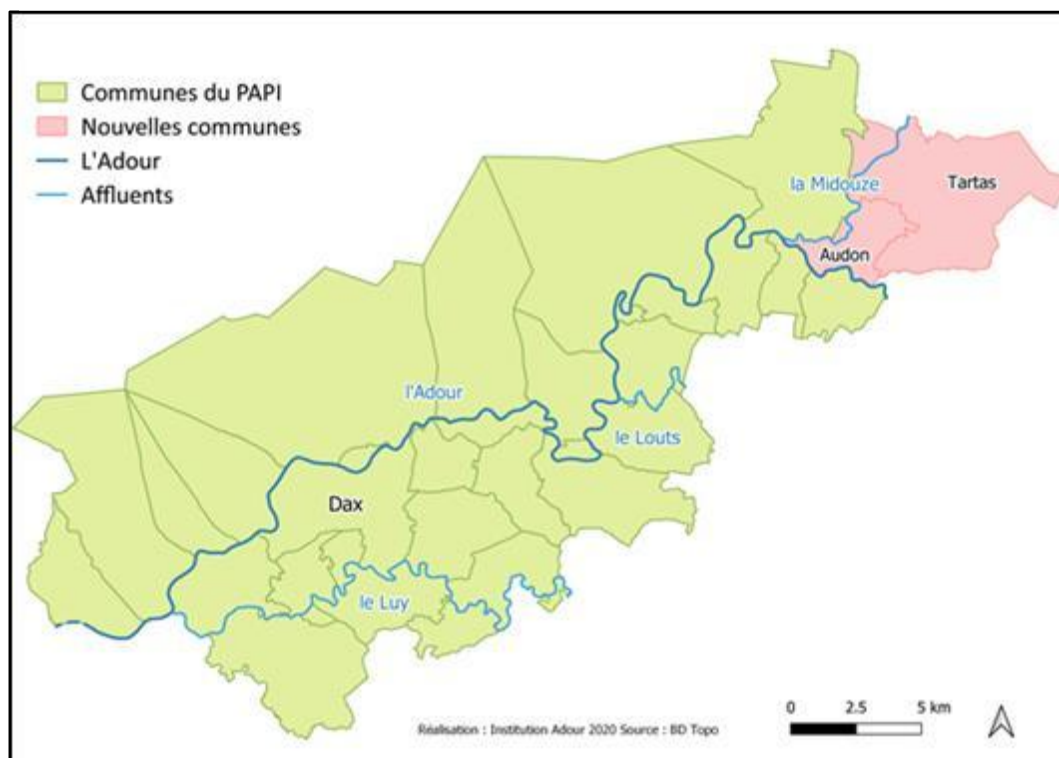


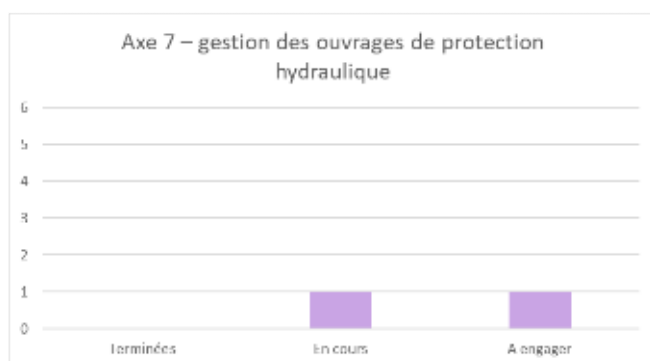
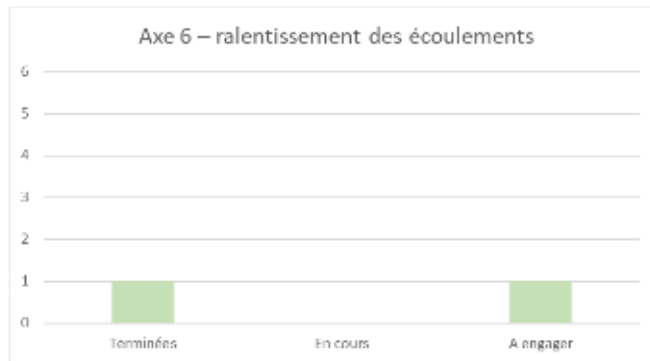
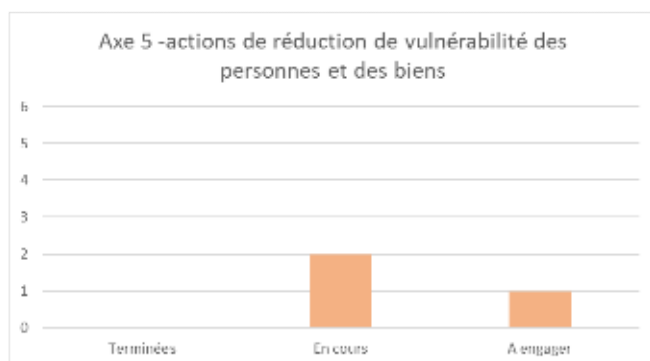
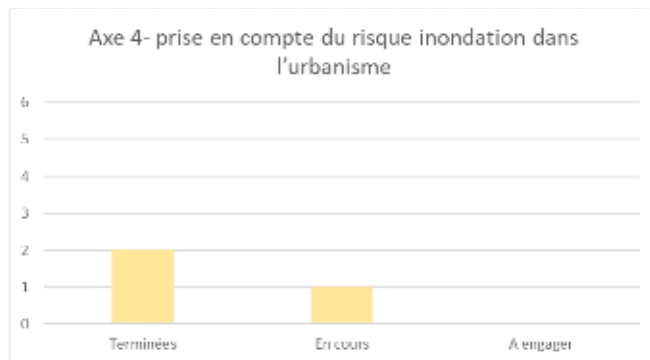
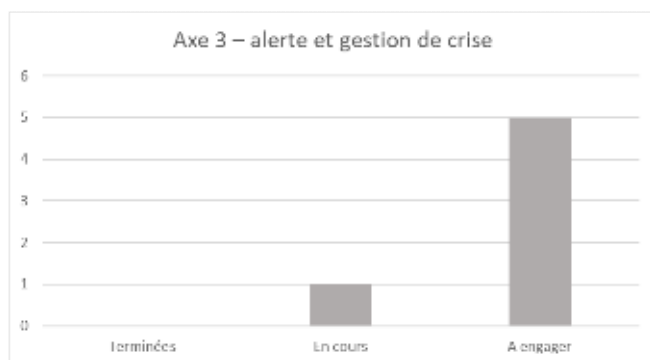
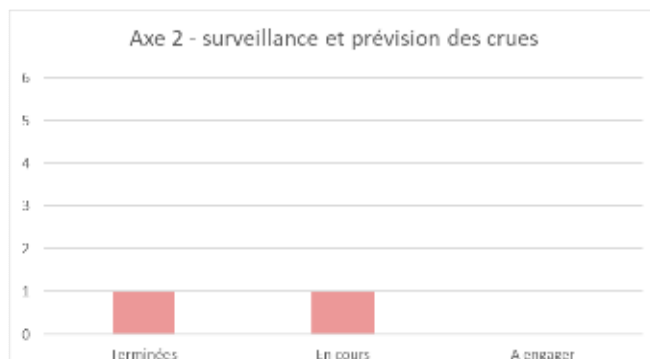
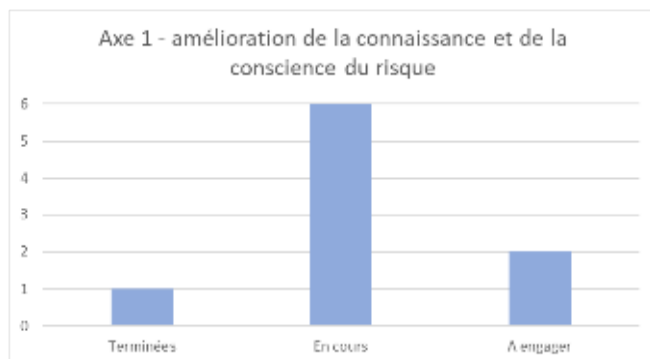
Figure 2 : communes ajoutées au périmètre du PAPI par avenant n°1

De plus, le syndicat mixte de l'Adour moyen landais et le syndicat mixte du bassin versant de la Midouze ont fusionné au 1^{er} janvier 2022 pour former le syndicat Adour Midouze. Cette modification n'entraîne pas de changement vis-à-vis de l'exercice de la compétence GEMAPI sur le territoire du PAPI dans la mesure où, dans la continuité des deux syndicats initiaux, le nouveau syndicat n'exerce que des missions relatives à la partie « GEMA » de la compétence.

4. AVANCEMENT DES ACTIONS

4.1. Synthèse

Les graphiques ci-dessous indiquent l'état d'engagement des actions relatives à chacun des axes du PAPI. Le détail relatif à l'engagement de chacune des actions est porté dans le chapitre 4.2 ci-dessous.



4.2. Détail par action

4.2.1. Axe 0 - Animation

L'animation est en œuvre depuis le 16 septembre 2020. Elle mobilise chaque année un ETP de chargée de mission ainsi que son encadrement hiérarchique et un accompagnement du service administratif.

4.2.2. Axe 1 - Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

4.2.2.1. Action 1.1 - Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire

Cette action devait initialement permettre la conception d'une base de données entre les différents acteurs puis l'accès au grand public de certaines données, directement depuis le site de l'Institution Adour.

Le stockage des différentes données recueillies s'opère directement sur le serveur de l'Institution Adour. Elles pourront par la suite être intégrées à des outils déjà existants (plateforme murex par exemple). Un marché a été lancé en octobre 2022 et c'est le prestataire CHIBKO qui a été choisi pour créer la plateforme à destination du grand public. Elle devrait être mise en ligne courant février 2023.

L'objectif est de présenter, pour chaque commune du PAPI, les informations disponibles sur le risque inondation localement et de rediriger vers les sites utiles existants (base de repères de crue, Vigicrue, ORRNA...).

Le coût de cette action est finalement moindre que prévu initialement : 11 736 € engagés sur les 24 000 € prévus.

4.2.2.2. Action 1.2 - Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations

Plusieurs opérations ont été menées dans le cadre de cette action :

- Une stagiaire a été recrutée pendant six mois en 2021 afin de récolter un maximum de données concernant les inondations, auprès de différents acteurs (riverains, collectivités locales, services de l'État...). Ce sont plus de 400 éléments qui ont été recueillis (photos, études, articles de journaux, cartographies...) et qui peuvent être utilisés notamment dans le cadre de la sensibilisation du grand public.
- Un marché a été engagé en mars 2022 afin d'étudier l'évolution de l'Adour et de ses affluents (de manière naturelle ou anthropique) au fil des derniers siècles et ce, pour mieux comprendre les inondations d'aujourd'hui. Cette étude, qui doit se terminer au premier trimestre 2023, permettra à terme d'avoir une approche historique concernant les inondations afin de sensibiliser le grand public.

Le budget total dépensé de ces opérations s'élève à 27 860 € sur les 36 000 € prévus initialement. Le restant devait être alloué à la mise à jour du modèle hydraulique, en intégrant les deux nouvelles communes du PAPI, mais le coût étant supérieur au montant disponible, il a été décidé de reporter l'opération postérieurement à la révision à mi-parcours.

4.2.2.3. Action 1.3 - Protocole de collecte des données après les crues

L'état des lieux des pratiques actuelles a été réalisé auprès des différents acteurs (communes, EPCI-FP, syndicats de rivière, services de l'État, Département...). Un solide travail de concertation avec la DDTM des Landes et le SPC est engagé depuis l'été 2021 pour organiser cette démarche, qui a été présentée aux acteurs locaux. Il est prévu une formation par le SPC et l'équipement de kits du récolteur des agents des différentes structures participantes.

Le budget alloué à l'action était initialement prévu pour des sessions de formations par des organismes extérieurs. Étant donné que les journées de formation du SPC seront gratuites, il a été proposé de l'utiliser pour l'achat de kits du récolteur (sac, mètre, bombe de peinture etc.).

4.2.2.4. Action 1.4 - Actualisation des DICRIM sur le territoire

Une démarche du centre de gestion des Landes est en cours sur le département, qui vise à élaborer et mettre à jour les PCS et les DICRIM des communes. La majorité des communes du PAPI y participent, et les autres préfèrent actualiser leurs documents en interne. Un prestataire n'est donc finalement pas utile pour cette opération. Toutefois, l'animatrice PAPI reste disponible auprès des communes afin de les aider au besoin.

Le budget prévu pour cette action ne sera pas mobilisé.

4.2.2.5. Action 1.5 - Mise en place de repères de crue

Un état des lieux a été réalisé avec chaque commune pour connaître l'emplacement de repères existants et, en cas d'absence, de site de pose possible. Deux types de repères de crues seront conçus : des repères standards se basant sur des preuves photos ou des relevés de laisses de crues, et des repères théoriques basés sur des modélisations hydrauliques en cas d'absence de données concrètes. Un prestataire sera chargé de fabriquer les repères pour le début d'année 2023. L'Institution Adour alimentera la base nationale des repères de crues une fois les nouveaux macarons posés.

Le budget engagé est moins élevé que celui prévu initialement car moins de mobilier sera finalement mis en place :

- 17 repères sur 35 prévus (plusieurs communes ayant finalement un repère existant non connu avant l'état des lieux, et également manque de pertinence des sites possibles sur certaines communes) ;
- 2 panneaux sur 7 prévus (pas d'accord pour certaines communes) ;
- 3 supports sur 7 prévus (la plupart des repères et panneaux pouvant être directement fixés sur des façades existantes).

Le coût de cette action est de 11 736 € engagés sur les 24 000 € prévus.

4.2.2.6. Action 1.6 - Sensibilisation de la population sur le risque inondation

Plusieurs opérations sont menées dans le cadre de cette action.

- Une charte graphique en lien avec le risque inondation a été créée par le prestataire LUM'N en 2022. Elle sera réutilisée dans les différents outils de communication (dont la plateforme en ligne de l'action 1.1) afin de faciliter l'identification visuelle de la démarche PAPI sur le territoire.
- Des panneaux informatifs à propos du risque inondation vont être implantés sur plusieurs communes, dans des lieux fréquentés situés en zone inondable. Les visuels et les sites d'implantation ont été validés par les communes et les EPCI-FP. Un prestataire est actuellement chargé de la fabrication et de la pose, d'ici la fin du premier semestre 2023.

28 200 € ont été utilisés à ce jour (sur les 108 000 € disponible pour la durée du PAPI), laissant un budget confortable pour de futures opérations.

4.2.2.7. Action 1.7 - Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax

Cette action n'a pas encore démarré.

4.2.2.8. Action 1.8 - Étude du fonctionnement du lac de Christus

Cette action n'a pas encore démarré. Cependant elle va faire l'objet d'une modification en termes de contenu et de budget. La commune concernée par l'étude, Saint-Paul-lès-Dax, souhaite aller plus loin dans la compréhension des inondations causées par le débordement du lac de Christus, et ainsi

prendre en compte l'impact des étangs situés en amont et leurs bassins d'alimentation. L'étude, et son budget associé, devraient donc être plus importants que prévu.

4.2.2.9. Action 1.9- Réflexion sur l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10

L'étude, lancée en janvier 2021 et terminée en septembre 2022, a été confiée à Artelia. Les différents scénarios étudiés ont permis d'appréhender les coûts de travaux qui incomberont à la communauté de communes gémapienne Terres de Chalosse.

Le budget de 60 000 € initialement prévu, a été revu à la hausse suite aux offres des candidats plus élevées qu'attendu. Le coût total de l'étude s'élève à 90 200,40 €.

4.2.3. Axe 2- Surveillance et prévision des crues

4.2.3.1. Action 2.1 - Anticipation des crues sur le Luy

La concertation menée dans le cadre de cette action a conduit à la conclusion que les stations du SPC installée à Monget et à Saint-Médard ne sont pas forcément très utilisées par les communes du PAPI. Cependant, les élus locaux ne souhaitent pas la mise en place d'un système d'alerte local vu le peu d'impact des inondations sur ce secteur (très peu d'enjeux en zone inondable et qui sont déjà équipés). La question se pose en revanche sur des communes situées plus en amont, mais hors du périmètre du PAPI et donc hors programme.

4.2.3.2. Action 2.2 - Pose d'échelles limnimétriques

Plusieurs opérations sont menées dans le cadre de cette action :

- Le passage d'un géomètre afin de relever le niveau NGF des différentes échelles déjà existantes sur le territoire. Le prestataire SGEA a été choisi et a mené la mission en décembre 2022.
- La mise en place de plaques de correspondance avec le niveau NGF sera réalisée début 2023.
- La mise en place d'échelles limnimétriques est en cours et concerne quatre communes.

Le coût de cette action est finalement moindre que prévu initialement : 7 356 € engagés sur les 15 490 € prévus.

4.2.4. Axe 3 - Alerte et gestion de crise

Aucune action de cet axe n'a démarré.

4.2.5. Axe 4- Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

4.2.5.1. Action 4.1 - Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire

Le suivi de deux grands projets a été réalisé dans le cadre de cette action :

- L'appel à manifestation d'intérêt « Mieux aménager les territoires en mutation exposés aux risques naturels » qui avait pour objectif de faire candidater des équipes composées d'architectes, d'urbanistes et d'hydrologues concernant un projet de réaménagement du quartier du Sablar de Dax afin de le rendre plus résilient et de réduire sa vulnérabilité face au risque d'inondations. Le site de Dax a été retenu parmi les 9 lauréats au niveau national. Il est aujourd'hui le premier site à passer au stade des études pré-opérationnelles. Dans le cadre du PAPI, l'Institution Adour poursuit son implication dans le suivi de ce projet.
- La création d'une zone d'aménagement différée sur la commune de Bégaar (voir action 4.3).

4.2.5.2. Action 4.2 - Étude sur les outils d'acquisition dont les préemptions

L'étude, lancée en juin 2021 et terminée en juin 2022, a été confiée à Geofit Expert. Une boîte à outils a été réalisée, recensant les outils d'acquisition existants et les financements possibles pour acheter des biens situés en zone inondable.

Le coût total de l'étude s'élève à 32 460 € sur les 60 000 € prévus initialement.

4.2.5.3. Action 4.3 - Création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) sur Bégaar

Une concertation avec la communauté de communes du Pays Tarusate et la commune de Bégaar a permis de mettre en place une zone d'aménagement différée afin d'acquérir des biens situés en zone inondable. La collectivité a choisi de retirer des enjeux d'une zone dangereuse préférentiellement au classement d'ouvrage de protection contre les inondations. Cette ZAD permet la préemption pendant 6 ans. Sur la dizaine de maison concernées, 4 font pour l'instant l'objet d'une vente (objet de l'action 5.2 sur le rachat de biens).

4.2.6. Axe 5 - Actions de réduction de vulnérabilité des personnes et des biens

4.2.6.1. Action 5.1 - Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations

Initialement prévue sur les biens d'habitations, cette action a été réorientée pour concerner les bâtiments publics et les entreprises. En effet, la démarche expérimentale MIRAPI (mieux reconstruire après inondation), qui prévoit la réalisation de diagnostics pour les habitations, a été lancée sur le département des Landes, et quasiment toutes les communes du PAPI sont éligibles à ce dispositif. Le prestataire OSGAPI a été retenu pour réaliser ces diagnostics.

À ce jour ce sont 15 diagnostics qui ont été demandés (2 habitations, 2 entreprises, et 11 biens publics). Cependant, il est à prévoir une hausse des demandes suite aux prochaines crues cet hiver. À titre informatif, sur le périmètre du PAPI, au 10 janvier 2023 il y a également 58 diagnostics habitations demandés dans le cadre de la démarche MIRAPI.

4.2.6.2. Action 5.2 - Rachat de biens en zone inondable

La communauté de communes du Pays Tarusate a prévu le rachat d'une dizaine de maisons sur la commune de Bégaar par le biais de préemption. Quatre font l'objet d'une vente à ce jour pour un montant total de 478 000 € (pour mémoire : la communauté de communes du Pays Tarusate a prévu un budget de 1 million d'euros pour cette action. Il n'y a pas d'aide du FPRNM, la commune n'ayant pas de PPRI, cependant le Département des Landes intervient à hauteur de 30%).

4.2.6.3. Action 5.3 - Mise en place d'un plan de continuité d'activité

Cette action n'a pas encore démarré.

4.2.7. Axe 6 - ralentissement des écoulements

4.2.7.1. Action 6.1 - Réflexion sur le ralentissement des écoulements par méthodes douces

Cette action n'a pas encore démarré.

4.2.7.2. Action 6.2 - Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous

Le projet de recul de digue étudié présente une analyse coût/bénéfice négative. Il n'a pas été retenu par les entités gémapiennes au regard de sa pertinence économique, mais également suite à la présentation du projet aux riverains qui n'ont pas souhaité la mise en œuvre de ce projet. Afin de protéger les parcelles agricoles situées en bord d'ouvrage, il a été proposé le montage d'un dossier de régularisation administrative de l'ouvrage au titre classement en tant que remblais en lit majeur, qui sera géré par l'ASA locale.

4.2.8. Axe 7 - Gestion des ouvrages de protection hydraulique

4.2.8.1. Action 7.1 - Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

Les décisions de classement ou de non classement des différents ouvrages du territoire ont fait l'objet de discussions avec les entités gémapiennes concernées. À ce jour, il ne reste qu'un seul ouvrage dont la situation administrative n'est pas encore déterminée (digue Maisonave-RD10 sur le territoire de la communauté de communes Terres de Chalosse).

4.2.8.2. Actions 7.2 a et b - Travaux de confortement des digues de Dax

L'ensemble des études préalables aux travaux a été lancé par l'Agglomération du Grand Dax : études de maîtrise d'œuvre, études techniques préalables, rédaction des dossiers réglementaires, environnementaux et fonciers.

Les études d'avant-projet ont été restituées et présentent un chiffrage prévisionnel des travaux qui s'avère nettement supérieur à l'estimation faite après les diagnostics préliminaires de ouvrages réalisés pour l'étude de dangers.

Par ailleurs, des études complémentaires à l'étude de dangers ont dû être engagées suite aux demandes de compléments formulées par les services de l'État dans le cadre de l'instruction des dossiers réglementaires, retardant le calendrier d'autorisation et de réalisation du programme de travaux.

Certains travaux ont néanmoins pu être réalisés par anticipation, suite aux dégâts occasionnés par les multiples crues majeures de 2020 / 2021.

5. PRINCIPE DE LA REVISION

5.1. Actions à modifier

Des actions initialement inscrites au PAPI doivent être modifiées ou bien ne sont plus aujourd'hui envisagées pour différentes raisons (opportunité, décision politique, possibilité de plan de financement...). Parmi ces actions, on trouve notamment :

- (1.2) Une étude concernant l'évolution de l'Adour et de ses affluents est en cours de réalisation sur la partie amont du territoire. Non prévue initialement, l'opportunité a été saisie et validée par les EPCI-FP ainsi que les financeurs. Si elle donne satisfaction, elle sera reconduite sur la partie restante du territoire pour environ 25 000 € TTC.
- (1.2) Concernant cette même action, une mise à jour du modèle hydraulique du PAPI était prévue. Cependant avec l'engagement de l'étude précédemment citée (non prévue initialement), le budget restant affecté à l'action ne permet pas de procéder à la mise à jour du modèle pour intégrer les communes d'Audon et de Tartas. Il est proposé d'ajouter des crédits supplémentaires (10 000 € TTC) à cet effet.
- (1.4) Concernant l'actualisation des DICRIM, l'implication d'un prestataire extérieur n'apparaît plus opportune au regard de l'intervention du centre de gestion ; en revanche l'Institution Adour reste en accompagnement sur ces sujets auprès du centre de gestion et des communes.
- (1.8) L'étude du fonctionnement du lac de Christus doit être légèrement revue afin de prendre en compte l'apport des lacs amont et du ruissellement, dans le but d'en améliorer la précision. Le budget est augmenté en conséquence (72 000 € au lieu de 24 000 € TTC)
- (3.4) Concernant l'harmonisation des plans communaux de sauvegarde (PCS), l'implication d'un prestataire extérieur n'apparaît plus opportune au regard de l'intervention du centre de gestion ; en revanche l'Institution Adour reste en accompagnement sur ces sujets auprès du centre de gestion et des communes et auprès des EPCI-FP concernant la mise en place des plans intercommunaux de sauvegardes (PiCS)
- (7.2) Les études d'avant-projets réalisées ont conduit à des chiffrages de travaux plus importants que prévus concernant le système d'endiguement dacquois (de l'ordre de +4,5 millions d'euros HT). Cette différence s'explique par plusieurs facteurs :
 - la sous-évaluation des travaux et de leur coût au stade de l'estimation initiale,
 - l'augmentation de l'ensemble des coûts (matériaux notamment) depuis 2019,
 - la forte sollicitation des ouvrages et, de fait, leur dégradation engendrée par les crues intervenues depuis 2019.

Le montant des études préalables aux travaux avait également été sous-évalué au stade de l'estimation initiale, d'autant plus que le montant des maîtrises d'œuvre est réglementairement réévalué au regard du coût réel des travaux.

Le montant total des études préalables aux travaux est ainsi de 1,3 millions d'euros au lieu des 250 000 € prévus initialement.

À noter : seul le coût des travaux et études fait l'objet de la présente modification, le programme de travaux n'a pas été modifié.

Les fiches actions sont modifiées en ce sens (voir 7. Fiches actions).

5.2. Action à ajouter

L'action concernant la réalisation de diagnostics de vulnérabilité ayant été engagée en 2022, il devient nécessaire de prévoir l'action de travaux qui y font suite. Il est proposé d'ajouter la fiche 5.4 « réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité » (voir 7. Fiches actions mises à jour). Un budget prévisionnel de 800 000 € HT est prévu pour faire suite aux diagnostics qui ont été réalisés sur le territoire.

Pour faire suite à l'étude de la digue Maisonnave-RD10 (action 1.9) dont les conclusions n'ont pas permis à l'EPCI-FP de se positionner. L'étude d'un scénario de classement de l'ouvrage pour une crue

dont la période de retour est annuelle a été sollicité par les services de l'Etat. Une nouvelle action est donc à ajouter afin de mandater un bureau d'étude pour effectuer cette prestation estimée à 10 000 € TTC.

5.3. Prolongation du délai

Au regard des études complémentaires à engager et du retard pris en conséquence quant au démarrage du programme de travaux, mais également au regard du montant conséquent supplémentaire à supporter par le Grand Dax, qui va nécessiter un étalement financier de la dépense, une demande de prolongation du délai du PAPI est sollicitée, idéalement pour 3 ans supplémentaires. Ceci s'accompagne d'une demande de financement concernant l'animation du PAPI sur ces trois années

6. BILAN FINANCIER

Action	Budget initialement prévu sur 6 ans	Budget engagé	Demande
0.1 - Animation du PAPI	381 600 €	184 508 €	1
1.1 - Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire	24 000 €	11 844 €	
1.2 - Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations	36 000 €	27 860 €	4
1.3 - Protocole de collecte des données après les crues	12 000 €	0 €	
1.4 - Actualisation des DICRIM sur le territoire	86 450 €	0 €	
1.5 - Mise en place de repères de crue	22 995 €	12 809 €	
1.6 - Sensibilisation de la population sur le risque inondation	108 000 €	28 164 €	
1.7 - Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax	36 000 €	0 €	
1.8 - Étude du fonctionnement du lac de Christus	24 000 €	0 €	4
1.9 - Étude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10	60 000 €	90 200 €	
1.10 - Étude complémentaire de l'ouvrage Maisonnave-RD10	/	/	
2.1 - Anticipation des crues sur le Luy	0 €	0 €	
2.2 - Pose d'échelles limnimétriques	15 490 €	7 356 €	
3.1 - Création d'un annuaire de période de crise	0 €	0 €	
3.2 - Création d'une cellule de crise interne	0 €	0 €	
3.3 - Amélioration de la communication lors de la crise	0 €	0 €	
3.4 - Harmonisation des plans communaux de sauvegarde	86 450 €	0 €	
3.5 - Mise en place d'un exercice de gestion de crise	48 000 €	0 €	
4.1 - Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire	0 €	0 €	
4.2 - Étude sur les outils d'acquisition dont les préemptions	60 000 €	32 460 €	
4.3 - Création d'une zone d'aménagement différée sur Bégaar	0 €	0 €	
5.1 - Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations	80 000 €	11 748 €	
5.2 - Rachat de biens en zone inondable	1 000 000 €	478 000 €	
5.3 - Mise en place d'un plan de continuité d'activité	0 €	0 €	
5.4 - Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité	/	/	8
6.1 - Réflexion sur la recherche de méthodes douces pour ralentir les écoulements	60 000 €	0 €	
6.2 - Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous	0 €	0 €	
7.1 - Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues	0 €	0 €	
7.2 - Réalisation des travaux pour le système d'endiguement dacquois	9 399 350 € (dont 971 400 € d'études)	2 561 937 € (dont 1 147 125 € d'études)	5
TOTAL	11 540 335 €		

PARTIE 3

ANNEXES

7. FICHES ACTIONS MISES A JOUR

AXE 0 : ANIMATION DU PAPI

ACTION 0.1 | Animation du PAPI de l'agglomération dacquoise

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Assurer le pilotage, la coordination et le suivi du PAPI
Disposition relative à la SLGRI	1 « Développer des gouvernances structurées, pérennes, et aptes à porter la stratégie locale et un programme d'actions »

Contexte

La démarche de stratégie locale de gestion des inondations (SLGRI) débouchant sur la mise œuvre d'un programme d'actions, les membres de la SLGRI ont souhaité que celui-ci puisse être retranscrit dans un PAPI. Ce PAPI, composé d'une trentaine d'actions, concerne 26 communes, une communauté d'agglomération, 3 communautés de communes, 5 syndicats de rivières, un EPTB, un Département et certains services de l'État.

Cette démarche comprenant un ancrage territorial fort et nécessitant une certaine technicité « inondation », les acteurs de la SLGRI ont émis le souhait qu'elle puisse être portée par l'Institution Adour.

Cela permet d'assurer une gestion globale de la mise en œuvre du PAPI à l'échelon de la SLGRI mais aussi de renforcer l'animation et la cohérence des actions mises en œuvre sur le territoire à plus forts enjeux.

Cette organisation permettra en outre de veiller au respect du calendrier préalablement défini, et d'assurer la coordination, le suivi et l'animation de chacune des actions labélisées.

Concrètement, le pilotage du PAPI sera assuré par 1 ETP basé à l'Institution Adour. Rappelons par ailleurs que le portage administratif du PAPI sera assuré également par l'Institution Adour.

Description de l'action

Le chargé de mission PAPI aura les fonctions suivantes :

- Préparer et animer les réunions de gouvernance de manière régulière (*a minima* 1 COPIL/an)
- Assurer le pilotage opérationnel des actions sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour
- Coordonner et impulser les actions prévues dans le PAPI de l'ensemble des actions prévues et s'assurer de leur bonne interaction notamment sur l'axe 1.
- Prendre en charge les mesures spécifiques à la sensibilisation et la communication autour du PAPI
- Contrôler l'avancement financier et assurer la mise en œuvre administrative du PAPI
- Assurer les échanges et la coordination avec les autres démarches du territoire (SAGEs, SCOTs, études stratégiques des syndicats de rivières, étude prospective Adour 2050...)

Certaines actions du PAPI à produire en interne pourront lui être confiées en partie ou en totalité.

Une newsletter électronique décrivant les avancées des actions sera envoyée chaque année aux acteurs du risque inondation.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour

Modalités de suivi	Afin de suivre le travail réalisé, un bilan annuel des activités du chargé de mission PAPI sera rédigé et remis aux partenaires financiers.
Echéancier	2020-2029

Plan de financement prévisionnel

Montant global : 616 508 € TTC sur 9 ans

Montant dépensé entre 2020 et 2022 : 184 508 € TTC

	Institution Adour	État : Programme 181	FEDER
Part	25 %	35 %	40 %
Montant total (TTC)	177 905 €	216 000 €	246 603 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre d'actions inscrites réalisées
- Rapport d'activité annuel

AXE 1 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE

ACTION 1.1 | Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Créer une plateforme mettant à disposition les éléments de connaissance des inondations sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	2.2 « mutualiser les connaissances sur les inondations du territoire »

Contexte

La protection, la prévention, la gestion de crise et la sensibilisation nécessitent d'avoir des connaissances complètes sur le phénomène d'inondation (études, crues historiques, côtes de références, laisses de crues, enjeux vulnérables, ...). L'objectif est donc de créer et d'alimenter un système d'information qui centralise les données des différentes structures du territoire sous forme d'interface ludique et accessible à tous.

L'ensemble des données recueillies par le biais des actions du PAPI a vocation à être intégré par la suite dans ce système.

Description de l'action

- Dans un premier temps, il s'agira de recueillir (par le biais de l'action 1.2) et compiler les informations via un espace collaboratif à créer pour mettre en commun les référentiels de chaque organisme qui participe à la gestion des inondations avec un catalogue de données qui renseigne sur les informations et les documents mis en ligne ainsi que sur leur date d'actualisation. Cela nécessitera la création d'un espace de stockage et d'une base de données dont les modalités de fonctionnement seront vues en concertation avec les différents acteurs.
Cette base de données permettra de centraliser divers types de ressources : documents historiques et réglementaires, études existantes, cartographies....
- Dans un second temps, il s'agira de créer une interface de consultation et de téléchargement gérée par un administrateur unique qui rassemblera les données disponibles pour permettre de les valoriser. À terme, l'objectif est de pouvoir mettre à disposition du grand public l'ensemble des éléments d'informations et de connaissances du risque inondation du territoire de manière interactive et intuitive. Il est envisagé de mettre en place cette plateforme directement sur le site internet de l'Institution Adour.

Cette plateforme, centrée sur le territoire du PAPI, a vocation à être complémentaire, voire à s'interfacer avec les outils nationaux existants (BDHI, banque nationale des repères de crue, observatoire régional des risques Nouvelle-Aquitaine...) qu'elle contribuera à alimenter.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Partenaires concernés : prestataire externe Modalités de pilotage : concertation avec les différents acteurs concernant les informations à intégrer à la plateforme finale.
Echéancier	2020-2023

Plan de financement

Montant réel total : 11 844 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 369 €	5 922 €	3 553 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Création de la base de données
- Mise en ligne du système
- Nombre de documents intégrés à la plateforme

Autres actions en lien

Action 1.2 « recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations »

Action 1.3 « protocole de collecte des données après les crues »

Action 1.5 « mise en place de repères de crues »

ACTION 1.2 | Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Regrouper les informations existantes sur le territoire et en acquérir de nouvelles au besoin
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Les dernières crues ont rappelé aux acteurs du territoire l'ampleur des dégâts et l'importance de la connaissance de ces aléas dans la gestion de crise. Sur certaines communes, la connaissance du fonctionnement de l'Adour, des barthes et des ouvrages de protection, ainsi que des enjeux exposés, n'existe que dans la mémoire des habitants. Sur d'autres communes, ces informations ont été couchées par écrit mais ne sont pas centralisées et facilement accessibles en cas de crise.

L'objectif est donc de collecter, d'organiser et de consigner ces données pour l'ensemble du territoire du PAPI mais aussi de sensibiliser la population locale et ancrer la gestion des risques sur le territoire pour diminuer sa vulnérabilité. Le recueil de données permettra également d'alimenter la plateforme de l'action 1.1.

Une étude historique de l'évolution de l'Adour et ses affluents est en cours de réalisation sur la partie amont du territoire du PAPI. Si les résultats sont satisfaisants, la suite de l'étude sera lancée sur la partie aval. Cette étude pourra être utilisée par la suite afin de sensibiliser la population au risque inondation à travers une approche historique et locale.

La gestion des inondations et les mesures qui en découlent, peuvent nécessiter une connaissance plus précise des diverses enveloppes de crue. À ce jour, grâce à l'étude hydraulique menée dans le cadre de l'élaboration du PAPI, le territoire dispose des cartographies d'enveloppes de crues, à l'échelle du modèle utilisé, pour des niveaux d'inondations de 2, 5, 10, 30, 50, 100 et 1 000 ans, prenant en compte les différents ouvrages de protection existants. Le modèle hydraulique créé dans ce cadre est également à la propriété de l'Institution Adour qui a la volonté de le faire vivre. Pour cela, des mises à jour du modèle sont à prévoir, concernant les logiciels mais également les paramètres modifiables (ouvrages hydrauliques, topographie, débit ...) et le modèle sera transmissible à plusieurs structures (EPCI-FP-FP, syndicats de rivière, SDIS, SPC, CD40...).

Une première mise à jour du modèle hydraulique du PAPI devra intégrer les deux nouvelles communes (Audon et Tartas).

Description de l'action

- Continuer de recenser et compiler les données existantes :
 - Photographies (sur les crues passées, les ouvrages...)
 - Études existantes (études de danger, reculs de digues, enquêtes...)
 - Documents divers (articles de presse, cartes...)
- Acquérir des informations et connaissances supplémentaires :
 - Réaliser l'étude archéo-géographique sur la seconde partie du territoire du PAPI
 - Mettre à jour le modèle hydraulique du PAPI en intégrant les nouvelles communes

Toutes ces données seront par la suite renseignées sur la base de données présentée dans l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Avis du comité technique sur la réalisation de l'étude et des mises à jour du modèle.

Echéancier

2021-2025

Plan de financement

Montant dépensé entre 2020 et 2022 : 27 800 €

Budget initial restant : 8 200 €

Étude de l'évolution de l'Adour (seconde partie) : 28 000 € TTC

Mise à jour du modèle externalisée : 16 000 € TTC

Nouveau montant global : environ 80 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	16 000 €	40 000 €	24 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de documents récupérés
- Réalisation de l'étude
- Mise à jour du modèle hydraulique

Autres actions en lien

Action 1.1 : « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

Action 1.7 : « réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax »

ACTION 1.3 : Protocole de collecte des données après les crues

PRECISION DES COÛTS

Objectif	Organiser la collecte des données utiles après un épisode d'inondation
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « développer une culture du risque »

Contexte

Les crues historiques sont une source d'informations factuelles très importante pour la gestion de crise et les actions de prévention et de protection des populations. Il est donc important, à chaque crue significative, de récolter des données qui pourront être utilisées ensuite lors des études, de mise en place de mesures de prévention, de la gestion de crise, et lors d'actions de sensibilisation.

À ce jour, différentes structures concernées par la gestion du risque inondation effectuent des collectes de données post-crues. L'objectif est ainsi de réaliser un état des lieux des pratiques, de formuler un protocole d'action partagé afin de faciliter la communication et l'harmonisation des données.

Les différentes structures concernées par la gestion des inondations participent actuellement à ce travail. Elles souhaitent rédiger un cahier des charges commun afin que chacune puisse comprendre et utiliser les données produites ainsi que leur rôle dans cette organisation. L'objectif sera d'élaborer une méthodologie opérationnelle pour les agents de terrain.

Description de l'action

- Réaliser un état des lieux des pratiques existantes (qui fait quoi ?) et des ressources mobilisables (qui peut faire quoi ?)
- Rédiger un protocole qui permette, sur le territoire du PAPI, d'atteindre les objectifs suivants :
 - réaliser un suivi des laisses de crues ainsi que le recensement des différents enjeux touchés (qui pourront être réutilisés par la suite pour installer des repères ou pour définir les enveloppes de crues) ;
 - prendre des photographies (qui pourront être utilisées par la suite pour entretenir la mémoire des événements).
 Ce protocole permettra également de flécher le rôle de chaque acteur dans la récolte des données post-crue.
- Sensibiliser et former les agents des intercommunalités et autres structures compétentes sur les bonnes pratiques de la récupération de laisses de crues par le biais de fiches réflexes et de sessions de formation pratique. Il faudra soit créer ces formations en interne, à l'aide des services de l'État, soit participer aux sessions de formation proposées par des organismes extérieurs. Ces formations pourront être ouvertes aux élus ainsi qu'aux techniciens des structures volontaires pour participer à la démarche.

Les données recueillies seront ensuite renseignées dans la base de données présentée dans l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structure ressources	SDIS, département des Landes, EPCI-FP, DREAL NA (dont référent régional inondation), DDTM40 (dont référent départemental inondation), et techniciens rivière
Echéancier	2021-2023 : réalisation de l'état des lieux et du protocole de collecte 2023 : formation

Plan de financement

État des lieux et protocole réalisés en régie

12 000 € TTC pour des journées de formation si elles sont externalisées et pour l'achat des kits de collecteurs.

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 400€	6 000 €	3 600 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'état des lieux
- Nombre de structures dont le personnel s'est formé
- Le cas échéant, nombre de laisses de crue récoltées

Autres actions en lien

Action 1.1 : « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.4 : Actualisation des DICRIM sur le territoire

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Accompagner les communes dans la réalisation d'un DICRIM à jour et harmonisé à l'échelle du territoire
Disposition relative à la SLGRI	2.3 « améliorer l'information préventive sur le territoire »

Contexte

Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) a pour objectif d'informer la population sur les risques auxquels est exposée la commune (historique, mesures de prévention et de sauvegarde, moyens d'alerte, consignes de sécurité en cas de crise...).

Il est obligatoire sur les communes couvertes par un plan de prévention de risque inondation (PPRI) approuvé mais peut-être déployé dans tous les cas pour sensibiliser la population aux bons gestes. 26 communes du territoire en sont pourvues à ce jour et deux sont actuellement en train de les réaliser.

La majorité des communes possède donc ce document, mais pour renforcer son efficacité, il faut le mettre à jour régulièrement en fonction de l'évolution des connaissances (notamment avec les crues de ces dernières années) et s'assurer qu'il soit propre à la commune (informations locales, photographies...).

Autre outil informatif à destination des habitants, les plans familiaux de mise en sûreté (PFMS) permettent de mettre en place une organisation interne et d'assurer leur propre sécurité. Ce document traite autant des phases de préparation (avant l'évènement) que des phases d'urgence (pendant l'évènement) et de post-urgence (après l'évènement ou retour à la normale).

L'intégration d'une méthodologie synthétique aidant les particuliers à mettre en œuvre leur PFMS est prévue en annexe des DICRIM, ce qui constitue un moyen supplémentaire de pousser à leur multiplication. Enfin, la diffusion d'un DICRIM à jour constitue un moyen de sensibiliser les citoyens au risque inondation.

La majorité des communes bénéficie de la démarche du centre de gestion des Landes, qui travaille sur ce genre de missions sur l'ensemble du département, ou procède aux actualisations en interne.

Dans le cadre du PAPI, il est nécessaire de suivre l'avancement des différentes actualisations des documents et de s'assurer de leur pertinence.

Description de l'action

- Accompagner techniquement les communes et le CDG40 dans la mise à jour de leur document.
- Réaliser une trame de PFMS
- Regrouper les documents à jour et les mettre à disposition des habitants par le biais de la plateforme en ligne.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour pour le compte des communes
Modalités de suivi	CDG40, Institution Adour
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de DICRIM disponibles sur la plateforme en ligne

ACTION 1.5 : Mise en place de repères de crue

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Matérialiser le risque sur l'ensemble du territoire pour entretenir la mémoire des événements historiques
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « Développer une culture du risque »

Contexte

La pose de repères de crues a pour objectifs de contribuer à l'information préventive sur les crues et de valoriser la mémoire des événements passés. C'est également une obligation réglementaire (article 42 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2009 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages).

Sur le territoire, aucun repère uniformisé n'a été posé, mais quelques marques sont connues. De la même manière, sur les 28 communes du périmètre PAPI, on recense uniquement 1 repère de crue sur la plateforme nationale collaborative des sites et repères de crue, positionné le long de l'Adour à Dax au niveau du vieux pont : une plaque indique le niveau atteint par les différentes crues depuis 1770.



Il est envisagé d'installer :

- des repères de crues historiques : pour matérialiser les plus hautes eaux connues, ainsi que les crues notables récentes (janvier 2014, juin 2018).
- Des repères de crues théoriques dans les endroits sans données connues, qui permettront de visualiser la hauteur d'eau qui pourrait être atteinte selon un scénario choisi par le comité de pilotage du PAPI.

Un total de 35 macarons à poser est programmé sur l'ensemble du territoire, sur l'Adour et ses affluents, accompagnés dans les endroits les plus stratégiques d'échelles de niveau d'eau et de plaques informatives concernant les crues et l'intérêt des repères.

Description de l'action

- Déterminer dans un premier temps les sites intéressants de pose de repères de crues en coordination avec les communes et les propriétaires des biens.
- Fabriquer et poser les macarons, ainsi que les éléments associés (échelles limnimétriques, panneaux informatifs) le cas échéant, et éditer une fiche d'identification pour chaque repère.
- Diffuser l'information auprès des communes, des syndicats de bassin versant, du SDIS, du conseil départemental et des services de l'État et renseignement de la base nationale des repères de crues ainsi que de la plateforme de l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour pour le compte des communes
Structures ressources	Communes, prestataire externe
Echéancier	2021-2022 : concertation avec les communes sur les sites de pose et commande du matériel 2023 : fabrication et pose des repères

Plan de financement

Fournitures (17 macarons, 3 supports et 2 panneaux) : 6 154,80 € TTC

Pose : 6 655,20 € TTC

Montant réel total : 12 809 € TTC

Pour les communes non concernées par un PPRI : 12 718 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 544 €	6 359 €	3 815 €

Pour les communes non concernées par un PPRI : 91 € TTC

	Institution Adour	FEDER
Part	70 %	30 %
Montant total (TTC)	64 €	27 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de repères posés et inscrits sur la base nationale

Autres actions en lien

Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.6 : Sensibilisation de la population sur le risque inondation

Objectif	Informer au mieux la population sur le risque inondation
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « Développer une culture du risque »

Contexte

Dans la continuité de ce qui a déjà été fait sur le territoire (exposition itinérante, groupe de théâtre de rue...), plusieurs types d'actions sont envisagés en termes de communication dans le PAPI selon trois cibles prioritaires :

- **Le grand public** : malgré des événements passés récents, la culture du risque reste à développer sur le territoire. Par diverses actions, il s'agit de renforcer l'information préventive sur le risque inondation auprès du grand public dans le but d'apprendre à vivre avec le risque et non de le subir.
- **Les scolaires** : communiquer auprès des scolaires touche les enfants d'une part mais également les parents permettant ainsi d'entretenir la mémoire du risque et de faire prendre conscience du risque aux plus jeunes. L'ensemble des degrés d'enseignement est visé par différents leviers qui permettront aux écoliers d'appréhender le risque inondation au travers de diverses notions (cycle de l'eau, fonctionnement des cours d'eau, gestes à adopter en cas d'inondation...)
- **Les acteurs socio-économiques** : afin d'éviter les conséquences des inondations sur les activités économiques, il est nécessaire de renforcer la sensibilisation des acteurs exposés au risque et leur donner les moyens de se prémunir contre les conséquences des inondations. Cette action se basera sur le volontariat des responsables d'entreprises et des exploitants agricoles.

Description de l'action

Grand public :

- Élaborer des documents d'information concernant diverses thématiques (vulnérabilité du bâti, entretien des cours d'eau, intérêt des zones d'expansion de crue et des zones humides, bons gestes en cas de crise...) et les distribuer lors des manifestations et mettre en ligne sur le site de l'Institution Adour.
- Organiser une exposition itinérante qui concerne l'ensemble du territoire PAPI. Deux jeux de bâches sur le risque inondation ont déjà été réalisés par l'Institution Adour et peuvent être transportés et exposés sur l'ensemble du territoire.
- Créer des outils de sensibilisation utilisables lors de manifestation et fixes dans des lieux ciblés. Une partie des mobiliers envisagés est issue d'un travail réalisé par des lycéens du territoire et seront créés par un prestataire :



- Mettre en place des mobiliers adaptés, tels que des tables de pique-nique jeu de l'oie (une dans la barthe de Saubagnac et au lac de l'Estey par exemple) ou des taquins, sur le sentier de l'Adour (itinéraire de randonnées réservé aux déplacements doux, ayant pour objectif de valoriser le patrimoine attaché au fleuve et réalisé par le syndicat du moyen Adour landais) qui permettront aux promeneurs de s'informer sur le risque inondation.



- Conduire des réunions d'information lors des réunions de quartiers en zone à risque. L'objectif de ces réunions est d'expliquer les risques encourus, de présenter la documentation disponible (DICRIM, guide CEPRI pour diminuer la vulnérabilité des biens en zone inondable) et de donner des conseils de prévention pour des crues fréquentes à exceptionnelles (présentations des bonnes pratiques exposées dans le DICRIM, des modalités d'alerte et d'évacuation, ...). Organiser également des parcours sur le thème des inondations à Dax (visite sur sites : crues historiques, ouvrages de protection, repères de crues...).

Scolaires :

- Synthétiser et vulgariser des informations scientifiques de l'Institution Adour afin de les mettre à disposition des éducateurs et enseignants
- Faire de l'animation auprès des classes par des intervenants sur diverses thématiques
- Réaliser des outils pédagogiques et ludiques (jeux de cartes, maquettes, livrets pédagogiques...)
- Faire participer les classes à des manifestations et sorties éducatives sur sites

Acteurs économiques :

- Organiser des réunions avec les responsables des entreprises et des exploitations agricoles afin de les informer du risque présent sur leur site et les sensibiliser aux diagnostics de vulnérabilité

- Élaborer des documents d'information sur des thématiques spécifiques (protection des exploitations agricoles)

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SAM, prestataires, communes, SDIS
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Coût de recours à des prestataires pour l'animation et logistique : 40 000 € HT (spectacles de rue, intervention d'experts lors de réunions ou dans les classes, création d'un film, location de salles...)

Mobiliers d'animation : 35 000 € HT (une dizaine de matériels fixes et mobiles, prestation communication visuelle pour l'élaboration d'une charte graphique et des documents...)

Coûts d'impression et de diffusion (courriers, presse...) : 15 000 € HT

TOTAL : 108 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	21 600 €	54 000 €	32 400 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre d'interventions (écoles, entreprises...) et analyse des questionnaires qualitatifs qui seront transmis par la suite.

Autres actions en lien

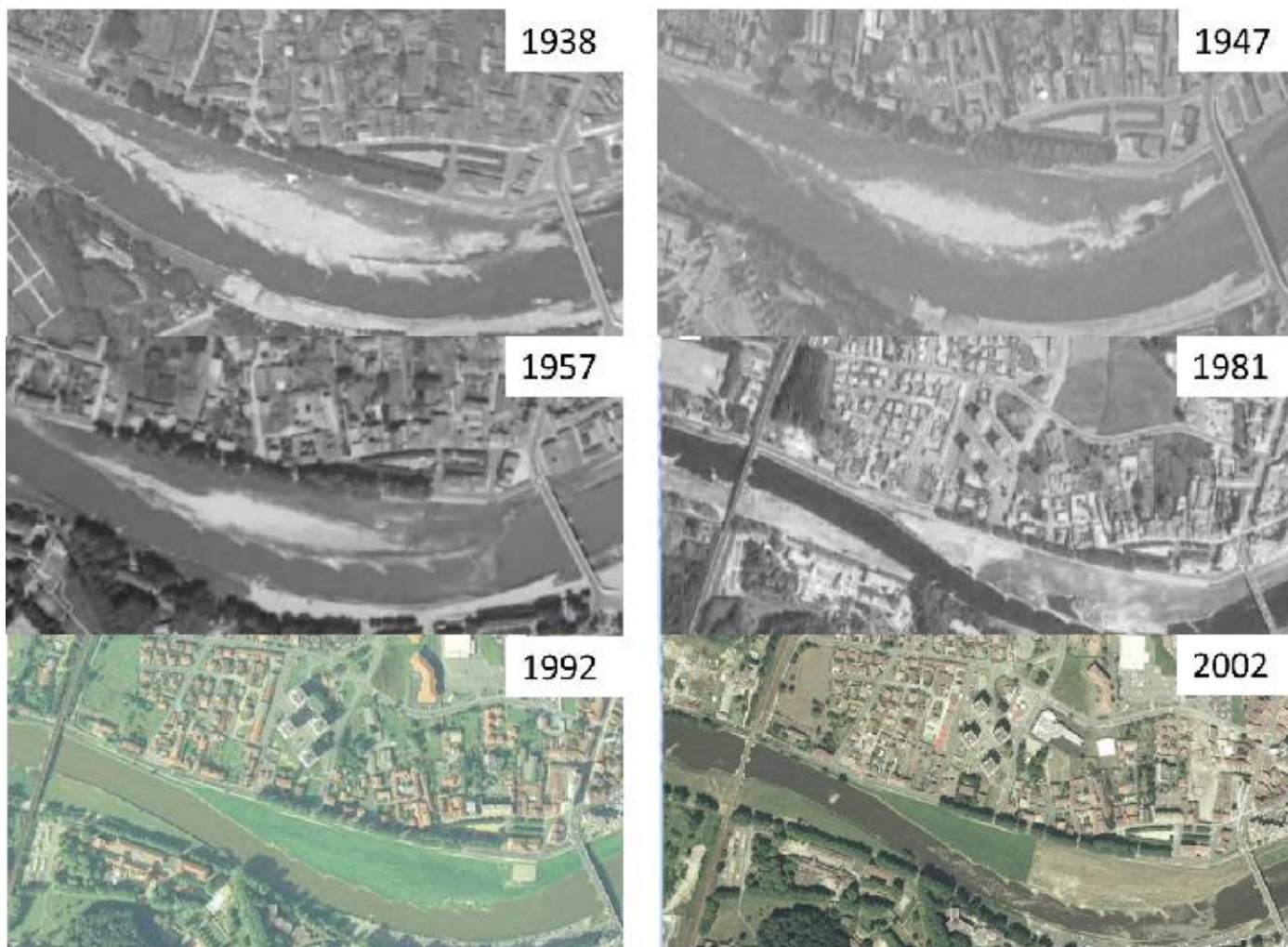
Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.7 : Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax

Objectif	Comprendre le fonctionnement sédimentaire de la zone
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements »

Contexte

Un atterrissement a été constaté entre les deux ponts de Dax. Il est lié aux chutes de vitesses dans le méandre de l'Adour et est une conséquence de la morphologie du cours d'eau.



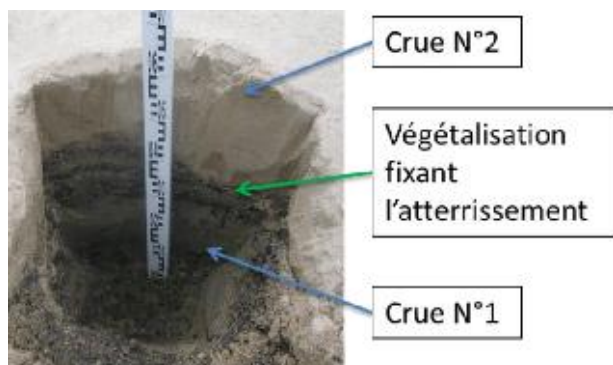
Le comportement normal d'un atterrissement lors d'une crue est le suivant :

- Hausse du débit : l'atterrissement est emporté par la crue
- Lors du pic de crue : pas d'atterrissement
- Lors de la décrue : chute de la vitesse, dépôt d'un nouvel atterrissement

On peut donc émettre l'hypothèse que l'atterrissement peut être emporté par le courant.

Cependant, on a observé une incision du lit d'environ 1,5 m en 60 ans, qui a pour conséquence que :

- Les petites crues débordement moins
- La végétation peut croître sur l'atterrissement (cf. photographies ci-dessus) entre deux crues et l'empêche d'être emporté lors des crues suivantes



Pour comprendre la dynamique sédimentaire et hydromorphologique de la zone et s'interroger sur la nécessité d'intervention, un suivi de la bathymétrie sera réalisé.

Il permettra de suivre :

- Le profil en travers et l'évolution du lit mineur
- L'engraissement des atterrissements

L'interprétation à la fin du suivi sera utilisée pour le calcul de l'impact sur la section d'écoulement (niveaux d'eau, débits, stabilité des ouvrages de protection).

Description de l'action

- Caractériser la nature des dépôts et des volumes, en s'appuyant notamment sur les données existantes ;
- Réaliser des levés réguliers et détaillés par un géomètre ;
- Intégrer les informations qui en résultent dans le modèle hydraulique.

Territoire concerné	Dax
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2025 : rédaction du marché et définition de la zone de suivi 2025-2028 : réalisation des levés et intégration des résultats dans le modèle

Plan de financement

36 000 € TTC

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	18 000 €	18 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation du suivi

Autres actions en lien

Action 1.2 « recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations »

ACTION 1.8 : Étude du fonctionnement du lac de Christus

FICHE MODIFIÉE

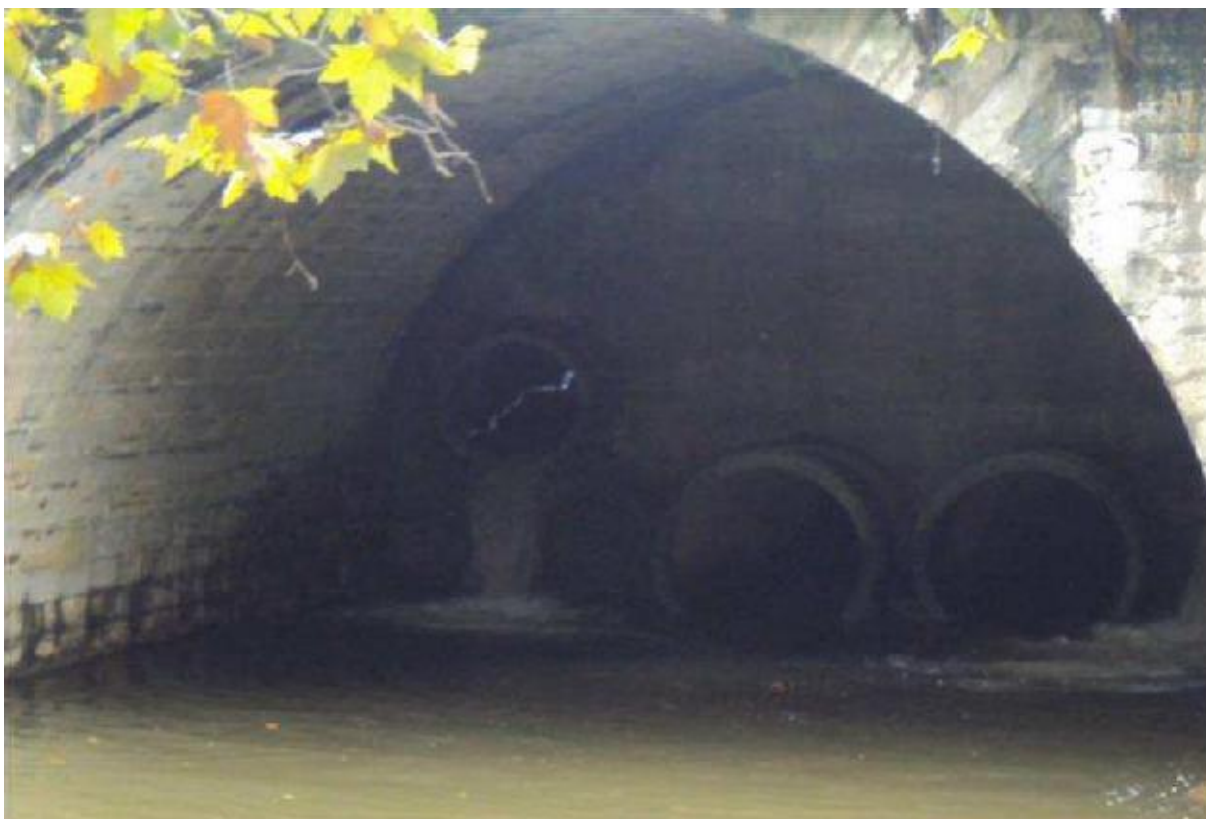
Objectif	Comprendre le fonctionnement sédimentaire de la zone
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements »

Contexte

Le lac de Christus est situé sur la commune de Saint-Paul-lès-Dax, en cœur de ville. Alimenté par deux ruisseaux (Poustagnacq et Latine), il est également l'exutoire des réseaux d'eaux pluviales de nombreux quartiers (dont certains sont équipés de bassins de rétention avec séparateur à hydrocarbures).



L'écoulement du lac se fait par un ouvrage de régulation équipé de vannes et des déversoirs, qui sont situés le long de l'avenue de la Résistance au niveau du pont qui traverse cette avenue.



L'arche du pont situé sous l'avenue de la Résistance est obturée par un mur, ce mur est traversé par des buses servant à l'écoulement des eaux du lac à partir de l'ouvrage de régulation et des déversoirs.

L'ouvrage de régulation mis en place lors de la création du lac (en 1974) est composé d'un système 3 vannes à crémaillère manœuvrables manuellement en fonction du niveau de l'eau et qui permettent l'écoulement libre dans deux buses de diamètre 1500 mm (diamètre à confirmer)

En 1982 suite aux inondations de 1981 qui avaient touchées les immeubles et équipements autour du lac, cet équipement a été complété par deux ouvrages type déversoirs situés de chaque côté de l'ouvrage de régulation et qui permettent, lorsque le niveau d'alerte (du lac) est atteint, un écoulement par surverse dans deux buses complémentaires. À noter que lorsque l'Adour est en crue et que le niveau du ruisseau de Poustagnacq dépasse le haut des canalisations d'évacuation, le vidage du lac se trouve ralenti (écoulement en charge), pouvant provoquer le débordement du lac. Lorsque le ruisseau dépasse la cote de 7m (échelle du lac) il peut surverser dans le lac via les déversoirs : ceci est à confirmer par l'étude.

Lors du phénomène d'inondation début 2014, durant lequel la crue de l'Adour était couplée avec un événement pluvieux très long et intense, l'écoulement du lac était insuffisant par rapport au volume entrant dans le lac. Le niveau d'eau du lac a donc augmenté rapidement et a donné lieu à des inondations dans des propriétés privées (environs 4 habitations et 1 restaurant) mais aussi des équipements et établissements publics (une base de loisirs, un parking) et des voiries. D'autres enjeux n'ont pas été touchés mais se situent très près de l'enveloppe inondée : les arènes, une salle polyvalente, un foyer des jeunes, la piscine municipale...

L'objectif est donc d'engager une étude sur le fonctionnement de ce lac afin de limiter, à terme, le risque inondation sur ce secteur.

Description de l'action

→ Réaliser un diagnostic hydraulique du fonctionnement du lac :

- En période de crue
- En période de crue couplé avec un épisode pluvieux d'occurrence trentennale sur le bassin versant du lac ;

- Étudier le fonctionnement plus global de toute la partie amont avec les étangs (Abesse, la Courbe et Poustagnac) et leurs ouvrages de régulation associés, afin d'une part de définir leur impact sur les crues au niveau du lac, et d'autre part d'optimiser les consignes de fonctionnement des ouvrages de régulation à mettre en place.
- Définir le débit maximum d'évacuation des eaux du lac avec les ouvrages existants ;
- Analyser l'impact des crues de l'Adour sur le fonctionnement de l'ouvrage de régulation et des déversoirs afin de définir les consignes de fonctionnement de ces ouvrages en fonction de la hauteur du ruisseau de Poustagnacq au niveau de l'avenue de la Résistance (rattaché à la hauteur de l'Adour à l'échelle du Vieux Pont) et analyser les possibilités d'automatisation de la gestion des ouvrages ;
- Proposer et chiffrer des travaux en complément des consignes de gestion adaptées, si nécessaire, pour limiter les inondations dues aux montées de niveau du lac lors de crues de l'Adour couplé avec un épisode pluvieux d'occurrence trentennale.

Territoire concerné	Saint-Paul-lès-Dax
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2024 : rédaction du marché 2024-2026 : réalisation de l'étude

Plan de financement

72 000 € TTC

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	36 000 €	36 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

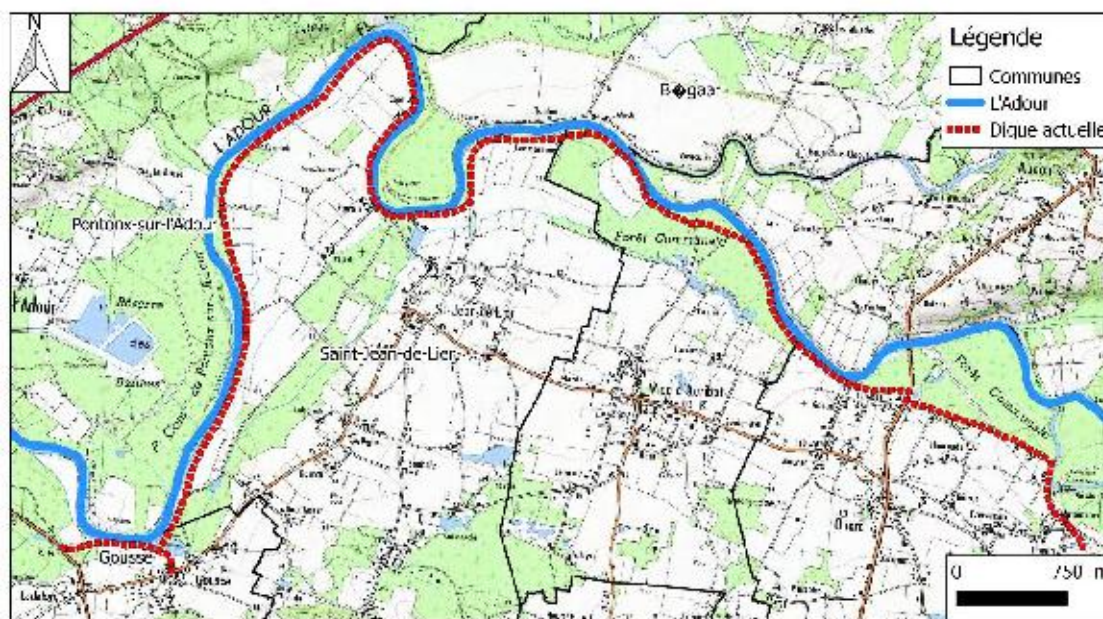
ACTION 1.9 : Réflexion sur l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10

ACTION TERMINEE

Objectif	Définir le futur de l'ouvrage de protection
Disposition relative à la SLGRI	6 « améliorer la gestion des ouvrages de protection »

Contexte

L'ouvrage de la Maisonnave-RD10 protège environ 300 habitants. D'une longueur d'environ 13 km, elle est équipée de plusieurs ouvrages hydrauliques traversant pour faciliter le ressuyage et la surverse à des points stratégiques. Cependant, au vu de son mauvais état (localisation contre l'Adour, végétation dense sur certains tronçons, profils trop étroits ou trop raides, déversoir sous dimensionné...) et des nouvelles normes de classement des ouvrages de protection, une réflexion est nécessaire sur le devenir de l'ouvrage.



L'ouvrage a fait l'objet d'une étude d'opportunité de classement de digue qui a permis une première estimation des coûts d'entretien et de gestion nécessaire au classement de la digue actuelle.

Suite aux crues survenues à la fin de l'année 2019 ayant fortement endommagé l'ouvrage, un travail de concertation avec la communauté de communes Terres de Chalosse a été mené afin de discuter de la position à prendre sur le devenir de l'ouvrage et ainsi que des travaux d'urgence à réaliser en conséquence. L'ouvrage étant régulièrement endommagé par les crues, du fait de son implantation contre l'Adour, de nombreux travaux de réparation coûteux ont déjà été réalisés ces dernières années et resteront à faire à l'avenir si l'ouvrage n'est pas modifié.

L'EPCI-FP a ainsi décidé de lancer une étude hydraulique sur différents scénarios possibles (recul de la digue, maintien à l'état actuel...) qui lui permettra d'avoir tous les éléments (techniques et financiers) pour prendre une décision sur le devenir de l'ouvrage.

Dans le scénario de maintien l'objectif sera d'analyser deux scénarios de mise en conformité de l'ouvrage (un niveau de protection Q2 contre les crues très fréquentes et un niveau de protection Q10 qui était le niveau visé lors de la construction de la digue) tant en termes financier qu'en termes d'enjeux protégés (humains, agricoles...).

Dans le scénario de recul, l'objectif sera d'obtenir un nouveau tracé de digue optimal, c'est-à-dire qui tienne compte de la sécurité publique, de l'intérêt général et du fonctionnement naturel de l'Adour. De plus, l'aspect financier devra être pris en compte. En effet un tracé réduisant les coûts de construction de la digue ainsi que les coûts d'acquisition foncière mais aussi les coûts ultérieurs inhérents à la gestion et à l'entretien de l'ouvrage seront identifiés dans l'optique d'intégrer des

coûts d'amortissements de l'ouvrage. Le tracé retenu permettra ainsi de restaurer un champ d'expansion de crue tout en maintenant *a minima* la protection actuelle des enjeux d'intérêts généraux identifiés sur le territoire.

Chaque scénario étudié devra être accompagné d'une analyse des incidences positives et négatives, l'objectif étant de mener une démarche similaire, mais simplifiée, d'une analyse multi-critères. Les avantages devront ainsi être justifiés ainsi que les inconvénients (sécurité publique, coût, risque de rupture...).

Le modèle hydraulique créé sur le territoire servira de base à l'étude.

Description de l'action

- Lancer une étude pour définir concrètement les évolutions possibles cet ouvrages ainsi que les répercussions juridiques des différents scénarios de devenir de l'ouvrage ;
- Mener une concertation avec les élus pour s'assurer de la compréhension de la situation et des possibilités d'évolution de l'ouvrage.

Territoire concerné	Gousse, St-Jean-de-Lier, Vicq-d'Auribat, Onard
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, communauté de communes Terres de Chalosse, prestataire.
Echéancier	2020-2022 2020 : consultation des entreprises 2021-2022 : réalisation de l'étude et décision sur le devenir de l'ouvrage

Plan de financement

Montant réel total : 90 200 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	23 %	47 %	30 %
Montant total (TTC)	21 140 €	42 000 €	27 060 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

Autres actions en lien

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

ACTION 1.10 : Étude d'un scénario supplémentaire de l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10

NOUVELLE FICHE

Objectif	Définir le futur de l'ouvrage de protection
Disposition relative à la SLGRI	6 « améliorer la gestion des ouvrages de protection »

Contexte

L'étude sur le devenir de l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10 réalisée dans le cadre de l'action 1.9 n'a pu permettre à la communauté de communes Terres de Chalosse de trouver une solution tenable (en termes financier ou d'acceptabilité du local) parmi les différents scénarios étudiés. Les services de l'Etat ont sollicité l'étude d'un nouveau scénario pour une crue dont la période de retour est estimée à Q1 afin de couvrir l'ensemble exhaustif des possibilités d'évolution de la digue.

Description de l'action

- Lancer l'étude d'un scénario de confortement pour une crue annuelle.

Territoire concerné	Gousse, St-Jean-de-Lier, Vicq-d'Auribat, Onard
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, communauté de communes Terres de Chalosse, prestataire.
Echéancier	2023-2024

Plan de financement

Montant réel total : 10 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	5 000 €	5 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

Autres actions en lien

Action 1.9 « Réflexion sur l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10 »

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

AXE 2 : SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS

ACTION 2.1 : Anticipation des crues sur le Luy

ACTION TERMINEE

Objectif	Permettre aux communes d'anticiper les crues
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Deux nouvelles stations de surveillance sont entrées en fonctionnement en décembre 2018 au niveau de Monget (Luy de France, dans les Landes) et de Saint-Médard (Luy du Béarn, dans les Hautes-Pyrénées).

Jusqu'ici, le Luy n'était suivi par Vigicrues qu'au niveau de la station de Saint-Pandelon, et les communes en amont ne sont pas couvertes par un système d'alerte. Par exemple, le Maire de Saugnac-et-Cambran organise sa gestion de crise en appelant la commune d'Amou située en amont sur le Luy du Béarn pour avoir des informations sur le niveau de l'eau. Ce système a des lacunes, notamment si le niveau du Luy monte dans le courant de la nuit ou si la crue vient du Luy de France.

Le service de prévision des crues (SPC) a estimé un temps de propagation de 15-22h entre ces nouvelles stations et celle de Saint-Pandelon.

L'utilisation de ces stations devrait a priori permettre l'anticipation des crues sur les communes du territoire PAPI. Le suivi, lors de chaque crue, de l'utilisation de ces stations devraient permettre de juger si effectivement, leur utilisation suffit ou s'il sera nécessaire de mettre en place un système d'alerte locale qui permettra aux maires des communes en aval d'anticiper la montée des eaux afin de gérer à la crise.

Description de l'action

- Assurer un suivi de la prévision des crues sur le Luy par l'utilisation des stations de Monget et de Saint-Médard afin de conclure, après échanges avec le SPC, sur la pertinence de l'utilisation de ces stations pour anticiper les crues sur les communes du territoire.

Territoire concerné	Communes concernées par les crues du Luy
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	SPC
Echéancier	2020-2022 Lors de chaque crue

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation du suivi et bancarisation de la donnée

ACTION 2.2 : Pose d'échelles limnimétriques

PRECISION DES COUTS

Objectif	Couvrir l'ensemble des cours d'eau du territoire de matériel de surveillance des crues
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Lors d'un événement, les techniciens compétents des différentes structures sont en charge de la surveillance des cours d'eau et ont connaissance des échelles limnimétriques existantes et des niveaux d'eau dangereux. Il faut cependant regrouper l'ensemble de ces informations afin d'avoir une base de données exhaustive à destination des différents agents. Cela permet également de prévenir le départ des agents.

Certains tronçons de cours d'eau peuvent faire l'objet d'une pose de matériel supplémentaire et/ou de remplacement de matériel (dégradé, peu visible etc). De plus, afin de simplifier la surveillance du niveau d'eau, des repères visuels signalant les cotes de vigilance et d'alerte (à définir localement, en lien avec les systèmes d'endiguement existants) seront indiqués. Si ces cotes sont atteintes, les maires des communes doivent être informés au plus vite pour leur permettre de gérer au mieux la crise. Enfin, une correspondance entre le niveau des échelles locales et le niveau NGF sera indiquée : en effet, de nombreuses échelles sont aujourd'hui basées sur le niveau des basses eaux ce qui peut complexifier la communication lors des événements.



Cette action doit donc permettre de maximiser l'anticipation des crues et de prendre les mesures nécessaires, de manière plus rapide. C'est pourquoi la pose de ces échelles sera à prendre en compte dans les PCS.

Enfin, des échelles pourront également être posées à côté des repères de crues afin de permettre une meilleure visualisation du grand public.

Description de l'action

- Analyse de l'état et des usages de chaque échelle existante afin de déterminer celles à remplacer, ainsi que des sites où une échelle sera mise en place à côté des repères de crue ;

- Détermination des cotes de vigilance et d'alerte en concertation avec les élus locaux et les techniciens compétents ;
- Pose d'échelles limnimétriques et de plaques sur les cours d'eau du territoire.

Toutes ces données seront par la suite renseignées sur la base de données de la fiche 1.1

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Concertation avec les élus locaux et les syndicats de rivière concernant les sites de pose et les seuils pour les cotes, accompagnement du SPC sur l'analyse du matériel.
Echéancier	2020-2022

Plan de financement

Fournitures (6 échelles, 9 plaques NGF) : 4 980 € TTC

Passage d'un géomètre : 2 376 € TTC

Montant réel total : 7 356 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	1 471 €	3 678 €	2 207 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de matériels posés

Autres actions en lien

Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

Actions 3.4 « harmonisation des plans communaux de sauvegardes »

AXE 3 : ALERTE ET GESTION DE CRISE

ACTION 3.1 : Création d'un annuaire de période de crise

Objectif : Élaborer un annuaire d'intervenants à contacter en période de crise

Disposition relative à la SLGRI : 3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

Lors d'une inondation importante, les secours sont amenés à intervenir sur le terrain avec parfois une connaissance partielle du phénomène et donc des difficultés pour anticiper leurs actions. Il est donc essentiel de référencer les coordonnées et les compétences d'au moins un binôme de référents par organisme participant à la gestion des inondations qui pourra croiser les informations avec les autres structures.

L'objectif est de permettre une communication rapide entre acteurs du territoire afin de favoriser le bon déroulement de la gestion de crise.

Description de l'action

- Création d'un annuaire des intervenants de chaque structure actrice de la gestion de crise sur le territoire du PAPI et prévoir des mises à jour en interne ;
- Réalisation d'un protocole de crise afin de flécher l'organisation des appels afin de fluidifier la communication.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, services de l'État
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

Création de l'annuaire et du protocole d'appels

ACTION 3.2 : Création d'une cellule de crise interne

Objectif	Créer une cellule technique locale sur le territoire du PAPI
Disposition relative à la SLGRI	3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

Lors d'une inondation importante, une cellule de crise au niveau départemental est réunie. Il paraît important de réunir une cellule à l'échelle plus locale afin de gérer les informations en interne et organiser celles qui seront transmises à la préfecture par un interlocuteur unique. Le but est également d'améliorer la communication et les échanges d'informations lors de la crise entre les communes en amont celles situées en aval. Les compétences territoriales et responsabilités des différents niveaux (communaux, départementaux, nationaux...) seront respectées.

Description de l'action

- Définir les informations à fournir au centre opérationnel départemental lors d'une crise (connaissances des cours d'eau, des ouvrages, informations relevées sur le terrain...) ;
- Définir les acteurs participants à la cellule et leur rôle (agent de terrain, coordination, relais d'information...) ;
- Prévoir des réunions post-crues pour centraliser les informations récoltées et réaliser un retour d'expérience de l'événement.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, syndicats de rivière, services de l'État
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Organisation définie de la cellule
- Retours d'expérience des événements réalisés

ACTION 3.3 : Amélioration de la communication lors de la crise

Objectif	Contrôler les informations à communiquer auprès du grand public lors d'un événement
Disposition relative à la SLGRI	3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

L'objectif est de mettre en place une stratégie de communication concernant le grand public afin de limiter l'impact des rumeurs. Il convient de définir ce qui peut être transmis en termes d'informations aux habitants lors d'un événement, et par quel moyen.

Les EPCI-FP seront les référents pour relayer l'information au public. Les informations diffusées seront préalablement validées par la cellule de crise définie dans l'action 3.2.

Description de l'action

- Définir les informations communicables auprès de la population en temps de crise (évolution de la crue, comportements à adopter, restrictions d'accès en vigueur, renvoi auprès des sites officiels) ;
- Définir les moyens de communications à mettre en place pour informer le public lors d'un événement (alerte téléphonique, sites et réseaux sociaux des EPCI-FP, adresse mail dédiée...)

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, syndicats de rivière
Echéancier	2025

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite :

- Définition des modalités de communication

Autres actions en lien :

Action 3.2 « création d'une cellule de crise interne »

ACTION 3.4 : Harmonisation des plans communaux de sauvegarde

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Élaborer ou actualiser les PCS des communes du territoire de manière harmonisée
Disposition relative à la SLGRI	3.2 « Réaliser ou actualiser les plans communaux de sauvegarde (PCS) sur tout le territoire et travailler à l'échelle de l'agglomération sur le TRI

Contexte

Le PCS permet d'anticiper et de se préparer à la crise en prévoyant l'organisation à mettre en place au niveau communal. C'est un document obligatoire pour les communes pour lesquelles a été prescrit ou approuvé un plan de prévention des risques (article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure).

L'objectif de l'action est de s'assurer que les communes possèdent un document à jour et opérationnel, et les y aider dans le cas contraire.

Les 18 communes soumises à l'obligation de PCS ont réalisé ce document. De plus, 6 communes non soumises à cette obligation l'ont tout de même élaboré et 2 sont en cours, montrant ainsi la conscience des élus du risque sur le territoire.

La majorité des communes bénéficie de la démarche du centre de gestion des Landes, qui travaille sur ce genre de missions sur l'ensemble du département, ou procède aux actualisations en interne.

Dans le cadre du PAPI, il est nécessaire de suivre l'avancement des différentes actualisations des documents et de s'assurer de leur pertinence.

Description de l'action

→ Accompagner techniquement les communes et le CDG40 dans la mise à jour de leur document.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, EPCI-FP, services de l'État, prestataire
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de PCS à jour

Autres actions en lien

Action 1.4 « Actualisation des DICRIM sur le territoire »

Action 3.5 « Mise en place d'exercice de gestion de crise »

ACTION 3.5 : Mise en place d'exercice de gestion de crise

Objectif	Organiser des exercices de crise pour tester l'efficacité des PCS
Disposition relative à la SLGRI	3.2 « réaliser ou actualiser les plans communaux de sauvegarde (PCS) sur tout le territoire et travailler à l'échelle de l'agglomération sur le TRI »

Contexte

Les exercices de gestion de crise permettent de préparer les différents acteurs et la population aux événements, de mettre en place de bons réflexes et une bonne coordination, ainsi que d'évaluer le fonctionnement interservices et si nécessaire mettre à jour les protocoles indispensables à une bonne gestion de la crise. Les objectifs visés par la réalisation de ce type d'exercices sont de tester :

- le fonctionnement et les échanges au sein de la chaîne de décision et de gestion de crise
- l'organisation matérielle et humaine (agents, outils, véhicules...)
- le délai de mise à l'abri de la population

L'objectif étant par ailleurs de vérifier le côté opérationnel des PCS, les exercices seront organisés une fois que les documents des communes seront mis à jour et harmonisés. La réflexion concernant les modalités de leur organisation pourra en revanche débiter en amont.

Description de l'action

- Réfléchir à l'organisation souhaitée (exercice sur table ou grande nature, acteurs mobilisés, définition du scénario, besoins matériels...) ;
- Informer le grand public lors d'une réunion publique, par de la documentation et via les réseaux sociaux s'il est impliqué ;
- Organiser les exercices et y associer des temps d'échange pour réaliser des retours d'expérience pour améliorer la gestion de crise.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, Institution Adour, communes, SDIS
Echéancier	2026 Les exercices seront lancés quand les PCS seront à jour

Plan de financement

48 000 € TTC pour une prestation externalisée sur un exercice de grande envergure (sur plusieurs communes), dans le cas où les aides FEDER seront encore possibles. Le prestataire sera chargé d'aider à la définition du scénario de simulation et à sa diffusion à l'ensemble des participants (acteurs de gestion de crise + population), d'observer son déroulement et d'apporter des conseils et préconisations visant à améliorer le système. Le montant inclus ainsi la rémunération mais également les moyens logistiques (frais de restauration, de communication...).

Sinon un exercice simplifié se fera en régie.

	Institution Adour	FEDER
Part	20 %	80 %
Montant total (HT)	9 600 €	38 400 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'exercice

Autres actions en lien

Actions 3.4 « harmonisation des plans communaux de sauvegardes »

ACTION 3.6 : Mise en place de plans particuliers de mise en sécurité

Objectif	S'assurer que les établissements scolaires aient une réponse à apporter à la gestion de crise
Disposition relative à la SLGRI	3 « améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés »

Contexte

Les plans particuliers de mise en sécurité (PPMS) sont mis en place dans les établissements scolaires. Ce document permet la mise en œuvre des mesures de sauvegarde des élèves et des personnels en attendant l'arrivée des secours ou le retour à une situation normale.

Le PPMS est un document opérationnel de conception simple et de consultation aisée, qui doit être réactualisé ou adapté périodiquement, notamment à l'issue de l'exercice annuel.

Il est l'aboutissement d'une réflexion et d'un travail d'équipe et il doit être mis en œuvre chaque fois que la situation l'exige.

L'élaboration de cet outil est du ressort de chaque établissement soumis à un risque. Il conviendra cependant de s'assurer que leurs réponses en situation de crise sont adéquates.

Le PPMS doit ainsi permettre de répondre aux questions suivantes :

- Quand déclencher l'alerte ?
- Comment déclencher l'alerte ?
- Où et comment mettre les élèves en sûreté ?
- Comment gérer la communication avec l'extérieur ?
- Quelles consignes appliquées dans l'immédiat ?
- Quels documents, ressources et matériels sont indispensables ?

Description de l'action

- Rencontrer les chefs des 5 établissements en zone inondable et leur proposer un accompagnement dans la réalisation ou la mise à jour de la partie inondation des PPMS.

Territoire concerné	Établissements situés en zone inondable sur le périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, communes
Echéancier	2027-2028

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de PPMS mis en place ou actualisés

AXE 4 : PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME

ACTION 4.1 : Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire

Objectif	Faire un retour d'expérience sur le lien entre urbanisme et inondation
Disposition relative à la SLGRI	4.1 « intégrer la prévention des inondations dans les documents de planification »

Contexte

Les documents d'urbanismes d'échelle supra-communale (SCOT, PLUi) ont été réalisés sur le territoire en associant les référents inondation pour intégrer le risque aux documents. Il est nécessaire de continuer à mener les réflexions d'aménagement en prenant en compte le risque inondation dans l'application de ces documents. L'idée est d'organiser des moments d'échanges afin de discuter des effets induits par les documents de planification, des projets à venir, des suites à donner etc.

La note relative à l'intégration du risque inondation dans l'aménagement du territoire, présentée en annexe, a permis d'identifier les sujets sur lesquels il apparaît important de travailler. Ainsi ; les enveloppes de crues modélisées dans le cadre du PAPI seront à prendre en compte dans la révision des documents d'urbanisme et une réflexion sera menée autour de règles à instaurer pour conditionner l'implantation de nouvelles constructions sur les secteurs identifiés.

Des documents synthétiques sur la prise en compte du risque inondation dans les documents d'urbanisme, à destination des EPCI-FP-FP pourront être élaborés et distribués.

Description de l'action

- Organiser un temps de réflexion une à deux fois par an entre les chargés d'urbanisme et les référents du risque inondation ;
- Faire la synthèse analyser les nouveaux documents de planification en vue de leur révision ;
- Réfléchir de manière concertée sur des points clefs : restauration des zones humides, prise en compte du ruissellement, intégration des espaces inondables dans l'aménagement (leur préservation et leur valorisation paysagère, écologique, touristique...) ;

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP
Echéancier	2020-2029 Synthèse des documents d'urbanisme en fin de cycle

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de réunions organisées

ACTION 4.2 : Étude sur les outils d'acquisition dont les préemptions

ACTION TERMINEE

Objectif	Étudier les possibilités d'achats de biens en zones inondables
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Sur le territoire, un certain nombre de bâtiments se situe en zone inondable et le rachat est l'une des pistes envisagées pour réduire la vulnérabilité des biens et la mise en danger des personnes.

La préemption donne la priorité sur une vente existante et permet d'éviter la réinstallation de la population dans des zones à risques et ainsi réduire les situations dangereuses.

Il est donc nécessaire de connaître les différents leviers qui pourront permettre l'acquisition de ces biens et la maîtrise du foncier sur le territoire. Cette étude a pour objet d'aider les collectivités à choisir le dispositif le plus adapté parmi les outils mobilisables (pérennité du dispositif, aspects réglementaire et financiers...).

Description de l'action

- Réunir des groupes de travail afin de définir le cahier des charges de l'étude
- Engager un prestataire en droit de l'urbanisme pour réaliser cette étude

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, prestataire
Echéancier	2020-2022 Lancement du marché : 2020-2021 Réalisation de l'étude : 2021-2022

Plan de financement

Montant réel total : 32 460 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER (jusqu'en 2022)
Part	20 %	50%	30 %
Montant total (TTC)	6 492 €	16 230 €	9 738 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

ACTION 4.3 : Création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) sur Bégaar

ACTION TERMINEE

Objectif	Sortir les enjeux humains d'une zone isolée pendant les crues
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

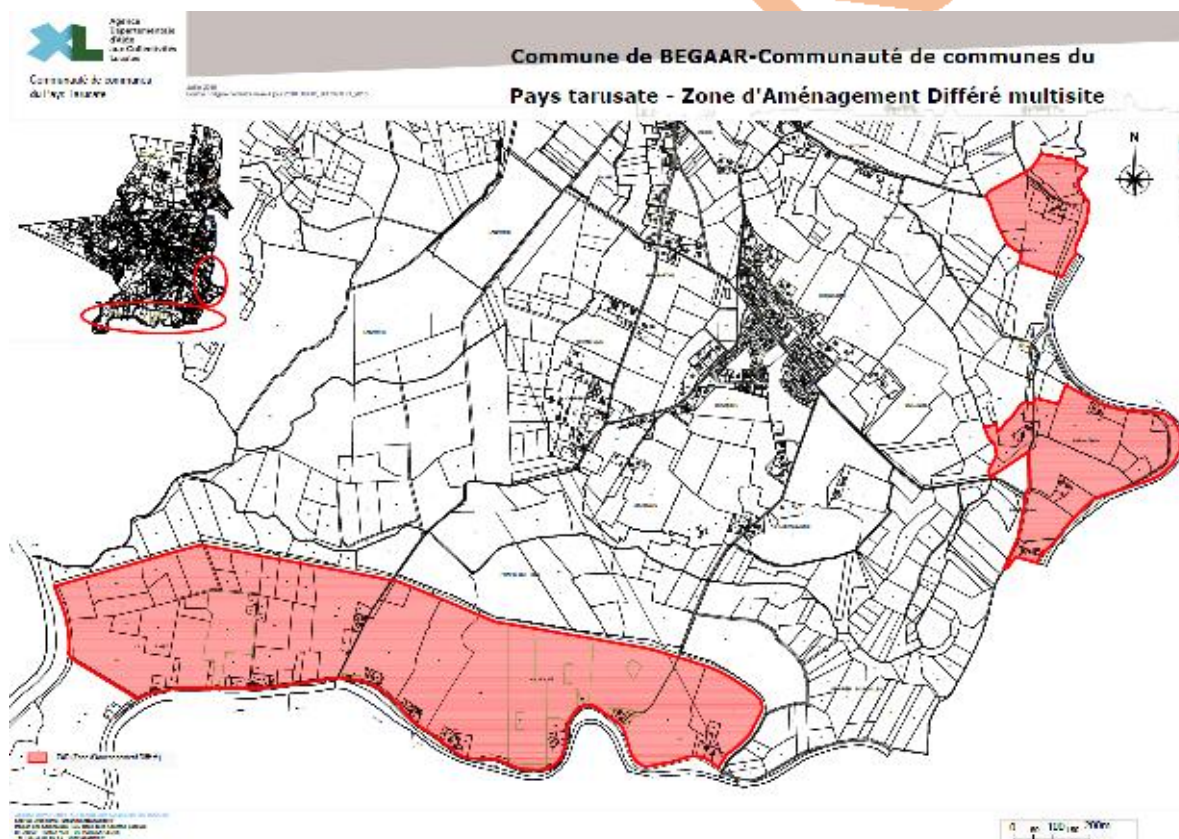
Contexte

À Bégaar, 8 habitations sont situées derrière des ouvrages qui ne seront pas retenus comme système d'endiguement. Afin d'éviter la mise en danger de nouvelles populations (ce secteur étant attractif, trois ventes ont été effectuées depuis 2013), la communauté de communes du Pays Tarusate souhaite mettre en place une zone d'aménagement différée (ZAD) qui permet de préempter les biens sur une durée de six ans (renouvelable une fois).

Cette volonté de disposer d'un droit de préemption sur ces constructions s'inscrit dans les réflexions en cours sur le plan local d'urbanisme intercommunal, dans lequel les élus souhaitent interdire la reconstruction après sinistre des constructions situées en zone inondable.

Les modalités de cette ZAD seront définies en concertation avec le maire de la commune concernée, le service urbanisme de l'agence départementale d'aide aux collectivités locales ainsi que l'Institution Adour. La communauté de commune se portera acquéreur des biens lors de leur mise en vente et procédera à leur démolition ainsi qu'à l'extraction des gravats afin de remettre à nu la zone.

La carte suivante présente les projets de périmètre des sites visé par la ZAD (périmètres non validés à ce jour par la commune de Bégaar et la communauté de communes du Pays Tarusate).



Description de l'action

- ➔ Réfléchir sur les modalités de mise en place d'un ZAD sur Bégaar ;
- ➔ Préempter les biens situés dans la zone lors de leur mise en vente ;
- ➔ Promouvoir ce type de démarche sur l'ensemble du territoire.

Territoire concerné	Bégaar
Maître d'ouvrage	Communauté de commune Pays Tarusate
Structures ressources	Institution Adour, services de l'État
Echéancier	2020-2021

Plan de financement

Pour mémoire, coût indiqué dans l'action 5.2 « rachats de biens en zone inondable ». Le montage de la ZAD est effectué en régie par l'EPCI-FP, en lien avec ses partenaires techniques.

Indicateurs de suivi/réussite

- Création de la ZAD

AXE 5 : REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES

ACTION 5.1 : Réalisation de diagnostics de vulnérabilité

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Réduire la vulnérabilité des bâtiments en proposant des solutions de protection adaptées
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Cette action correspond à la réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur la base du volontariat de la part des propriétaires des biens à évaluer. Cela permet de préconiser des solutions techniques réellement adaptées au cas par cas et ainsi de mieux se préparer à l'inondation et de limiter les dégâts qui en résulteraient.

Initialement prévue sur les biens d'habitations, cette action a été réorientée pour concerner également les bâtiments publics et les entreprises. En effet, la démarche expérimentale MIRAPI (mieux reconstruire après inondation), qui prévoit la réalisation de diagnostics pour les habitations, a été lancée sur le département des Landes, et quasiment toutes les communes du PAPI sont éligibles à ce dispositif.

Dans un second temps, les propriétaires pourront bénéficier d'aides financière et d'un accompagnement pour réaliser des travaux de réduction de vulnérabilité, préconisés dans les diagnostics.

Description de l'action

- ➔ Réaliser des diagnostics qui permettront de connaître :
 - le niveau d'exposition des biens aux inondations ;
 - la vulnérabilité des biens ainsi que les sources potentielles de dommages ;
 - une liste de préconisation techniques et chiffrées qui sera alors transmise aux propriétaires ; afin qu'ils puissent effectuer les travaux de réduction de vulnérabilité.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, prestataire
Echéancier	2020-2023

Plan de financement

80 000 € TTC (appel à un prestataire)

	Institution Adour	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (HT)	40 000 €	40 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de diagnostics réalisés

ACTION 5.2 : Rachat de biens en zone inondable

Objectif	Limiter les situations dangereuses en cas de crue
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

La mise en vente de biens situés en zone dangereuse est toujours source d'inquiétude puisqu'on ne sait pas si les acheteurs possèdent une culture du risque. Afin d'éviter la mise en péril de nouveaux habitants, le rachat des biens lors de leur mise en vente est une solution envisagée sur certaines zones connues du territoire.

Dans le cadre de la mise en place de la zone d'aménagement différée sur Bégaar, 8 biens seront potentiellement à racheter lors de leur mise en vente. La communauté de communes du Pays Tarusate souhaite se porter acquéreur afin d'empêcher l'installation de nouvelle population, et de procéder à la destruction du bâti.

Description de l'action

- Saisir l'opportunité de racheter les 8 maisons situées sur la ZAD de Bégaar (cf : fiche-action 4.3)

Territoire concerné	Bégaar
Maître d'ouvrage	Communauté de communes du Pays Tarusate
Echéancier	2021-2026 quand les opportunités se présentent

Plan de financement

1 000 000 € HT budgété par l'EPCI-FP

Montant déjà engagé à ce jour : 478 000 €

	CC Pays Tarusate	Département des Landes
Part	70 %	30 %
Montant total (TTC)	700 000 €	360 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de biens acquis

Autres actions en lien

Action 4.3 « création d'une zone d'aménagement différée sur Bégaar »

ACTION 5.3 : Mise en place d'un plan de continuité d'activité

Objectif	Réduire le délai de retour à la normale et maintenir l'essentiel des activités des structures
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Les plans de continuité d'activité ont pour but de protéger le personnel tout en maintenant un certain niveau d'activité en période de crise. Cet outil définit les moyens et procédures à mettre en place ainsi que l'organisation nécessaire pour permettre à la structure d'assurer les missions essentielles en cas de crise.

Le PCA permet ainsi de diminuer l'impact des crues sur des bâtiments d'activités (entreprises, établissements recevant du public, patrimoine culturel...).

Cette démarche sera engagée en interne sur un bien test, et basé sur le volontariat. L'objectif est de le réaliser sur un service public localisé en zone inondable d'après l'état des lieux du territoire. L'animateur PAPI se basera sur les guides existants (CEPRI notamment).

La méthodologie qui sera utilisée, pourra être reprise par la suite sur d'autres biens si elle s'avère concluante.

Description de l'action

→ Réaliser un PCA sur une structure test

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP
Echéancier	2025-2026

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

Réalisation du PCA

ACTION 5.4 : Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité

NOUVELLE FICHE

Objectif	Réduire la vulnérabilité des bâtiments en proposant des solutions de protection adaptées
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Suite aux diagnostics réalisés dans le cadre de l'action 5.1 du PAPI, cette action a pour objectif de réaliser les travaux qui ont été préconisés dans les diagnostics de vulnérabilité.

Afin de quantifier des objectifs de réalisation de travaux et diagnostics, un chiffrage a été effectué en prenant une moyenne du coût des travaux de 10 000 € par bien (80 biens ayant été estimés pour les diagnostics). Cette moyenne se base d'une part sur des retours d'expérience d'autres territoires, et d'autre part sur la moyenne des rapports reçus dans le cadre de la démarche MIRAPI.

L'Institution Adour accompagnera les particuliers sur le montage administratif des dossiers de demandes de subvention ainsi que sur la mise en relation avec les artisans.

Description de l'action

- Aider les propriétaires des biens diagnostiqués dans la réalisation des travaux, notamment en les accompagnant dans les dossiers de demandes de subventions.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Propriétaires des biens
Structures ressources	Institution Adour
Echéancier	2023-2027

Plan de financement

Montant prévisionnel : 800 000 € HT

Selon le type de biens, le montant d'aide du FPRNM varie de 20% (entreprises), 50% (bâtiments publics) et 80% (habitations).

Co-financement maximal prévu du FPRNM : 640 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de dossier de travaux engagés

Autres actions en lien

Action 5.1 : « Réalisation de diagnostics de vulnérabilité »

AXE 6 : GESTION DES ECOULEMENTS

ACTION 6.1 : Réflexion sur le ralentissement des écoulements par méthodes douces

Objectif	Limitier l'érosion et le ruissellement sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements »

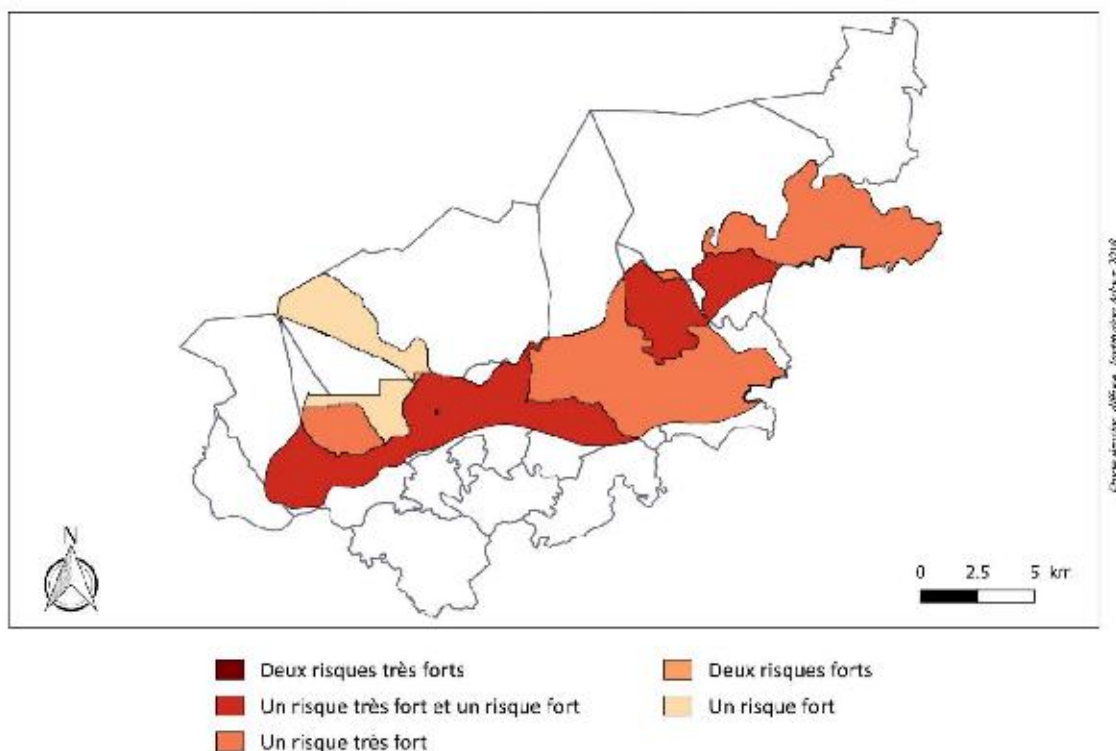
Contexte

L'érosion des sols liée au ruissellement des eaux de pluies est un phénomène naturel qui peut avoir des conséquences importantes en termes d'inondation.

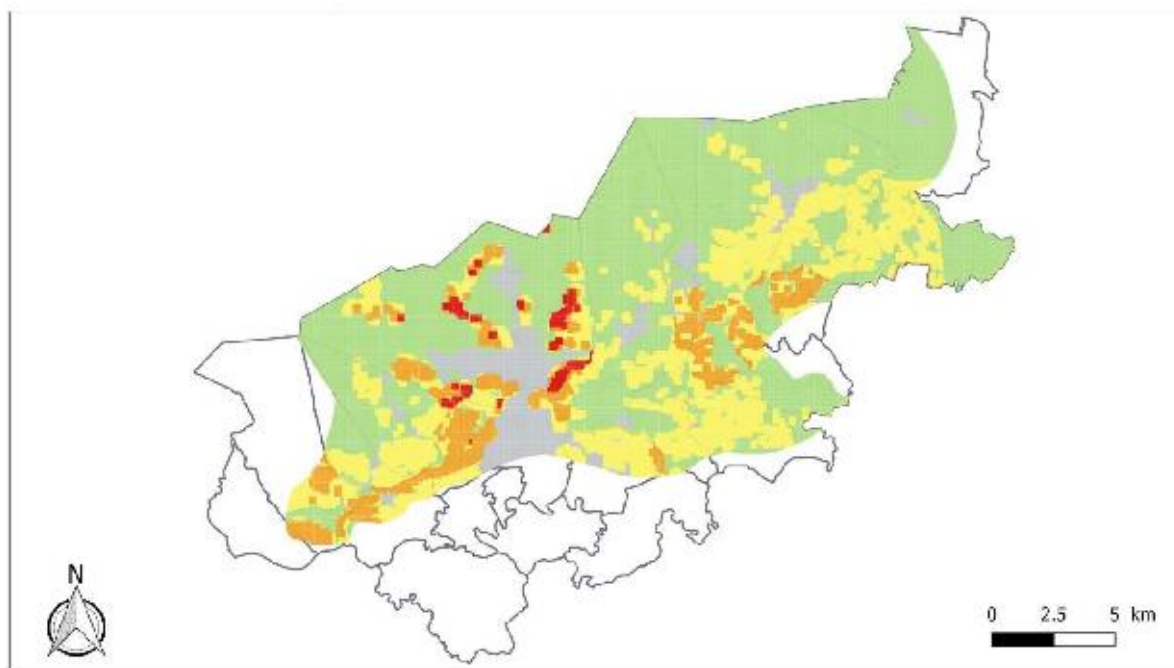
Une étude sur l'érosion a été menée dans le cadre du SAGE Adour amont sur l'ensemble de son périmètre. La carte suivante montre les zones sensibles à l'érosion localement (qu'il s'agisse d'un risque par rapport à un enjeu de sécurité de la population ou d'un risque concernant le bon état de l'eau). Elle met en exergue la fragilité du territoire sur cette thématique.

Des données plus fines sont également disponibles dans cette étude, ce qui pourra permettre de prioriser des secteurs sur lesquels agir.

La carte de risque permet d'appréhender le territoire tel qu'il est actuellement. On peut toutefois également se baser sur la carte de l'aléa qui permet d'anticiper sur des zones sans enjeux aujourd'hui mais qui pourraient se retrouver concernées à l'avenir.



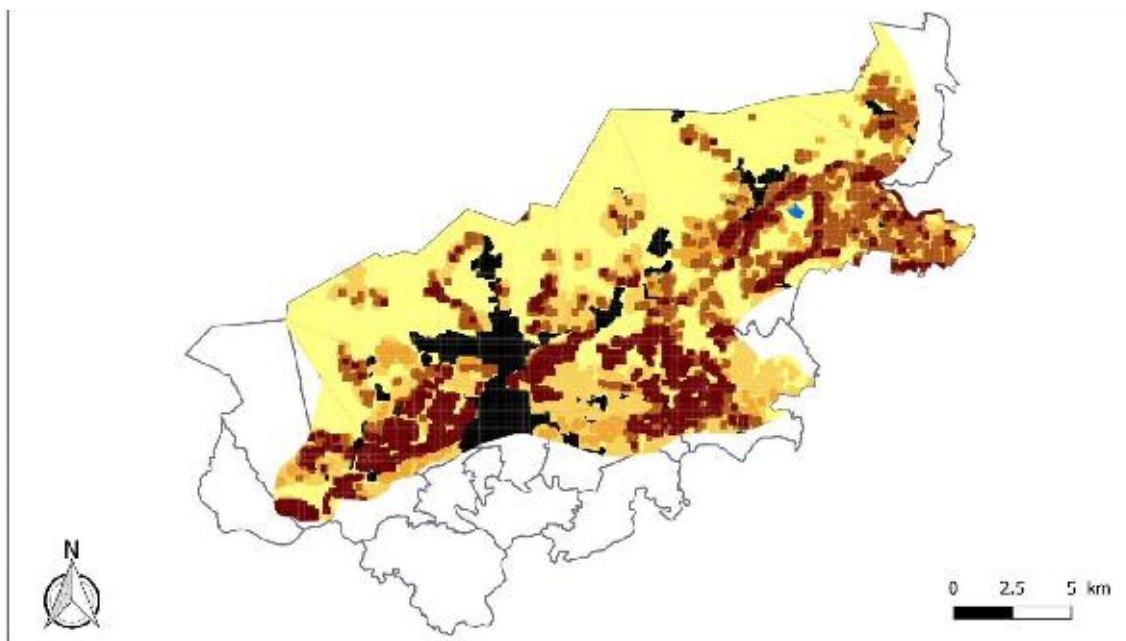
zones sensibles à l'érosion sur le territoire PAPI



Etude Adour amont, Institution Adour 2018

- | | |
|---|--|
| ■ Risque très fort | ■ Risque faible |
| ■ Risque fort | ■ Non évalué |
| ■ Risque moyen | |

risque d'érosion du le territoire du PAPI



Etude sur Mérosion pour le SAGE Adour amont, ALCANT consultant pour l'Institution Adour 2019

- | | |
|--|---|
| ■ Très fort | ■ Très faible |
| ■ Fort | ■ Zone en eau |
| ■ Moyen | ■ Zone urbaine |
| ■ Faible | |

aléa érosion sur le territoire du PAPI

L'objectif est de mener une réflexion locale sur les possibilités d'utiliser des méthodes douces sur l'ensemble du territoire pour ralentir les écoulements (ruissellement, remontées de nappes, débordement de ruisseaux...), en particulier la plantation de haies qui est une technique de plus en plus utilisée dans le cadre de la lutte contre l'érosion et le ruissellement. En effet, elles fixent la terre grâce à leurs racines et facilitent l'absorption de l'eau par les sols. La recherche de solutions s'intéressera également aux possibilités de changement de pratiques agricoles (couvert végétal, changement de type de cultures...).

À terme, les essais sur ce territoire pourront permettre de lancer une dynamique à plus grande échelle.

Description de l'action

- À partir des études menées sur le territoire et ailleurs, lancer une prestation pour réfléchir sur les possibilités et les modalités des méthodes dites « douces » qui pourraient être mises en place sur le territoire
- Mobiliser les acteurs concernés par la thématique et mener la réflexion de manière concertée

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Acteurs agricoles, syndicats de rivière, porteurs de SAGE, AEAG
Echéancier	2024-2029 2024-2025 : réalisation de l'étude 2006-2029 : accompagnement auprès des acteurs locaux

Plan de financement

Appel à un prestataire : 60 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	AEAG
Part	50 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	12 000 €	30 000 €	18 000

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

ACTION 6.2 : Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous

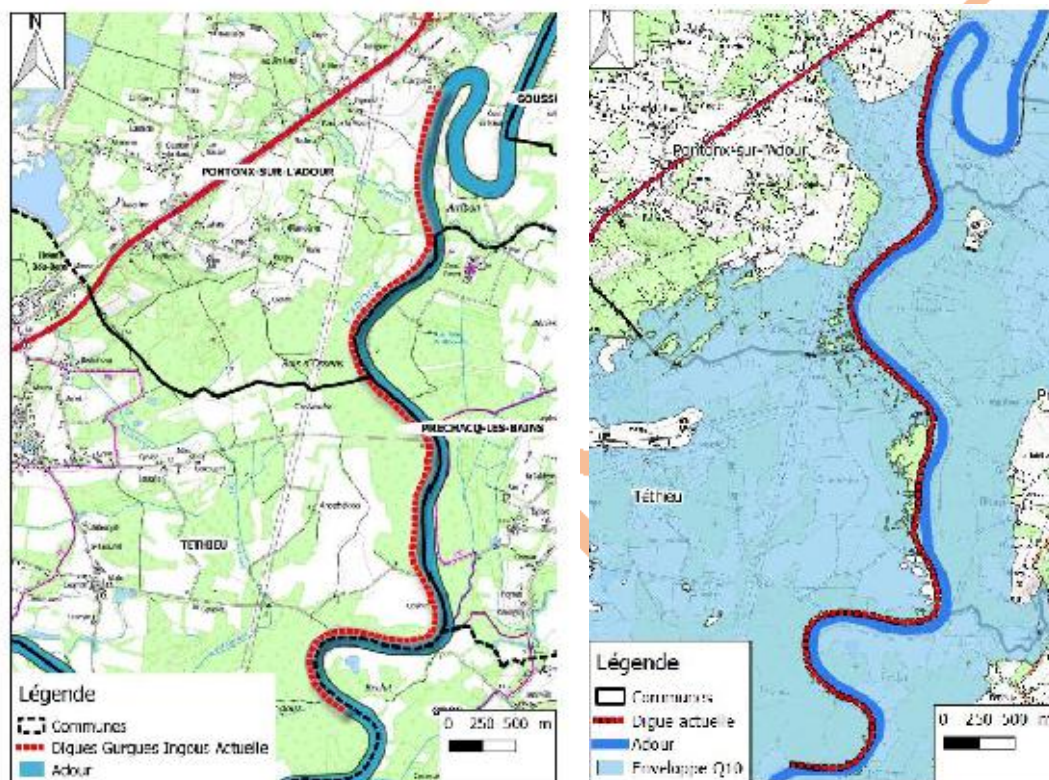
ACTION TERMINEE

Objectif	Reculer l'ouvrage afin de créer une zone d'expansion de crue
Disposition relative à la SLGRI	5.1 « restaurer les zones d'expansion de crue »

Contexte

Dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'Eau « Valorisons et restaurons les zones inondables », l'Institution Adour a mené une étude de recul de la digue de Gurgues-Ingous située sur les communes de Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu, en rive droite de l'Adour.

La digue actuelle ne se connecte pas sur des zones hors d'eau pour l'objectif de protection décennal : l'Adour déborde par l'aval et vient inonder l'arrière du système, et ce dès la crue d'occurrence 2 ans.

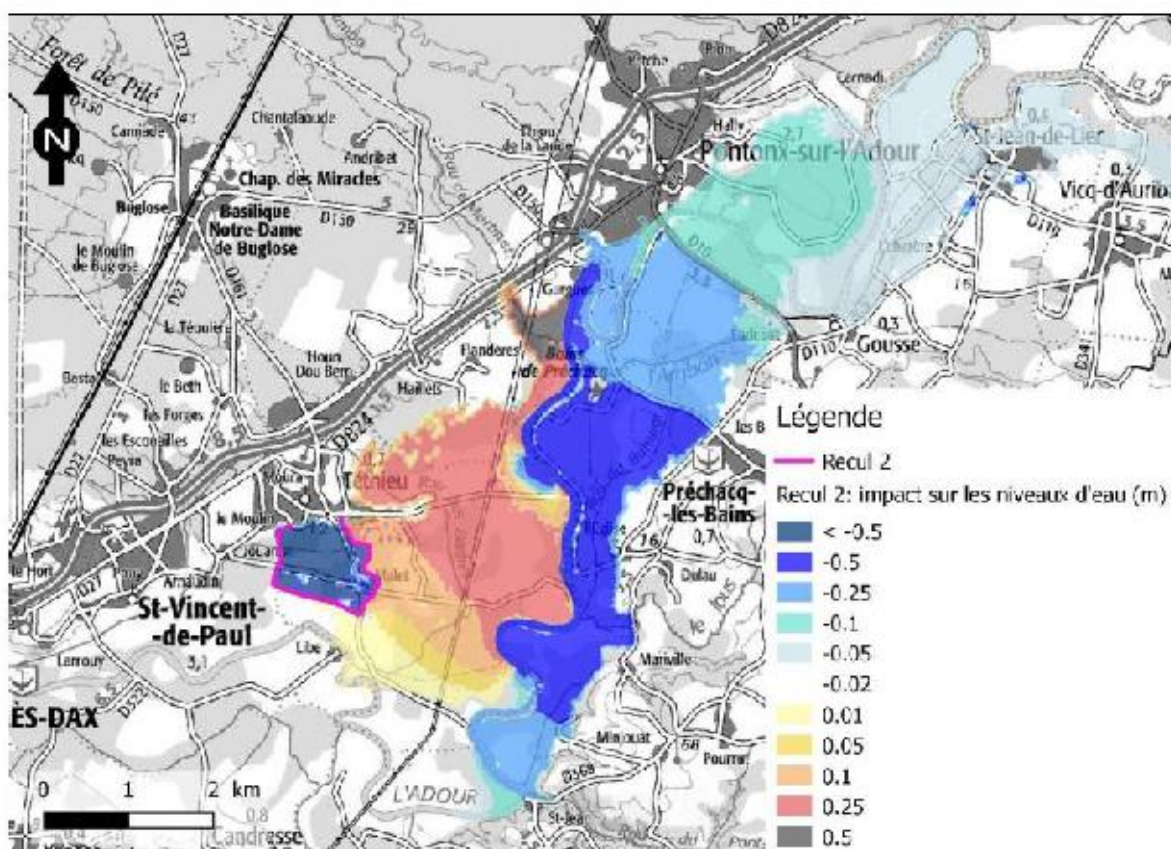


De plus cette digue en terre se situe en bord de cours d'eau et est soumise en permanence aux contraintes hydrauliques. Elle a déjà fait l'objet de plusieurs reprises suite à des érosions et des brèches.



L'opportunité d'étudier un recul sur ce secteur a donc été saisie, avec un double objectif :

- Assurer une sécurité publique : en éloignant l'ouvrage du cours d'eau, elle sera moins sujette à l'érosion et donc moins fragilisée. De plus, la restauration de zone d'expansion de crue permet un étalement lors des crues.
- Atteindre un bon état des milieux aquatiques et reconquérir la biodiversité en permettant une meilleure connexion entre l'Adour et son lit.



Ce recul devrait permettre de restaurer plusieurs centaines d'hectares de champs d'expansion de crue. Il permet également de protéger le quartier concerné par les inondations, et de baisser le niveau d'eau sur la rive opposée.

L'étude de ce recul a été réalisée en amont du dépôt du PAPI de manière concertée avec les élus et les EPCI-FP concernés. Le tracé choisi a été modélisé et les travaux induits ont été chiffrés par un bureau d'étude agréé.

Ce projet est présenté en détail dans les rapports de l'étude hydraulique et de l'analyse environnementale, tous deux annexés au dossier de candidature PAPI.

Les éléments techniques ayant été apportés, il reste à mesurer la pertinence du projet vis-à-vis de son acceptabilité locale. En effet, un travail avec le monde agricole est à mener pour définir les mesures possibles à mettre en place sur les exploitations concernées par le projet (indemnisation, échange parcellaire, accompagnement au changement de pratiques agricoles...). Enfin, l'avis de la population habitant dans le quartier concerné par l'éventuelle reconstruction de digue doit également être pris en compte.

Description de l'action

- Échanger avec le monde agricole sur les possibilités d'indemnisation et/ou d'accompagnement de changement de pratiques des exploitants concernés par le projet ;
- Présenter le projet aux riverains pour évaluer sa pertinence.

Territoire concerné	Téthieu
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communauté d'agglomération du Grand Dax, chambre d'Agriculture
Echéancier	2020-2022

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Décision sur le projet vis-à-vis de l'acceptabilité locale

Autres actions en lien

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues »

AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES

ACTION 7.1 : Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

Objectif	Définir une gouvernance concernant la gestion des digues sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	6.1 « faire émerger une gouvernance pour la gestion des ouvrages de protection contre les inondations »

Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, il y a lieu de déterminer sur le territoire du PAPI, les ouvrages de protection contre les inondations existants ou à créer pour constituer les systèmes de protection contre les inondations protégeant plus de trente personnes ainsi que les zones protégées afférentes et les niveaux de protection afférents.

Une étude réalisée en 2018, portée par l'Institution Adour par délégation des EPCI-FP-FP concernés, visait à évaluer l'opportunité de classement des ouvrages existants en systèmes d'endiguement préférentiellement à la restauration des champs d'expansion de crues. En fonction des choix des EPCI-FP-FP, il sera nécessaire de déterminer les modalités de gestion et de mutualisation des coûts de gestion, le cas échéant, pour ces systèmes d'endiguement : quel gestionnaire, pour quels ouvrages, selon quelles modalités (transfert ou délégation) et selon quelle répartition financière des charges si une mutualisation est envisagée.

Description de l'action

→ Réunion d'un groupe de travail sur la gouvernance et la gestion des ouvrages de protection

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Prestataire
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Mise en place effective d'une nouvelle gouvernance de gestion des digues
- Communication sur le rôle de chaque partie prenante aux différentes instances institutionnelles

ACTION 7.2- | Travaux de confortement des digues en rive droite de Dax

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Sécuriser le système d'endiguement dacquois
Disposition relative à la SLGRI	6.2 « consolider les dispositifs de protection actuels pour assurer la sécurité publique »

Contexte

Une étude de danger a été réalisée en 2020 permettant de déterminer notamment les opérations à réaliser sur les ouvrages de protection contre les inondations du futur système d'endiguement urbain. Les travaux préconisés ont donc comme objectif prioritaire de limiter le risque de rupture et assurer la conformité avec la réglementation des ouvrages de protection et des équipements associés protégeant la zone urbaine de l'agglomération dacquoise globalement contre les crues de période de retour 30 ans. Cela correspond à une crue de 6,13m à l'échelle de référence du vieux pont, pour rappel la crue de 2014 était proche trentennale avec 5,97m.

Les études d'avant-projets ont débuté dans le cadre de l'animation du PAPI, permettant d'ajuster le coût des travaux.

NB : Par « ouvrages », il faut entendre les digues en terre ou maçonnées, les murs de bâtiments servant de protection, les remblais servant de digues ; par « équipements » associés, il faut entendre les vannes et clapets équipant certains ouvrages traversants, les ouvrages traversants eux-mêmes, très nombreux, les postes de refoulement des eaux pluviales en temps de crue, les groupes électrogènes, etc...

Le système d'endiguement dans son ensemble fait l'objet d'une demande de classement afin d'être assigné en classe B (il n'avait pas été classé au titre du décret de 2007).

L'analyse coût-bénéfice a été mise à jour suite à l'augmentation du coût des travaux. Les résultats sont les suivants :

VAN 30 ans : 9,9 M€ Van 50 ans : 18,2 M€

B/C 30 ans : 2 B/C 50 ans : 2,65

Description des ouvrages et des zones protégées

Les villes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax possèdent un dispositif de protection contre les crues de l'Adour complexe associant des digues en terre, des ouvrages poids maçonnés (perrés, murs) et des systèmes de protection amovibles, des murs de propriétés ou des remblais (SNCF). Le linéaire total de la protection est de 12,7 km.

En rive gauche :

La rive gauche du système d'endiguement dacquois est une zone urbanisée dense. On y retrouve des quartiers d'habitations, des zones d'activités (hôtels, thermes, campings) des établissements sensibles (crèche, hôpital), du patrimoine culturel (arènes), des forages (assainissement, eau potable, thermaux) ...

Les quartiers en amont de la ville de Dax sont protégés par les digues en terre du quartier Berdot et de la ZAC des bords de l'Adour. Certains endiguements sont conçus en aménagement routier (comme une partie de la digue ZAC des bords de l'Adour).

Au-delà de cet endiguement, la protection est assurée par le remblai du pont des Arènes et du rond-point.

Entre le pont des Arènes et le pont Vieux, la protection du parc des Théodore Denis est assurée par le mur de clôture du parc dont les entrées sont obturées par un système de batardeaux. La voie d'accès au pont se situe à une altitude supérieure aux crues concernant les ouvrages de protection.

En aval du pont vieux et tout le long de l'allée des Baignots, le parking et les murs des hôtels (Splendid, Thermes, Miradour, Dax Thermal) assurent la protection du centre-ville de Dax. Le dernier tronçon au droit du boulevard Carnot jusqu'au pont SNCF est protégé par un mur en béton armé dont les entrées sont obturées par un système de batardeaux.

Au-delà du pont SNCF jusqu'au quartier Saubagnac, les endiguements sont principalement des tronçons de vieux murs en béton ou de vieux murs maçonnés, des levés de terre à l'air libre et des digues avec revêtement bitumineux pour faire office de chemin piéton ou route.

La digue de Saubagnacq prend ensuite le relais pour poursuivre la protection.

En rive droite :

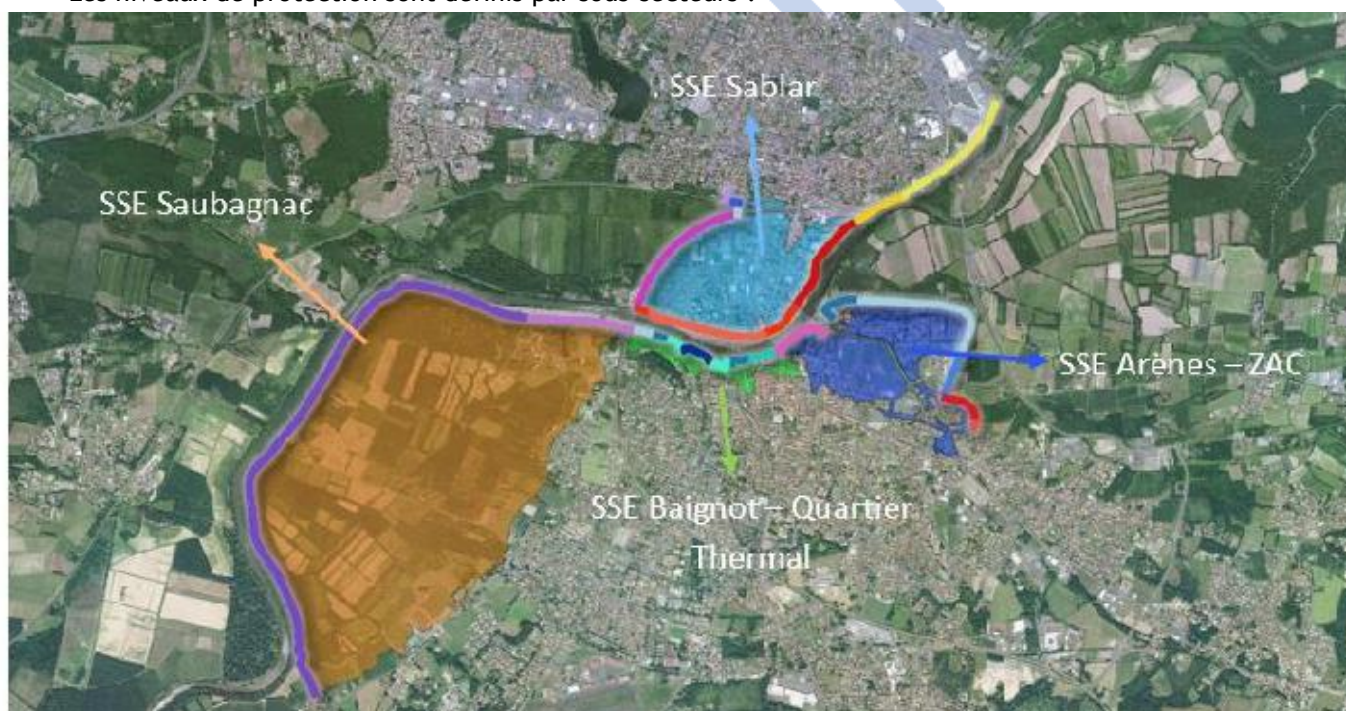
La rive droite du système d'endiguement dacquois est une zone urbanisée dense mêlant habitations et activités économiques (quartier du Sablar, gare SNCF...).

Le premier endiguement en amont (entre le pont du contournement de Dax et la gare) est constitué d'un mur de soutènement associé à un remblai en terre.

En entrée de Dax et jusqu'au pont SNCF, la protection est assurée par une digue en perrés maçonnés surélevée par un voile béton par endroit. On retrouve aussi un parement taluté en béton sur certains tronçons. Plusieurs accès sont réalisés entre la crête de la digue et la berge située sur le lit moyen de l'Adour. Ces accès peuvent être fermés au moyen d'un système de batardeaux.

Plus au nord, le quartier du Bas Sablar est protégé des inondations de la barthe à l'ouest par le remblai supportant la double voie SNCF, depuis la gare jusqu'au pont SNCF traversant l'Adour. Le talus amont de ce remblai est couvert de végétation ligneuse. La crête du remblai supporte une couche de ballast et les rails de la SNCF. Le talus aval de la digue est herbacé.

Les niveaux de protection sont définis par sous-secteurs :



Sous-systèmes d'endiguement	Niveaux de protection (Hauteur Adour à l'échelle de crue du Vieux Pont)	
	Etat actuel	Etat Projet
RD - Sablar	5,42 m (entre Q5 et Q10)	6,14 m (Q30)
RG - Arènes / Zac Adour	5,47 m (entre Q5 et Q10)	6,36 m (entre 30 et Q50)
RG - Baignots / Quartier thermal	4,54 m (entre Q2 et Q5)	6,36 m (entre Q30 et Q50)
RG - Saubagnac	3,83 m (Q2)	5,16 m (entre Q2 et Q15)

Principaux travaux prévus

De manière générale, les travaux sur le système d'endiguement dacquois prévoient une remise à niveau de la végétation, la réparation de maçonnerie (fissures, décalages etc) ainsi que la mise en place de télésurveillance des postes de crue. Les plus gros investissements sont présentés ci-dessous, le détail des opérations prévues dans le cadre du PAPI est présenté dans l'étude de SUEZ.

Travaux substantiels :

Pénétrante Est = 360 000 € HT

- Réhausse remblai SNCF + fermeture protection au droit de la gare routière

ZAC Adour = 600 000 € HT

- Réhausse sur 1km
- Confortement talus derrière l'hôpital en palplanches

Estey = 900 000 € HT

- Nouveau tronçon de 100 mètres

Travaux notables :

Sablar = 2 400 000 € HT

- Rampe d'accès + piste cyclable gare - pont-neuf
- Cloutage perré et mur Darrigade
- Barrage avenue des Tuileries
- Protection berges en palplanches

Truol (Saint-Paul-lès-Dax) = 150 000 € HT

- Nouvel exutoire des eaux pluviales vers la barthe (forage dirigé sous les voies SNCF)

Estey

- Reconstruction de la diguette de Berdot en palplanches

Centre-ville (Quartier thermal / Baignots) = 1 130 000 € HT

- Réfection de murs,
- Ecrans étanchéité fondations hôtel / façade,
- Fermeture coursive Miradour
- Réfection batardeaux + étanchéité seuils

Boulogne Saubagnac = 1 880 000 € HT (dont 500 00 € HT déjà réalisé)

- Démolition / reconstruction pelles de Talamon
- Reconstruction mur allée du bois de Boulogne
- Talus et crête digue Boulogne

Travaux du schéma d'assainissement :

Les villes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax possèdent un certain nombre de dispositifs de pompage, pour la plupart destinés aux eaux pluviales qui s'abattent en zone protégée. Hors crue, les eaux pluviales sont évacuées gravitairement vers l'Adour pour la plupart. Lorsque l'Adour monte, des vannes sont fermées sur ces exutoires pour éviter que l'Adour ne remonte dans les réseaux et n'inonde les zones protégées par l'intérieur. Des postes de pompages « crue » sont alors mis en marche pour ressuyer / refouler les eaux de pluie à l'Adour ou à l'aval des vannes, lorsqu'il y a concomitance crue / précipitations. Certains des postes existants présentent un intérêt croisé avec la thématique de l'inondabilité de l'Adour.

Il s'agit en particulier des :

- Canalisation des arènes avec sa réhabilitation : reprise de la canalisation, diagnostic et réfection de 220 ml de canalisation
- Poste de crue Berdot : isoler la zone urbaine des zones inondables de l'Adour, en évitant que l'eau ne remonte via la canalisation. Il faut également noter que les eaux remontant par cette canalisation inondent certaines des voies d'accès à l'hôpital.
- Station de pompage provisoire du Boulevard Carnot : mise en place d'un poste fixe,
- Ajout de dispositifs de télésurveillance afin de permettre une meilleure anticipation et vérification de la fermeture/ouverture des équipements.

Territoire concerné	Système d'endiguement urbain de l'agglomération dacquoise
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2020-2029 Études préalables dont dossiers réglementaires, environnementaux et fonciers : 2020 - 2023 Phases de travaux : 2023-2029

Plan de financement

Les chiffrages des travaux incluent :

- Les travaux de confortement du système d'endiguement ;
- Les études préalables aux travaux (AVP, études environnementales...).

Total études : 1 900 000 € HT

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (HT)	950 000 €	950 000 €

Total travaux : 13 100 000 € HT

	CAGD	État : FPRNM
Part	60 %	40 %
Montant total (HT)	7 860 000 €	5 240 000€

Indicateurs de suivi/réussite

- Avancement des travaux

1.6	Sensibilisation de la population sur le risque inondation	Institution Adour	90 000 €	108 000 €	TTC	21 600 €	20%	0 €	0	54 000 €	50%	32 400 €	30%	0 €	0	2029
1.7	Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax	CAGD	30 000 €	36 000 €	TTC	18 000 €	50%	0 €	0	18 000 €	50%	0 €	0%	0 €	0	2026
1.8	Étude du fonctionnement du lac de Christus	CAGD	60 000 €	72 000 €	TTC	36 000 €	50%	0 €	0	36 000 €	50%	0 €	0%	0 €	0	2026
1.9	Étude du devenir de l'ouvrage de la Maisonnave-RD10	Institution Adour	75 167 €	90 200 €	TTC	21 140 €	23%	0 €	0	42 000 €	47%	27 060 €	30%	0 €	0%	2022
1.10	Étude d'un scénario complémentaire de l'ouvrage MRD10	Institution Adour	8 333 €	10 000 €	TTC	5 000 €	50%	0 €	0	5 000 €	50%	0 €	0%	0 €	0%	2023
TOTAL				443 039 €		128 008 €				217 520 €		97 512 €		0 €		

Axe 2 : Surveillance, prévision des crues et des inondations

Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
2.1	Anticipation des crues sur le Luy	Institution Adour	Réalisé en régie													2022
2.2	Pose d'échelles limnimétriques	Institution Adour	6 130 €	7 356 €	TTC	1 471 €	20%	0 €	0	3 678 €	50%	2 207 €	30%	0 €	0	2023
TOTAL				7 356 €		1 471 €				3 678 €		2 207 €		0 €		

Axe 3 : Alerte et gestion de crise

Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
--------------------------------------	---------------------	-------------------------	-----------	-------------	-----------	------------------	---------	----------------	---------	--------------------------	---------	-------	---------	------	---------	-------------------------

3.1	Création d'un annuaire de période de crise	Institution Adour	Réalisé en régie													2023
3.2	Création d'une cellule de crise interne	Institution Adour	Réalisé en régie													2024
3.3	Amélioration de la communication lors de la crise	Institution Adour	Réalisé en régie													2026
3.4	Harmonisation des plans communaux de sauvegarde	Institution Adour	Réalisé en régie	9 600 €	20%	0 €	0	0	0	38 400 €	80%	0	0			2022
3.5	Mise en place d'exercice de gestion de crise	Institution Adour	40 000 €	48 000 €	TTC											2026
3.6	Mise en place de plans particuliers de mise en sécurité	Institution Adour	Réalisé en régie													2026
	TOTAL			48 000 €		9 600 €					38 400 €		0 €			

Axe 4 : Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme

Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
4.1	Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire	Institution Adour	Réalisé en régie													2029
4.2	Étude sur les outils d'acquisition dont les préemptions	Institution Adour	27 050 €	32 460 €	TTC	6 492 €	20%	0 €	0	16 230 €	50%	9 738 €	30%	0 €	0	2022
4.3	Création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) sur Bégaar	CCPT	Réalisé en régie													2026

	TOTAL			32 460 €		6 492 €				16 230 €		9 738 €		0 €		
--	-------	--	--	----------	--	---------	--	--	--	----------	--	---------	--	-----	--	--

Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens																
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
5.1	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité	Institution Adour	66 667 €	80 000 €	TTC	40 000 €	50%	0 €	0%	40 000 €	50%	0 €	0	0 €	0	2025
5.2	Rachat de biens en zone inondable	CCPT	1 000 000 €	1 000 000 €	HT	1 000 000 €	100%	0 €	0	0 €	0	0 €	0	0 €	0	2026
5.3	Mise en place d'un plan de continuité d'activité	Institution Adour	Réalisé en régie													2027
5.4	Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité	Propriétaires	800 000 €	800 000 €	HT	160 000 €	20%	0 €	0	640 000 €	80%	0 €	0	0 €	0	2027
	TOTAL			1 880 000 €		1 200 000 €				680 000 €						

Axe 6 : Gestion des écoulements																
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
6.1	Réflexion sur la recherche de méthodes douces pour ralentir les écoulements	Institution Adour	50000 €	60 000 €	TTC	12 000 €	20%	0 €	0	30 000 €	50%	0 €	0	18 000 €	30%	2025
6.2	Concertation autour du projet de recul	Institution Adour	Réalisé en régie													2023

16/01/2023

9. DELIBERATIONS ET LETTRES D'ENGAGEMENT

10. PROJET D'AVENANT N° 2 A LA CONVENTION CADRE

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION - CADRE RELATIVE AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS DE L'AGGLOMERATION DACQUOISE

Entre

L'État, représenté par Madame Françoise TAHÉRI, préfète des Landes, préfète pilote de la démarche, sur désignation du préfet de la région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne,

ci-après dénommé **l'État**,

Et

L'agence de l'eau Adour-Garonne, représentée par Monsieur Guillaume CHOISY en sa qualité de directeur général en application de l'avis de la commission des aides du conseil d'administration de l'agence de l'eau Adour-Garonne,

ci-après dénommée **l'Agence**,

Et

La communauté d'agglomération du Grand Dax, représentée par Monsieur Julien DUBOIS en sa qualité de président de la communauté d'agglomération, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CAGD**,

Et

La communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, représentée par Monsieur Pierre FROUSTEY en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée **MACS**,

Et

La communauté de communes du Pays Tarusate, représentée par Monsieur Laurent CIVEL en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CCPT**,

Et

La communauté de communes Terres de Chalosse, représentée par Monsieur Didier GAUGEACQ en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CCTC**,

Et

Le porteur du projet de programme d'actions de prévention des inondations, l'Institution Adour, représentée par Monsieur Paul CARRERE en sa qualité de président de l'établissement public territorial de bassin (EPTB), habilité à cet effet par délibération du comité syndical ;

ci-après dénommée **l'EPTB**,

L'ensemble des co-signataires est désigné ci-après par « **les partenaires du projet** » ou « **les parties** ».

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations complet (PAPI) de l'agglomération dacquoise s'inscrit dans la continuité de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important d'inondation (TRI) de Dax. À travers sa mise en œuvre, et en déclinaison de la directive européenne de 2007 dite « directive inondation », ce PAPI porte des ambitions opérationnelles pour sécuriser le système d'endiguement dacquois conformément aux études menées au préalable (notamment étude de danger relative à son classement, et analyses multicritères justifiant des choix retenus). Il s'agit également de renforcer les connaissances sur le risque inondation sur le territoire, sensibiliser la population urbaine comme rurale au risque inondation, mener des actions de réduction de la vulnérabilité, renforcer la prise en compte du risque dans les documents de planification...

Ainsi, les actions du PAPI concernent l'ensemble des thématiques et axes du cahier des charges national PAPI 3, afin de s'assurer que les différents moyens de réduction des conséquences des risques inondations soient étudiés et pris en compte dans ce premier programme sur le territoire dacquois.

Un premier avenant a été signé en mars 2022 afin d'étendre le périmètre aux communes d'Audon et de Tartas, ces communes ayant vécu des inondations historiques au cours de l'hiver 2020-2021.

Ce second avenant, intervenant dans le cadre de la révision à mi-parcours du PAPI, doit permettre de modifier certaines actions et d'en ajouter. Cela concerne notamment l'action relative aux travaux du système d'endiguement dacquois dont les coûts réels s'avèrent supérieurs aux coûts prévisionnels, et à l'ajout d'une fiche concernant la réalisation des travaux faisant suite aux diagnostics de vulnérabilité.

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signée le 16 septembre 2020,
Vu l'avenant n°1 à la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signé le 24 mars 2022,

Vu la délibération n°XX en date du 8 février 2023 de la communauté d'agglomération du Grand Dax approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du XX de la communauté de communes du Pays Tarusate approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du 26 janvier de la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du 25 janvier 2023 de la communauté de communes Terres de Chalosse approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XXX en date du 25 janvier 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Considérant le bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise établi par l'Institution Adour,

Considérant l'avis favorable du comité de pilotage réuni le 8 décembre 2022 relatif au bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise et au projet d'avenant n°2,

Considérant l'avis de la commission inondation de bassin réunie le 20 juin 2023,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention-cadre en date du 16 septembre 2020 modifiée par avenant n°1 en date du 24 mars 2022 pour prendre en compte les actualisations du programme rendues nécessaires au vu des attentes du territoire concernant sa mise en œuvre et son amendement et du bilan dressé à mi-parcours.

Les articles modifiés de la convention cadre sont les suivants :

- Article 2 « Durée de la convention », remplacé par l'0 du présent avenant ;
- Article 3 « Cadre juridique », remplacé par l'0 du présent avenant ;
- Article 6 « Montant et échéancier du projet de prévention des inondations », remplacé par l'0 du présent avenant ;
- Article 7 « Propriété intellectuelle », remplacé par l'0 du présent avenant ;
- Article 11 « Renseignement de bases de données », remplacé par l'0 du présent avenant ;
- Article 14 « Révision de la convention », remplacé par l'0 du présent avenant.

Les annexes suivantes de la convention cadre sont modifiées :

- Annexe 2 « Fiches-actions du PAPI », remplacée par l'annexe 1 du présent avenant ;
- Annexe 3 « Lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et délibérations d'engagement dans la démarche du PAPI », complétée des lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et des délibérations relatives aux modifications et compléments induits par le présent avenant, lesquelles sont portées en annexe 2 du présent avenant ;
- Annexe 4 « Tableau financier prévisionnel », remplacée par l'annexe 3 du présent avenant ;
- Annexe 5 « Échéancier prévisionnel du PAPI », remplacée par l'annexe 4 du présent avenant ;
- Annexe 7 « Avis des instances de labellisation », complétée de l'avis de la commission inondation de bassin relatif au présent avenant, lequel est porté en annexe 5 du présent avenant.

Les articles 1, 4, 5, 8 à 10, 12, 13, 15 à 17 et les annexes 1 et 6 de la convention du 16 septembre 2020 modifiés par avenant n°1 en date du 24 mars 2022 sont reconduits dans les mêmes termes.

Durée de la convention

La présente convention couvre une période de 9 années à compter de la date de signature du dernier signataire du projet.

Il est rappelé que le cahier des charges « PAPI 3 » fixe la durée de la convention maximale à six ans, pouvant être assortie de modalités de révision.

Cadre juridique

Les principaux textes applicables dans le cadre de la présente convention sont rappelés ci-après :

- Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;
- Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
- Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne en vigueur ;

- Stratégies locales de gestion des risques d'inondation du TRI de Dax approuvée le 15 décembre 2016 ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L. 561-1 et suivants ;
- Article 128 de la loi de finances n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 pour 2004 ;
- Article 136 de la loi de finances n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 pour 2006 ;
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2019 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne en vigueur ;
- Schémas d'aménagement et de gestion de l'eau de l'Adour amont, l'Adour aval et la Midouze ;
- Cahier des charges « PAPI 3 2021 » et instruction ministérielle du 10 mai 2021 relative à sa mise en œuvre étant précisé que les dispositions générales du cahier des charges PAPI 3 2017 continuent de s'appliquer dans le cadre de la présente convention, notamment en matière de financement du PAPI. Néanmoins, les simplifications administratives apportées par la révision de janvier 2021 sont applicables au présent avenant, notamment la simplification des modalités de validations du présent document.

Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Pour la durée de la présente convention, le coût total du programme est évalué à 18 077 177 €

Financeurs	Montant du financement HT	Montant du financement TTC
État		7 349 189 €
FEDER		391 404 €
Agence de l'eau Adour-Garonne		18 000 €
Ensemble des co-financements		7 758 593 €

Ce coût total se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

- Axe 0 : 616 508 €
- Axe 1 : 432 853 €
- Axe 2 : 7 356 €
- Axe 3 : 48 000 €
- Axe 4 : 32 460 €
- Axe 5 : 1 880 000 €
- Axe 6 : 60 000 €
- Axe 7 : 15 000 000 €

Le tableau financier en annexe 3 du présent avenant (constituant l'annexe 4 à la convention cadre) détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

L'échéancier prévisionnel de l'engagement des dépenses est le suivant :

Financeurs	Engagement prévisionnel des dépenses par année (en montant global)										TOTAL
	2020 (mi-septembre à fin décembre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
État		429 294 €	476 301 €	907 989 €	1 337 841 €	1 315 653 €	925 653 €	1 027 653 €	498 153 €	430 653 €	7 349 189 €
FEDER	14 715 €	38 806 €	55 939 €	60 542 €	39 692 €	31 292 €	64 692 €	30 331 €	31 292 €	24 105 €	391 404 €
Agence						18 000 €					18 000 €
EPTB ¹	3 679 €	29 281 €	37 025 €	44 128 €	65 861 €	72 861 €	70 764 €	60 861 €	20 861 €	9 261 €	414 583 €
CCPT			478 000 €	133 750 €	133 750 €	130 500 €	130 500 €				1 006 500 €
CAGD		520 000 €	535 000 €	1 121 250 €	1 681 250 €	1 597 500 €	997 500 €	1 215 000 €	680 000 €	550 000 €	8 897 500 €
Total	18 394 €	1 017 380 €	1 582 266 €	2 267 658 €	3 258 394 €	3 165 806 €	2 189 109 €	2 333 845 €	1 230 306 €	1 014 019 €	18 077 177 €

¹ Les participations aux actions mutualisées de la communauté d'agglomération du Grand Dax et des communautés de communes Pays Tarusate, Terres de Chalosse et Maremne Adour Côte Sud sont comprises dans la participation de l'EPTB

Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions sont mis à la disposition de l'ensemble des signataires de la convention. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

La diffusion et le partage des données, disponibles au format COVADIS, devront être conformes aux normes prévues par la directive européenne INSPIRE n° 2007/2/CE du 14 mars 2007.

Renseignement de bases de données

Lorsqu'une base de données nationale existe, les données collectées dans le cadre de la démarche PAPI y seront bancarisées :

- les données collectées dans l'étude historique menée lors du diagnostic doivent être saisies dans la base de données historiques sur les inondations (BDHI) (<https://bdhi.developpement-durable.gouv.fr>) pour être capitalisées. Une « note méthodologique à destination des services État et collectivités » est disponible sur le site de la BDHI dans le menu Aide/documentation.
- les données relatives aux laisses de mer et aux repères de crues doivent être versées par les collectivités dans la base nationale des repères de crues : <http://www.reperesdecrues.developpement-durable.gouv.fr>
- les données hydrométriques seront versées sur la plateforme hydro centrale (PHyC), accessible par le portail Hydroportail qui remplace la BanqueHydro. Les données doivent être versées au format xml Sandre Hydrométrie.

Révision de la convention

Les modifications ne remettant pas en cause l'économie générale du projet font l'objet d'un avenant simple, c'est à dire sans nouvelle labellisation. Ces modifications concernent notamment la prolongation de la convention PAPI, la modification du porteur de projet ou de maîtres d'ouvrage d'actions, la modification de plans de financement (sans évolution du coût des actions), le retrait d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet, les modifications du contenu ou du coût des actions PAPI (hors axes 6 et 7 soumis à AMC/ACB), la modification de la nature ou du coût des travaux modifiant de manière non significative les résultats d'AMC/ACB (axes 6 et 7) et inférieur à 3 millions d'euros ou l'ajout d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet.

Les modifications remettant en cause la stratégie initiale ou une modification significative de l'enveloppe financière, prévoyant l'abandon ou au contraire l'ajout d'actions importantes font l'objet d'un avenant soumis à un nouvel avis de labellisation puis à un nouveau courrier de labellisation :

- une modification du programme d'actions initialement arrêté,

- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'actions,
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant.

Seuls les co-financeurs concernés par les modifications signent l'avenant à la convention du PAPI. Les autres co-financeurs sont informés par courrier du porteur de projet.

Liste des annexes au présent avenant

Annexe 1 « Fiches-actions du PAPI », remplaçant l'annexe 2 de la convention cadre ;

Annexe 2 « Lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et délibérations d'engagement dans la démarche du PAPI », complétant l'annexe 3 de la convention cadre ;

Annexe 3 « Tableau financier prévisionnel », remplaçant l'annexe 4 de la convention cadre ;

Annexe 4 « Échéancier prévisionnel du PAPI », remplaçant l'annexe 5 de la convention cadre ;

Annexe 5 « Avis de l'instance de labellisation », complétant l'annexe 7 de la convention cadre.

Fait le

A

La préfète des Landes

Le président de l'Institution Adour

Françoise TAHERI

Le président de la communauté
d'agglomération du Grand Dax

Paul CARRERE

Le président de la communauté de communes
du Pays Tarusate

Julien DUBOIS

Le président de la communauté de
communes Terres de Chalosse

Laurent CIVEL

Le président de la communauté de communes
Maremne Adour Côte Sud

Didier GAUGEACQ

Pierre FROUSTEY

**AVENANT N° 2 A LA CONVENTION - CADRE RELATIVE
AU PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS
DE L' AGGLOMERATION DACQUOISE**

Entre

L'État, représenté par Madame Françoise TAHÉRI, préfet des Landes, préfet pilote de la démarche, sur désignation du préfet de la région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne,

ci-après dénommé l'État,

Et

L'agence de l'eau Adour-Garonne, représentée par Monsieur Guillaume CHOISY en sa qualité de directeur général en application de l'avis de la commission des aides du conseil d'administration de l'agence de l'eau Adour-Garonne,

ci-après dénommée l'Agence,

Et

La communauté d'agglomération du Grand Dax, représentée par Monsieur Julien DUBOIS en sa qualité de président de la communauté d'agglomération, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CAGD**,

Et

La communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, représentée par Monsieur Pierre FROUSTEY en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée **MACS**,

Et

La communauté de communes du Pays Tarusate, représentée par Monsieur Laurent CIVEL en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CCPT**,

Et

La communauté de communes Terres de Chalosse, représentée par Monsieur Didier GAUGEACQ en sa qualité de président de la communauté de communes, habilité à cet effet par délibération du conseil communautaire ;

ci-après dénommée la **CCTC**,

Et

Le porteur du projet de programme d'actions de prévention des inondations, l'Institution Adour, représentée par Monsieur Paul CARRÈRE en sa qualité de président de l'établissement public territorial de bassin (EPTB), habilité à cet effet par délibération du comité syndical ;

ci-après dénommée l'**EPTB**,

L'ensemble des co-signataires est désigné ci-après par « **les partenaires du projet** » ou « **les parties** ».

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations complet (PAPI) de l'agglomération dacquoise s'inscrit dans la continuité de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important d'inondation (TRI) de Dax. À travers sa mise en œuvre, et en déclinaison de la directive européenne de 2007 dite « directive inondation », ce PAPI porte des ambitions opérationnelles pour sécuriser le système d'endiguement dacquois conformément aux études menées au préalable (notamment étude de danger relative à son classement, et analyses multicritères justifiant des choix retenus). Il s'agit également de renforcer les connaissances sur le risque inondation sur le territoire, sensibiliser la population urbaine comme rurale au risque inondation, mener des actions de réduction de la vulnérabilité, renforcer la prise en compte du risque dans les documents de planification...

Ainsi, les actions du PAPI concernent l'ensemble des thématiques et axes du cahier des charges national PAPI 3, afin de s'assurer que les différents moyens de réduction des conséquences des risques inondations soient étudiés et pris en compte dans ce premier programme sur le territoire dacquois.

Un premier avenant a été signé en mars 2022 afin d'étendre le périmètre aux communes d'Audon et de Tartas, ces communes ayant vécu des inondations historiques au cours de l'hiver 2020-2021.

Ce second avenant, intervenant dans le cadre de la révision à mi-parcours du PAPI, doit permettre de modifier certaines actions et d'en ajouter. Cela concerne notamment l'action relative aux travaux du système d'endiguement dacquois dont les coûts réels s'avèrent supérieurs aux coûts prévisionnels, et à l'ajout d'une fiche concernant la réalisation des travaux faisant suite aux diagnostics de vulnérabilité.

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signée le 16 septembre 2020,
Vu l'avenant n°1 à la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise signé le 24 mars 2022,

Vu la délibération n°XX en date du 8 février 2023 de la communauté d'agglomération du Grand Dax approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du XX de la communauté de communes du Pays Tarusate approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du 26 janvier de la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XX en date du 25 janvier 2023 de la communauté de communes Terres de Chalosse approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Vu la délibération n°XXX en date du 25 janvier 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes du présent avenant et autorisant le président à le signer,

Considérant le bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise établi par l'Institution Adour,

Considérant l'avis favorable du comité de pilotage réuni le 8 décembre 2022 relatif au bilan à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise et au projet d'avenant n°2,

Considérant l'avis de la commission inondation de bassin réunie le 20 juin 2023,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant modifie la convention-cadre en date du 16 septembre 2020 modifiée par avenant n°1 en date du 24 mars 2022 pour prendre en compte les actualisations du programme rendues nécessaires au vu des attentes du territoire concernant sa mise en œuvre et son amendement et du bilan dressé à mi-parcours.

Les articles modifiés de la convention cadre sont les suivants :

- Article 2 « Durée de la convention », remplacé par l'article 2 du présent avenant ;
- Article 3 « Cadre juridique », remplacé par l'article 3 du présent avenant ;
- Article 6 « Montant et échéancier du projet de prévention des inondations », remplacé par l'article 4 du présent avenant ;
- Article 7 « Propriété intellectuelle », remplacé par l'article 5 du présent avenant ;
- Article 11 « Renseignement de bases de données », remplacé par l'article 6 du présent avenant ;
- Article 14 « Révision de la convention », remplacé par l'article 7 du présent avenant.

Les annexes suivantes de la convention cadre sont modifiées :

- Annexe 2 « Fiches-actions du PAPI », remplacée par l'annexe 1 du présent avenant ;
- Annexe 3 « Lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et délibérations d'engagement dans la démarche du PAPI », complétée des lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et des délibérations relatives aux modifications et compléments induits par le présent avenant, lesquelles sont portées en annexe 2 du présent avenant ;
- Annexe 4 « Tableau financier prévisionnel », remplacée par l'annexe 3 du présent avenant ;
- Annexe 5 « Échéancier prévisionnel du PAPI », remplacée par l'annexe 4 du présent avenant ;
- Annexe 7 « Avis des instances de labellisation », complétée de l'avis de la commission inondation de bassin relatif au présent avenant, lequel est porté en annexe 5 du présent avenant.

Les articles 1, 4, 5, 8 à 10, 12, 13, 15 à 17 et les annexes 1 et 6 de la convention du 16 septembre 2020 modifiés par avenant n°1 en date du 24 mars 2022 sont reconduits dans les mêmes termes.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention couvre une période de 9 années à compter de la date de signature du dernier signataire du projet.

Il est rappelé que le cahier des charges « PAPI 3 » fixe la durée de la convention maximale à six ans, pouvant être assortie de modalités de révision.

Article 3. Cadre juridique

Les principaux textes applicables dans le cadre de la présente convention sont rappelés ci-après :

- Directive européenne n°2007/60/CE du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et la gestion des risques d'inondation ;
- Stratégie nationale de gestion des risques d'inondation arrêtée le 7 octobre 2014 ;
- Plan de gestion des risques d'inondation du bassin Adour-Garonne en vigueur ;
- Stratégies locales de gestion des risques d'inondation du TRI de Dax approuvée le 15 décembre 2016 ;
- Code de l'environnement, notamment les articles L.561-1 et suivants ;
- Article 128 de la loi de finances n°2003-1311 du 30 décembre 2003 pour 2004 ;
- Article 136 de la loi de finances n°2005-1719 du 30 décembre 2005 pour 2006 ;

- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2019 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement.
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne en vigueur ;
- Schémas d'aménagement et de gestion de l'eau de l'Adour amont, l'Adour aval et la Midouze ;
- Cahier des charges « PAPI 3 2021 » et instruction ministérielle du 10 mai 2021 relative à sa mise en œuvre étant précisé que les dispositions générales du cahier des charges PAPI 3 2017 continuent de s'appliquer dans le cadre de la présente convention, notamment en matière de financement du PAPI. Néanmoins, les simplifications administratives apportées par la révision de janvier 2021 sont applicables au présent avenant, notamment la simplification des modalités de validations du présent document.

Article 4. Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Pour la durée de la présente convention, le coût total du programme est évalué à 18 077 177 €

Financeurs	Montant du financement H.T	Montant du financement T.T.C
État		7 349 189 €
FEDER		391 404 €
Agence de l'eau Adour-Garonne		18 000 €
Ensemble des co-financements		7 758 593 €

Ce coût total se répartit entre les différents axes du programme de la manière suivante :

- Axe 0 : 616 508 €
- Axe 1 : 432 853 €
- Axe 2 : 7 356 €
- Axe 3 : 48 000 €
- Axe 4 : 32 460 €
- Axe 5 : 1 880 000 €
- Axe 6 : 60 000 €
- Axe 7 : 15 000 000 €

Le tableau financier en annexe 3 du présent avenant (constituant l'annexe 4 à la convention cadre) détaille la contribution financière de chaque partenaire du projet ainsi que des tiers, pour les actions prévues dans le cadre du programme d'actions.

L'échéancier prévisionnel de l'engagement des dépenses est le suivant :

Financeurs	Engagement prévisionnel des dépenses par année (en montant global)										TOTAL
	2020 (mi-septembre à fin décembre)	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
État		429 294 €	476 301 €	907 989 €	1 337 841 €	1 315 653 €	925 653 €	1 027 653 €	498 153 €	430 653 €	7 349 189 €
FEDER	14 715 €	38 806 €	55 939 €	60 542 €	39 692 €	31 292 €	64 692 €	30 331 €	31 292 €	24 105 €	391 404 €
Agence						18 000 €					18 000 €
EPTB ¹	3 679 €	29 281 €	37 025 €	44 128 €	65 861 €	72 861 €	70 764 €	60 861 €	20 861 €	9 261 €	414 583 €
CCPT			478 000 €	133 750 €	133 750 €	130 500 €	130 500 €				1 006 500 €
CAGD		520 000 €	535 000 €	1 121 250 €	1 681 250 €	1 597 500 €	997 500 €	1 215 000 €	680 000 €	550 000 €	8 897 500 €
Total	18 394 €	1 017 380 €	1 582 266 €	2 267 658 €	3 258 394 €	3 165 806 €	2 189 109 €	2 333 845 €	1 230 306 €	1 014 019 €	18 077 177 €

¹ les participations aux actions mutualisées de la communauté d'agglomération du Grand Dax et des communautés de communes Pays Tarusate, Terres de Chalosse et Marenne Adour Côte Sud sont comprises dans la participation de l'EPTB.

Article 5. Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions sont mis à la disposition de l'ensemble des signataires de la convention. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

La diffusion et le partage des données, disponibles au format COVADIS, devront être conformes aux normes prévues par la directive européenne INSPIRE n° 2007/2/CE du 14 mars 2007.

Article 6. Renseignement de bases de données

Lorsqu'une base de données nationale existe, les données collectées dans le cadre de la démarche PAPI y seront bancarisées :

- les données collectées dans l'étude historique menée lors du diagnostic doivent être saisies dans la base de données historiques sur les inondations (BDHI) (<https://bdhi.developpement-durable.gouv.fr>) pour être capitalisées. Une « note méthodologique à destination des services État et collectivités » est disponible sur le site de la BDHI dans le menu Aide/documentation.
- les données relatives aux laisses de mer et aux repères de crues doivent être versées par les collectivités dans la base nationale des repères de crues : <http://www.reperesdecruces.developpement-durable.gouv.fr>
- les données hydrométriques seront versées sur la plateforme hydro centrale (PHyC), accessible par le portail Hydroportail qui remplace la BanqueHydro. Les données doivent être versées au format xml Sandre Hydrométrie.

Article 7. Révision de la convention

Les modifications ne remettant pas en cause l'économie générale du projet font l'objet d'un avenant simple, c'est à dire sans nouvelle labellisation. Ces modifications concernent notamment la prolongation de la convention PAPI, la modification du porteur de projet ou de maîtres d'ouvrage d'actions, la modification de plans de financement (sans évolution du coût des actions), le retrait d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet, les modifications du contenu ou du coût des actions PAPI (hors axes 6 et 7 soumis à AMC/ACB), la modification de la nature ou du coût des travaux modifiant de manière non significative les résultats d'AMC/ACB (axes 6 et 7) et inférieur à 3 millions d'euros ou l'ajout d'actions à la convention PAPI sans remise en cause de l'économie générale du projet.

Les modifications remettant en cause la stratégie initiale ou une modification significative de l'enveloppe financière, prévoyant l'abandon ou au contraire l'ajout d'actions importantes font l'objet d'un avenant soumis à un nouvel avis de labellisation puis à un nouveau courrier de labellisation :

- une modification du programme d'actions initialement arrêté,
- une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- l'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'actions,
- la prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant.

Seuls les co-financeurs concernés par les modifications signent l'avenant à la convention du PAPI. Les autres co-financeurs sont informés par courrier du porteur de projet.

Article 8. Liste des annexes au présent avenant

Annexe 1 « Fiches-actions du PAPI », remplaçant l'annexe 2 de la convention cadre ;
Annexe 2 « Lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et délibérations d'engagement dans la démarche du PAPI », complétant l'annexe 3 de la convention cadre ;
Annexe 3 « Tableau financier prévisionnel », remplaçant l'annexe 4 de la convention cadre ;
Annexe 4 « Échéancier prévisionnel du PAPI », remplaçant l'annexe 5 de la convention cadre ;
Annexe 5 « Avis de l'instance de labellisation », complétant l'annexe 7 de la convention cadre.

Projet

Fait le

A

Le préfet des Landes

Le président de l'Institution Adour

Françoise TAHERI

Paul CARRÈRE

Le président de la communauté
d'agglomération du Grand Dax

Le président de la communauté de communes
du Pays Tarusate

Julien DUBOIS

Laurent CIVEL

Le président de la communauté de
communes Terres de Chalosse

Le président de la communauté de communes
Maremne Adour Côte Sud

Didier GAUGEACQ

Pierre FROUSTEY

Annexe 1

Fiches actions du PAPI

AXE 0 : ANIMATION DU PAPI

ACTION 0.1 | Animation du PAPI de l'agglomération dacquoise

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Assurer le pilotage, la coordination et le suivi du PAPI
Disposition relative à la SLGRI	1 « Développer des gouvernances structurées, pérennes, et aptes à porter la stratégie locale et un programme d'actions »

Contexte

La démarche de stratégie locale de gestion des inondations (SLGRI) débouchant sur la mise œuvre d'un programme d'actions, les membres de la SLGRI ont souhaité que celui-ci puisse être retranscrit dans un PAPI. Ce PAPI, composé d'une trentaine d'actions, concerne 26 communes, une communauté d'agglomération, 3 communautés de communes, 5 syndicats de rivières, un EPTB, un Département et certains services de l'État.

Cette démarche comprenant un ancrage territorial fort et nécessitant une certaine technicité « inondation », les acteurs de la SLGRI ont émis le souhait qu'elle puisse être portée par l'Institution Adour.

Cela permet d'assurer une gestion globale de la mise en œuvre du PAPI à l'échelon de la SLGRI mais aussi de renforcer l'animation et la cohérence des actions mises en œuvre sur le territoire à plus forts enjeux.

Cette organisation permettra en outre de veiller au respect du calendrier préalablement défini, et d'assurer la coordination, le suivi et l'animation de chacune des actions labélisées.

Concrètement, le pilotage du PAPI sera assuré par 1 ETP basé à l'Institution Adour. Rappelons par ailleurs que le portage administratif du PAPI sera assuré également par l'Institution Adour.

Description de l'action

Le chargé de mission PAPI aura les fonctions suivantes :

- Préparer et animer les réunions de gouvernance de manière régulière (*a minima* 1 COPIL/an)
- Assurer le pilotage opérationnel des actions sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour
- Coordonner et impulser les actions prévues dans le PAPI de l'ensemble des actions prévues et s'assurer de leur bonne interaction notamment sur l'axe 1.
- Prendre en charge les mesures spécifiques à la sensibilisation et la communication autour du PAPI
- Contrôler l'avancement financier et assurer la mise en œuvre administrative du PAPI
- Assurer les échanges et la coordination avec les autres démarches du territoire (SAGEs, SCOTs, études stratégiques des syndicats de rivières, étude prospective Adour 2050...)

Certaines actions du PAPI à produire en interne pourront lui être confiées en partie ou en totalité.

Une newsletter électronique décrivant les avancées des actions sera envoyée chaque année aux acteurs du risque inondation.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Afin de suivre le travail réalisé, un bilan annuel des activités du chargé de mission PAPI sera rédigé et remis aux partenaires financiers.
Echéancier	2020-2029

Plan de financement prévisionnel

Montant global : 616 508 € TTC sur 9 ans

Montant dépensé entre 2020 et 2022 : 184 508 € TTC

	Institution Adour	État : Programme 181	FEDER
Part	25 %	35 %	40 %
Montant total (TTC)	177 905 €	216 000 €	246 603 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre d'actions inscrites réalisées
- Rapport d'activité annuel

Projet

AXE 1 : AMELIORATION DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CONSCIENCE DU RISQUE

ACTION 1.1 | Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Créer une plateforme mettant à disposition les éléments de connaissance des inondations sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	2.2 « mutualiser les connaissances sur les inondations du territoire »

Contexte

La protection, la prévention, la gestion de crise et la sensibilisation nécessitent d'avoir des connaissances complètes sur le phénomène d'inondation (études, crues historiques, côtes de références, laisses de crues, enjeux vulnérables, ...). L'objectif est donc de créer et d'alimenter un système d'information qui centralise les données des différentes structures du territoire sous forme d'interface ludique et accessible à tous.

L'ensemble des données recueillies par le biais des actions du PAPI a vocation à être intégré par la suite dans ce système.

Description de l'action

- Dans un premier temps, il s'agira de recueillir (par le biais de l'action 1.2) et compiler les informations via un espace collaboratif à créer pour mettre en commun les référentiels de chaque organisme qui participe à la gestion des inondations avec un catalogue de données qui renseigne sur les informations et les documents mis en ligne ainsi que sur leur date d'actualisation. Cela nécessitera la création d'un espace de stockage et d'une base de données dont les modalités de fonctionnement seront vues en concertation avec les différents acteurs. Cette base de données permettra de centraliser divers types de ressources : documents historiques et réglementaires, études existantes, cartographies....
- Dans un second temps, il s'agira de créer une interface de consultation et de téléchargement gérée par un administrateur unique qui rassemblera les données disponibles pour permettre de les valoriser. À terme, l'objectif est de pouvoir mettre à disposition du grand public l'ensemble des éléments d'informations et de connaissances du risque inondation du territoire de manière interactive et intuitive. Il est envisagé de mettre en place cette plateforme directement sur le site internet de l'Institution Adour.

Cette plateforme, centrée sur le territoire du PAPI, a vocation à être complémentaire, voire à s'interfacer avec les outils nationaux existants (BDHI, banque nationale des repères de crue, observatoire régional des risques Nouvelle-Aquitaine...) qu'elle contribuera à alimenter.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Partenaires concernés : prestataire externe Modalités de pilotage : concertation avec les différents acteurs concernant les informations à intégrer à la plateforme finale.
Echéancier	2020-2023

Plan de financement

Montant réel total : 11 844 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
--	-------------------	--------------	-------

Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 369 €	5 922 €	3 553 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Création de la base de données
- Mise en ligne du système
- Nombre de documents intégrés à la plateforme

Autres actions en lien

Action 1.2 « recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations »

Action 1.3 « protocole de collecte des données après les crues »

Action 1.5 « mise en place de repères de crues »

Projet

ACTION 1.2 | Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Regrouper les informations existantes sur le territoire et en acquérir de nouvelles au besoin
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Les dernières crues ont rappelé aux acteurs du territoire l'ampleur des dégâts et l'importance de la connaissance de ces aléas dans la gestion de crise. Sur certaines communes, la connaissance du fonctionnement de l'Adour, des barthes et des ouvrages de protection, ainsi que des enjeux exposés, n'existe que dans la mémoire des habitants. Sur d'autres communes, ces informations ont été couchées par écrit mais ne sont pas centralisées et facilement accessibles en cas de crise.

L'objectif est donc de collecter, d'organiser et de consigner ces données pour l'ensemble du territoire du PAPI mais aussi de sensibiliser la population locale et ancrer la gestion des risques sur le territoire pour diminuer sa vulnérabilité. Le recueil de données permettra également d'alimenter la plateforme de l'action 1.1.

Une étude historique de l'évolution de l'Adour et ses affluents est en cours de réalisation sur la partie amont du territoire du PAPI. Si les résultats sont satisfaisants, la suite de l'étude sera lancée sur la partie aval. Cette étude pourra être utilisée par la suite afin de sensibiliser la population au risque inondation à travers une approche historique et locale.

La gestion des inondations et les mesures qui en découlent, peuvent nécessiter une connaissance plus précise des diverses enveloppes de crue. À ce jour, grâce à l'étude hydraulique menée dans le cadre de l'élaboration du PAPI, le territoire dispose des cartographies d'enveloppes de crues, à l'échelle du modèle utilisé, pour des niveaux d'inondations de 2, 5, 10, 30, 50, 100 et 1 000 ans, prenant en compte les différents ouvrages de protection existants. Le modèle hydraulique créé dans ce cadre est également à la propriété de l'Institution Adour qui a la volonté de le faire vivre. Pour cela, des mises à jour du modèle sont à prévoir, concernant les logiciels mais également les paramètres modifiables (ouvrages hydrauliques, topographie, débit ...) et le modèle sera transmissible à plusieurs structures (EPCI-FP-FP, syndicats de rivière, SDIS, SPC, CD40...).

Une première mise à jour du modèle hydraulique du PAPI devra intégrer les deux nouvelles communes (Audon et Tartas).

Description de l'action

- Continuer de recenser et compiler les données existantes :
 - Photographies (sur les crues passées, les ouvrages...)
 - Études existantes (études de danger, reculs de digues, enquêtes...)
 - Documents divers (articles de presse, cartes...)
- Acquérir des informations et connaissances supplémentaires :
 - Réaliser l'étude archéo-géographique sur la seconde partie du territoire du PAPI
 - Mettre à jour le modèle hydraulique du PAPI en intégrant les nouvelles communes

Toutes ces données seront par la suite renseignées sur la base de données présentée dans l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Avis du comité technique sur la réalisation de l'étude et des mises à jour du modèle.
Echéancier	2021-2025

Plan de financement

Montant dépensé entre 2020 et 2022 : 27 800 €

Budget initial restant : 8 200 €

Etude de l'évolution de l'Adour (seconde partie) : 28 000 € TTC

Mise à jour du modèle externalisée : 16 000 € TTC

Nouveau montant global : environ 80 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	16 000 €	40 000 €	24 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de documents récupérés
- Réalisation de l'étude
- Mise à jour du modèle hydraulique

Autres actions en lien

Action 1.1 : « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

Action 1.7 : « réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax »

ACTION 1.3 : Protocole de collecte des données après les crues

PRECISION DES COÛTS

Objectif	Organiser la collecte des données utiles après un épisode d'inondation
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « développer une culture du risque »

Contexte

Les crues historiques sont une source d'informations factuelles très importante pour la gestion de crise et les actions de prévention et de protection des populations. Il est donc important, à chaque crue significative, de récolter des données qui pourront être utilisées ensuite lors des études, de mise en place de mesures de prévention, de la gestion de crise, et lors d'actions de sensibilisation.

À ce jour, différentes structures concernées par la gestion du risque inondation effectuent des collectes de données post-crues. L'objectif est ainsi de réaliser un état des lieux des pratiques, de formuler un protocole d'action partagé afin de faciliter la communication et l'harmonisation des données.

Les différentes structures concernées par la gestion des inondations participent actuellement à ce travail. Elles souhaitent rédiger un cahier des charges commun afin que chacune puisse comprendre et utiliser les données produites ainsi que leur rôle dans cette organisation. L'objectif sera d'élaborer une méthodologie opérationnelle pour les agents de terrain.

Description de l'action

- Réaliser un état des lieux des pratiques existantes (qui fait quoi ?) et des ressources mobilisables (qui peut faire quoi ?)
- Rédiger un protocole qui permette, sur le territoire du PAPI, d'atteindre les objectifs suivants :
 - réaliser un suivi des laisses de crues ainsi que le recensement des différents enjeux touchés (qui pourront être réutilisés par la suite pour installer des repères ou pour définir les enveloppes de crues) ;
 - prendre des photographies (qui pourront être utilisées par la suite pour entretenir la mémoire des événements).
 Ce protocole permettra également de flécher le rôle de chaque acteur dans la récolte des données post-crue.
- Sensibiliser et former les agents des intercommunalités et autres structures compétentes sur les bonnes pratiques de la récupération de laisses de crues par le biais de fiches réflexes et de sessions de formation pratique. Il faudra soit créer ces formations en interne, à l'aide des services de l'État, soit participer aux sessions de formation proposées par des organismes extérieurs. Ces formations pourront être ouvertes aux élus ainsi qu'aux techniciens des structures volontaires pour participer à la démarche.

Les données recueillies seront ensuite renseignées dans la base de données présentée dans l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structure ressources	SDIS, département des Landes, EPCI-FP, DREAL NA (dont référent régional inondation), DDTM40 (dont référent départemental inondation), et techniciens rivière
Echéancier	2021-2023 : réalisation de l'état des lieux et du protocole de collecte 2023 : formation

Plan de financement

État des lieux et protocole réalisés en régie

12 000 € TTC pour des journées de formation si elles sont externalisées et pour l'achat des kits de collecteurs.

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 400€	6 000 €	3 600 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'état des lieux
- Nombre de structures dont le personnel s'est formé
- Le cas échéant, nombre de laisses de crue récoltées

Autres actions en lien

Action 1.1 : « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.4 : Actualisation des DICRIM sur le territoire

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Accompagner les communes dans la réalisation d'un DICRIM à jour et harmonisé à l'échelle du territoire
Disposition relative à la SLGRI	2.3 « améliorer l'information préventive sur le territoire »

Contexte

Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) a pour objectif d'informer la population sur les risques auxquels est exposée la commune (historique, mesures de prévention et de sauvegarde, moyens d'alerte, consignes de sécurité en cas de crise...).

Il est obligatoire sur les communes couvertes par un plan de prévention de risque inondation (PPRI) approuvé mais peut-être déployé dans tous les cas pour sensibiliser la population aux bons gestes. 26 communes du territoire en sont pourvues à ce jour et deux sont actuellement en train de les réaliser.

La majorité des communes possède donc ce document, mais pour renforcer son efficacité, il faut le mettre à jour régulièrement en fonction de l'évolution des connaissances (notamment avec les crues de ces dernières années) et s'assurer qu'il soit propre à la commune (informations locales, photographies...).

Autre outil informatif à destination des habitants, les plans familiaux de mise en sûreté (PFMS) permettent de mettre en place une organisation interne et d'assurer leur propre sécurité. Ce document traite autant des phases de préparation (avant l'évènement) que des phases d'urgence (pendant l'évènement) et de post-urgence (après l'évènement ou retour à la normale).

L'intégration d'une méthodologie synthétique aidant les particuliers à mettre en œuvre leur PFMS est prévue en annexe des DICRIM, ce qui constitue un moyen supplémentaire de pousser à leur multiplication. Enfin, la diffusion d'un DICRIM à jour constitue un moyen de sensibiliser les citoyens au risque inondation.

La majorité des communes bénéficie de la démarche du centre de gestion des Landes, qui travaille sur ce genre de missions sur l'ensemble du département, ou procède aux actualisations en interne.

Dans le cadre du PAPI, il est nécessaire de suivre l'avancement des différentes actualisations des documents et de s'assurer de leur pertinence.

Description de l'action

- Accompagner techniquement les communes et le CDG40 dans la mise à jour de leur document.
- Réaliser une trame de PFMS
- Regrouper les documents à jour et les mettre à disposition des habitants par le biais de la plateforme en ligne.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour pour le compte des communes
Modalités de suivi	CDG40, Institution Adour
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de DICRIM disponibles sur la plateforme en ligne

ACTION 1.5 : Mise en place de repères de crue

ACTUALISATION DES COÛTS

Objectif	Matérialiser le risque sur l'ensemble du territoire pour entretenir la mémoire des événements historiques
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « Développer une culture du risque »

Contexte

La pose de repères de crues a pour objectifs de contribuer à l'information préventive sur les crues et de valoriser la mémoire des événements passés. C'est également une obligation réglementaire (article 42 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2009 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages).

Sur le territoire, aucun repère uniformisé n'a été posé, mais quelques marques sont connues. De la même manière, sur les 28 communes du périmètre PAPI, on recense uniquement 1 repère de crue sur la plateforme nationale collaborative des sites et repères de crue, positionné le long de l'Adour à Dax au niveau du vieux pont : une plaque indique le niveau atteint par les différentes crues depuis 1770.



Il est envisagé d'installer :

- des repères de crues historiques : pour matérialiser les plus hautes eaux connues, ainsi que les crues notables récentes (janvier 2014, juin 2018).
- Des repères de crues théoriques dans les endroits sans données connues, qui permettront de visualiser la hauteur d'eau qui pourrait être atteinte selon un scénario choisi par le comité de pilotage du PAPI.

Un total de 35 macarons à poser est programmé sur l'ensemble du territoire, sur l'Adour et ses affluents, accompagnés dans les endroits les plus stratégiques d'échelles de niveau d'eau et de plaques informatives concernant les crues et l'intérêt des repères.

Description de l'action

- Déterminer dans un premier temps les sites intéressants de pose de repères de crues en coordination avec les communes et les propriétaires des biens.
- Fabriquer et poser les macarons, ainsi que les éléments associés (échelles limnimétriques, panneaux informatifs) le cas échéant, et éditer une fiche d'identification pour chaque repère.
- Diffuser l'information auprès des communes, des syndicats de bassin versant, du SDIS, du conseil départemental et des services de l'État et renseignement de la base nationale des repères de crues ainsi que de la plateforme de l'action 1.1.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour pour le compte des communes
Structures ressources	Communes, prestataire externe
Echéancier	2021-2022 : concertation avec les communes sur les sites de pose et commande du matériel 2023 : fabrication et pose des repères

Plan de financement

Fournitures (17 macarons, 3 supports et 2 panneaux) : 6 154,80 € TTC

Pose : 6 655,20 € TTC

Montant réel total : 12 809 € TTC

Pour les communes non concernées par un PPRI : 12 718 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	2 544 €	6 359 €	3 815 €

Pour les communes non concernées par un PPRI : 91 € TTC

	Institution Adour	FEDER
Part	70 %	30 %
Montant total (TTC)	64 €	27 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de repères posés et inscrits sur la base nationale

Autres actions en lien

Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.6 : Sensibilisation de la population sur le risque inondation

Objectif	Informar au mieux la population sur le risque inondation
Disposition relative à la SLGRI	2.4 « Développer une culture du risque »

Contexte

Dans la continuité de ce qui a déjà été fait sur le territoire (exposition itinérante, groupe de théâtre de rue...), plusieurs types d'actions sont envisagés en termes de communication dans le PAPI selon trois cibles prioritaires :

- **Le grand public** : malgré des événements passés récents, la culture du risque reste à développer sur le territoire. Par diverses actions, il s'agit de renforcer l'information préventive sur le risque inondation auprès du grand public dans le but d'apprendre à vivre avec le risque et non de le subir.
- **Les scolaires** : communiquer auprès des scolaires touche les enfants d'une part mais également les parents permettant ainsi d'entretenir la mémoire du risque et de faire prendre conscience du risque aux plus jeunes. L'ensemble des degrés d'enseignement est visé par différents leviers qui permettront aux écoliers d'appréhender le risque inondation au travers de diverses notions (cycle de l'eau, fonctionnement des cours d'eau, gestes à adopter en cas d'inondation...)
- **Les acteurs socio-économiques** : afin d'éviter les conséquences des inondations sur les activités économiques, il est nécessaire de renforcer la sensibilisation des acteurs exposés au risque et leur donner les moyens de se prémunir contre les conséquences des inondations. Cette action se basera sur le volontariat des responsables d'entreprises et des exploitants agricoles.

Description de l'action

Grand public :

- Élaborer des documents d'information concernant diverses thématiques (vulnérabilité du bâti, entretien des cours d'eau, intérêt des zones d'expansion de crue et des zones humides, bons gestes en cas de crise...) et les distribuer lors des manifestations et mettre en ligne sur le site de l'Institution Adour.
- Organiser une exposition itinérante qui concerne l'ensemble du territoire PAPI. Deux jeux de bâches sur le risque inondation ont déjà été réalisés par l'Institution Adour et peuvent être transportés et exposés sur l'ensemble du territoire.
- Créer des outils de sensibilisation utilisables lors de manifestation et fixes dans des lieux ciblés. Une partie des mobiliers envisagés est issue d'un travail réalisé par des lycéens du territoire et seront créés par un prestataire :



- Mettre en place des mobiliers adaptés, tels que des tables de pique-nique jeu de l'oie (une dans la barthe de Saubagnac et au lac de l'Estey par exemple) ou des taquins, sur le sentier de l'Adour (itinéraire de randonnées réservé aux déplacements doux, ayant pour objectif de valoriser le patrimoine attenant au fleuve et réalisé par le syndicat du moyen Adour landais) qui permettront aux promeneurs de s'informer sur le risque inondation.



- Conduire des réunions d'information lors des réunions de quartiers en zone à risque. L'objectif de ces réunions est d'expliquer les risques encourus, de présenter la documentation disponible (DICRIM, guide CEPRI pour diminuer la vulnérabilité des biens en zone inondable) et de donner des conseils de prévention pour des crues fréquentes à exceptionnelles (présentations des bonnes pratiques exposées dans le DICRIM, des modalités d'alerte et d'évacuation, ...). Organiser également des parcours sur le thème des inondations à Dax (visite sur sites : crues historiques, ouvrages de protection, repères de crues...).

Scolaires :

- Synthétiser et vulgariser des informations scientifiques de l'Institution Adour afin de les mettre à disposition des éducateurs et enseignants
- Faire de l'animation auprès des classes par des intervenants sur diverses thématiques
- Réaliser des outils pédagogiques et ludiques (jeux de cartes, maquettes, livrets pédagogiques...)
- Faire participer les classes à des manifestations et sorties éducatives sur sites

Acteurs économiques :

- Organiser des réunions avec les responsables des entreprises et des exploitations agricoles afin de les informer du risque présent sur leur site et les sensibiliser aux diagnostics de vulnérabilité
- Élaborer des documents d'information sur des thématiques spécifiques (protection des exploitations agricoles)

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SAM, prestataires, communes, SDIS
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Coût de recours à des prestataires pour l'animation et logistique : 40 000 € HT (spectacles de rue, intervention d'experts lors de réunions ou dans les classes, création d'un film, location de salles...)

Mobiliers d'animation : 35 000 € HT (une dizaine de matériels fixes et mobiles, prestation communication visuelle pour l'élaboration d'une charte graphique et des documents...)

Coûts d'impression et de diffusion (courriers, presse...) : 15 000 € HT

TOTAL : 108 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	21 600 €	54 000 €	32 400 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre d'interventions (écoles, entreprises...) et analyse des questionnaires qualitatifs qui seront transmis par la suite.

Autres actions en lien

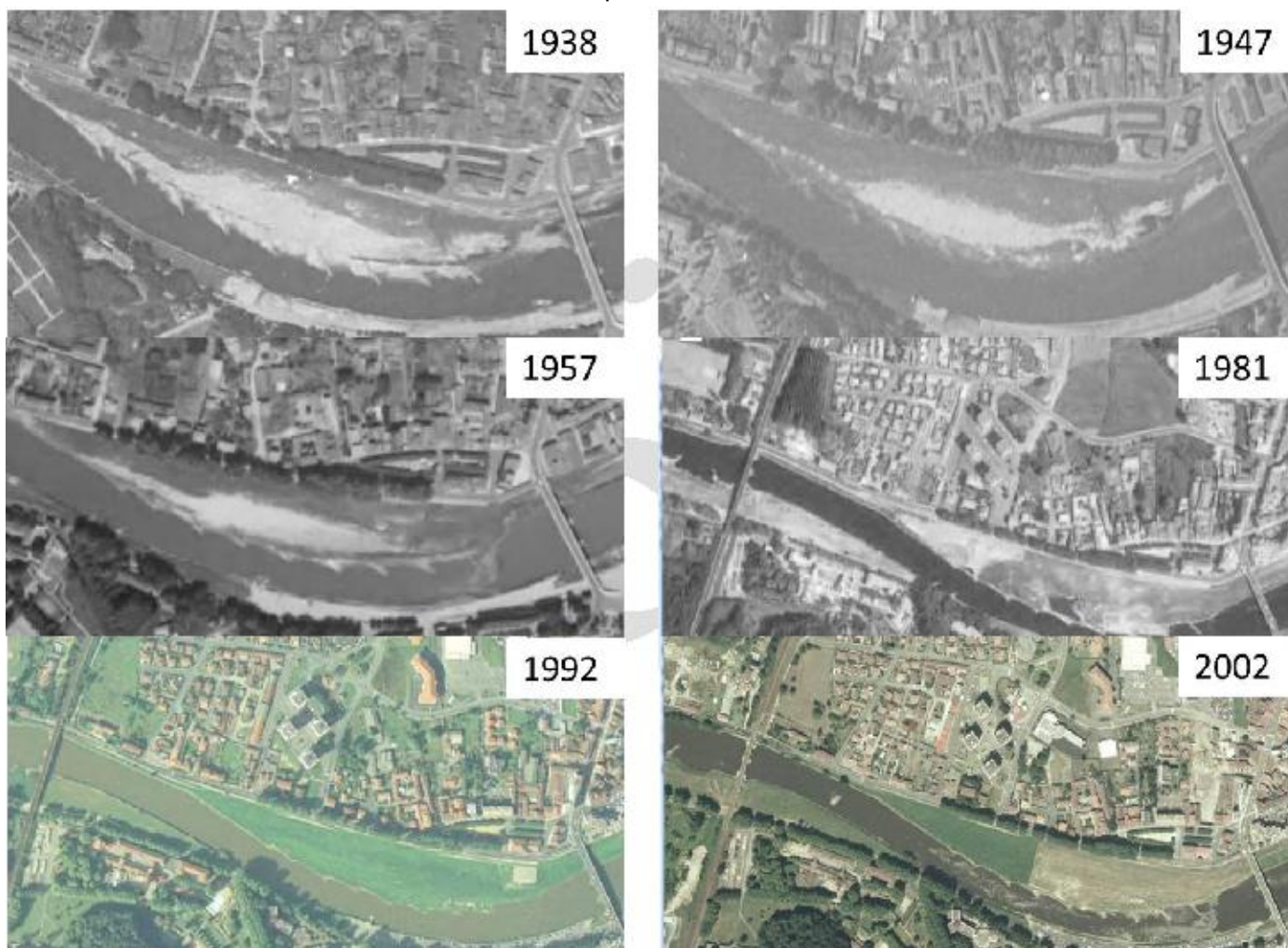
Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

ACTION 1.7 : Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax

Objectif	Comprendre le fonctionnement sédimentaire de la zone
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements »

Contexte

Un atterrissement a été constaté entre les deux ponts de Dax. Il est lié aux chutes de vitesses dans le



méandre de l'Adour et est une conséquence de la morphologie du cours d'eau.

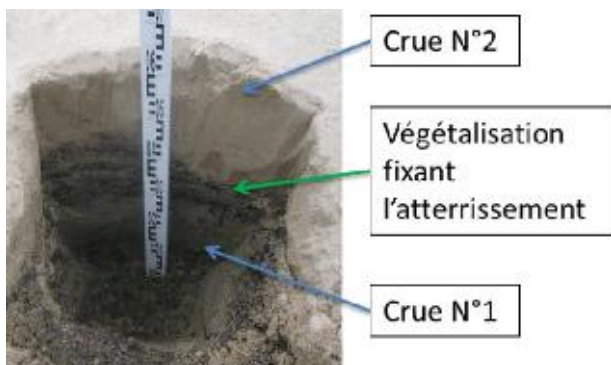
Le comportement normal d'un atterrissement lors d'une crue est le suivant :

- Hausse du débit : l'atterrissement est emporté par la crue
- Lors du pic de crue : pas d'atterrissement
- Lors de la décrue : chute de la vitesse, dépôt d'un nouvel atterrissement

On peut donc émettre l'hypothèse que l'atterrissement peut être emporté par le courant.

Cependant, on a observé une incision du lit d'environ 1,5 m en 60 ans, qui a pour conséquence que :

- Les petites crues débordement moins
- La végétation peut croître sur l'atterrissement (cf. photographies ci-dessus) entre deux crues et l'empêche d'être emporté lors des crues suivantes



Pour comprendre la dynamique sédimentaire et hydromorphologique de la zone et s'interroger sur la nécessité d'intervention, un suivi de la bathymétrie sera réalisé.

Il permettra de suivre :

- Le profil en travers et l'évolution du lit mineur
- L'engraissement des atterrissements

L'interprétation à la fin du suivi sera utilisée pour le calcul de l'impact sur la section d'écoulement (niveaux d'eau, débits, stabilité des ouvrages de protection).

Description de l'action

- Caractériser la nature des dépôts et des volumes, en s'appuyant notamment sur les données existantes ;
- Réaliser des levés réguliers et détaillés par un géomètre ;
- Intégrer les informations qui en résultent dans le modèle hydraulique.

Territoire concerné	Dax
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2025 : rédaction du marché et définition de la zone de suivi 2025-2028 : réalisation des levés et intégration des résultats dans le modèle

Plan de financement

36 000 € TTC

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	18 000 €	18 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation du suivi

Autres actions en lien

Action 1.2 « recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations »

ACTION 1.8 : Etude du fonctionnement du lac de Christus

FICHE MODIFIÉE

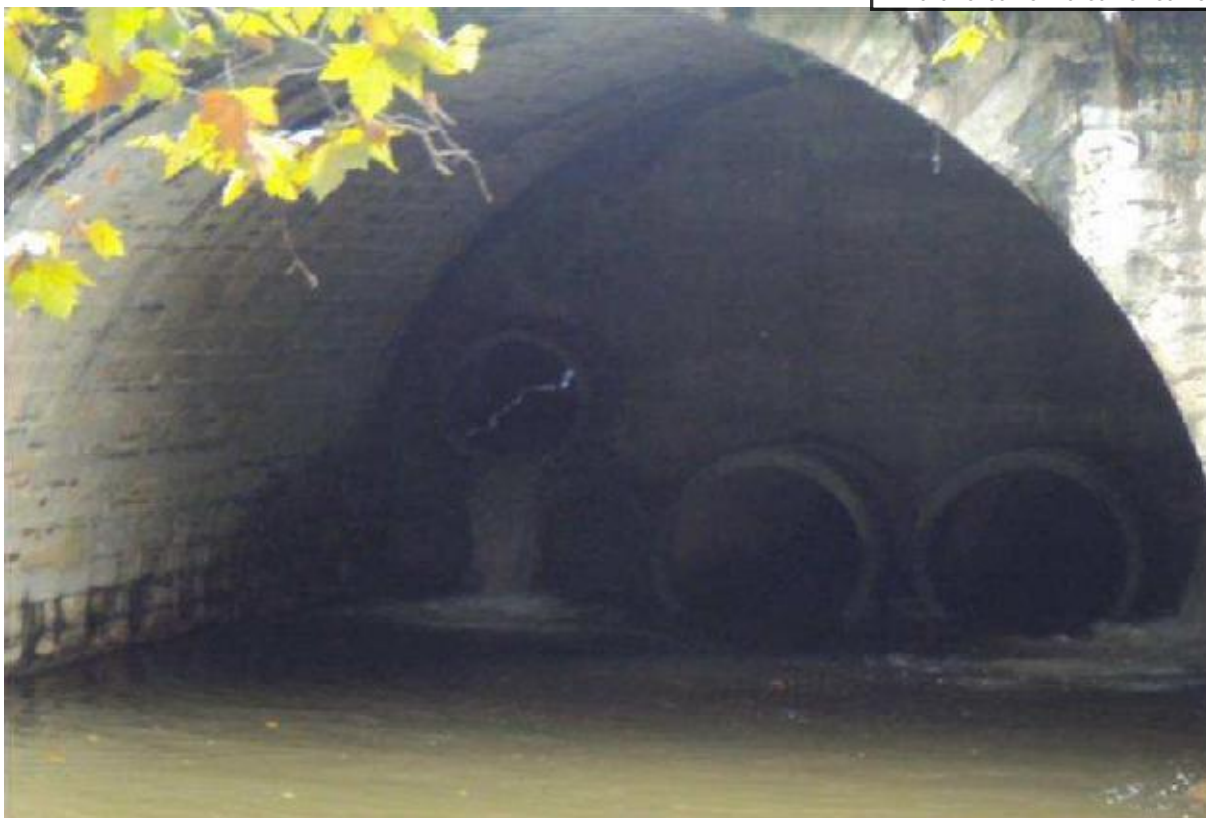
Objectif	Comprendre le fonctionnement sédimentaire de la zone
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion de crue pour ralentir les écoulements »

Contexte

Le lac de Christus est situé sur la commune de Saint-Paul-lès-Dax, en cœur de ville. Alimenté par deux ruisseaux (Poustagnacq et Latine), il est également l'exutoire des réseaux d'eaux pluviales de nombreux quartiers (dont certains sont équipés de bassins de rétention avec séparateur à hydrocarbures).



L'écoulement du lac se fait par un ouvrage de régulation équipé de vannes et des déversoirs, qui sont situés le long de l'avenue de la Résistance au niveau du pont qui traverse cette avenue.



L'arche du pont situé sous l'avenue de la Résistance est obturée par un mur, ce mur est traversé par des buses servant à l'écoulement des eaux du lac à partir de l'ouvrage de régulation et des déversoirs.

L'ouvrage de régulation mis en place lors de la création du lac (en 1974) est composé d'un système 3 vannes à crémaillère manœuvrables manuellement en fonction du niveau de l'eau et qui permettent l'écoulement libre dans deux buses de diamètre 1500 mm (diamètre à confirmer)

En 1982 suite aux inondations de 1981 qui avaient touchées les immeubles et équipements autour du lac, cet équipement a été complété par deux ouvrages type déversoirs situés de chaque côté de l'ouvrage de régulation et qui permettent, lorsque le niveau d'alerte (du lac) est atteint, un écoulement par surverse dans deux buses complémentaires. À noter que lorsque l'Adour est en crue et que le niveau du ruisseau de Poustagnacq dépasse le haut des canalisations d'évacuation, le vidage du lac se trouve ralenti (écoulement en charge), pouvant provoquer le débordement du lac. Lorsque le ruisseau dépasse la cote de 7m (échelle du lac) il peut surverser dans le lac via les déversoirs : ceci est à confirmer par l'étude.

Lors du phénomène d'inondation début 2014, durant lequel la crue de l'Adour était couplée avec un événement pluvieux très long et intense, l'écoulement du lac était insuffisant par rapport au volume entrant dans le lac. Le niveau d'eau du lac a donc augmenté rapidement et a donné lieu à des inondations dans des propriétés privées (environs 4 habitations et 1 restaurant) mais aussi des équipements et établissements publics (une base de loisirs, un parking) et des voiries. D'autres enjeux n'ont pas été touchés mais se situent très près de l'enveloppe inondée : les arènes, une salle polyvalente, un foyer des jeunes, la piscine municipale...

L'objectif est donc d'engager une étude sur le fonctionnement de ce lac afin de limiter, à terme, le risque inondation sur ce secteur.

Description de l'action

- Réaliser un diagnostic hydraulique du fonctionnement du lac :
 - En période de crue
 - En période de crue couplé avec un épisode pluvieux d'occurrence trentennale sur le bassin versant du lac ;
- Etudier le fonctionnement plus global de toute la partie amont avec les étangs (Abesse, la Courbe et Poustagnac) et leurs ouvrages de régulation associés, afin d'une part de définir leur

impact sur les crues au niveau du lac, et d'autre part d'optimiser les consignes de fonctionnement des ouvrages de régulation à mettre en place.

- Définir le débit maximum d'évacuation des eaux du lac avec les ouvrages existants ;
- Analyser l'impact des crues de l'Adour sur le fonctionnement de l'ouvrage de régulation et des déversoirs afin de définir les consignes de fonctionnement de ces ouvrages en fonction de la hauteur du ruisseau de Poustagnacq au niveau de l'avenue de la Résistance (rattaché à la hauteur de l'Adour à l'échelle du Vieux Pont) et analyser les possibilités d'automatisation de la gestion des ouvrages ;
- Proposer et chiffrer des travaux en complément des consignes de gestion adaptées, si nécessaire, pour limiter les inondations dues aux montées de niveau du lac lors de crues de l'Adour couplé avec un épisode pluvieux d'occurrence trentennale.

Territoire concerné	Saint-Paul-lès-Dax
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2024 : rédaction du marché 2024-2026 : réalisation de l'étude

Plan de financement

72 000 € TTC

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	36 000 €	36 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

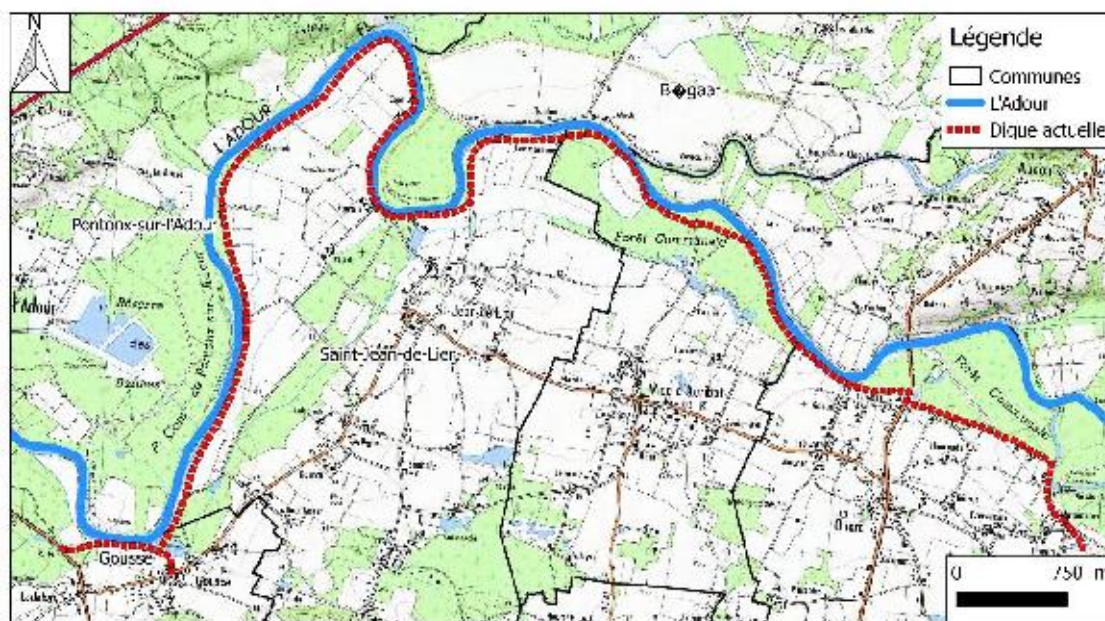
ACTION 1.9 : Réflexion sur l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10

ACTION TERMINEE

Objectif	Définir le futur de l'ouvrage de protection
Disposition relative à la SLGRI	6 « améliorer la gestion des ouvrages de protection »

Contexte

L'ouvrage de la Maisonnave-RD10 protège environ 300 habitants. D'une longueur d'environ 13 km, elle est équipée de plusieurs ouvrages hydrauliques traversant pour faciliter le ressuyage et la surverse à des points stratégiques. Cependant, au vu de son mauvais état (localisation contre l'Adour, végétation dense sur certains tronçons, profils trop étroits ou trop raides, déversoir sous dimensionné...) et des nouvelles normes de classement des ouvrages de protection, une réflexion est nécessaire sur le devenir de l'ouvrage.



L'ouvrage a fait l'objet d'une étude d'opportunité de classement de digue qui a permis une première estimation des coûts d'entretien et de gestion nécessaire au classement de la digue actuelle.

Suite aux crues survenues à la fin de l'année 2019 ayant fortement endommagé l'ouvrage, un travail de concertation avec la communauté de communes Terres de Chalosse a été mené afin de discuter de la position à prendre sur le devenir de l'ouvrage et ainsi que des travaux d'urgence à réaliser en conséquence. L'ouvrage étant régulièrement endommagé par les crues, du fait de son implantation contre l'Adour, de nombreux travaux de réparation coûteux ont déjà été réalisés ces dernières années et resteront à faire à l'avenir si l'ouvrage n'est pas modifié.

L'EPCI-FP a ainsi décidé de lancer une étude hydraulique sur différents scénarios possibles (recul de la digue, maintien à l'état actuel...) qui lui permettra d'avoir tous les éléments (techniques et financiers) pour prendre une décision sur le devenir de l'ouvrage.

Dans le scénario de maintien l'objectif sera d'analyser deux scénarios de mise en conformité de l'ouvrage (un niveau de protection Q2 contre les crues très fréquentes et un niveau de protection Q10 qui était le niveau visé lors de la construction de la digue) tant en termes financier qu'en termes d'enjeux protégés (humains, agricoles...).

Dans le scénario de recul, l'objectif sera d'obtenir un nouveau tracé de digue optimal, c'est-à-dire qui tienne compte de la sécurité publique, de l'intérêt général et du fonctionnement naturel de l'Adour. De plus, l'aspect financier devra être pris en compte. En effet un tracé réduisant les coûts de construction de la digue ainsi que les coûts d'acquisition foncière mais aussi les coûts ultérieurs inhérents à la gestion et à l'entretien de l'ouvrage seront identifiés dans l'optique d'intégrer des

coûts d'amortissements de l'ouvrage. Le tracé retenu permettra ainsi de restaurer un champ d'expansion de crue tout en maintenant *a minima* la protection actuelle des enjeux d'intérêts généraux identifiés sur le territoire.

Chaque scénario étudié devra être accompagné d'une analyse des incidences positives et négatives, l'objectif étant de mener une démarche similaire, mais simplifiée, d'une analyse multi-critères. Les avantages devront ainsi être justifiés ainsi que les inconvénients (sécurité publique, coût, risque de rupture...).

Le modèle hydraulique créé sur le territoire servira de base à l'étude.

Description de l'action

- Lancer une étude pour définir concrètement les évolutions possibles cet ouvrages ainsi que les répercussions juridiques des différents scénarios de devenir de l'ouvrage ;
- Mener une concertation avec les élus pour s'assurer de la compréhension de la situation et des possibilités d'évolution de l'ouvrage.

Territoire concerné	Gousse, St-Jean-de-Lier, Vicq-d'Auribat, Onard
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, communauté de communes Terres de Chalosse, prestataire.
Echéancier	2020-2022 2020 : consultation des entreprises 2021-2022 : réalisation de l'étude et décision sur le devenir de l'ouvrage

Plan de financement

Montant réel total : 90 200 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	23 %	47 %	30 %
Montant total (TTC)	21 140 €	42 000 €	27 060 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

Autres actions en lien

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

ACTION 1.10 : Etude d'un scénario supplémentaire de l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10

NOUVELLE FICHE

Objectif	Définir le futur de l'ouvrage de protection
Disposition relative à la SLGRI	6 « améliorer la gestion des ouvrages de protection »

Contexte

L'étude sur le devenir de l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10 réalisée dans le cadre de l'action 1.9 n'a pu permettre à la communauté de communes Terres de Chalosse de trouver une solution tenable (en termes financier ou d'acceptabilité du local) parmi les différents scénarios étudiés. Les services de l'Etat ont sollicité l'étude d'un nouveau scénario pour une crue dont la période de retour est estimée à Q1 afin de couvrir l'ensemble exhaustif des possibilités d'évolution de la digue.

Description de l'action

→ Lancer l'étude d'un scénario de confortement pour une crue annuelle.

Territoire concerné	Gousse, St-Jean-de-Lier, Vicq-d'Auribat, Onard
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, communauté de communes Terres de Chalosse, prestataire.
Echéancier	2023-2024

Plan de financement

Montant réel total : 10 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (TTC)	5 000 €	5 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

Autres actions en lien

Action 1.9 « Réflexion sur l'ouvrage de protection Maisonnave-RD10 »

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

AXE 2 : SURVEILLANCE, PREVISION DES CRUES ET DES INONDATIONS

ACTION 2.1 : Anticipation des crues sur le Luy

ACTION TERMINEE

Objectif	Permettre aux communes d'anticiper les crues
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Deux nouvelles stations de surveillance sont entrées en fonctionnement en décembre 2018 au niveau de Monget (Luy de France, dans les Landes) et de Saint-Médard (Luy du Béarn, dans les Hautes-Pyrénées).

Jusqu'ici, le Luy n'était suivi par Vigicrues qu'au niveau de la station de Saint-Pandelon, et les communes en amont ne sont pas couvertes par un système d'alerte. Par exemple, le Maire de Sagnac-et-Cambran organise sa gestion de crise en appelant la commune d'Amou située en amont sur le Luy du Béarn pour avoir des informations sur le niveau de l'eau. Ce système a des lacunes, notamment si le niveau du Luy monte dans le courant de la nuit ou si la crue vient du Luy de France.

Le service de prévision des crues (SPC) a estimé un temps de propagation de 15-22h entre ces nouvelles stations et celle de Saint-Pandelon.

L'utilisation de ces stations devrait a priori permettre l'anticipation des crues sur les communes du territoire PAPI. Le suivi, lors de chaque crue, de l'utilisation de ces stations devraient permettre de juger si effectivement, leur utilisation suffit ou s'il sera nécessaire de mettre en place un système d'alerte locale qui permettra aux maires des communes en aval d'anticiper la montée des eaux afin de gérer à la crise.

Description de l'action

- Assurer un suivi de la prévision des crues sur le Luy par l'utilisation des stations de Monget et de Saint-Médard afin de conclure, après échanges avec le SPC, sur la pertinence de l'utilisation de ces stations pour anticiper les crues sur les communes du territoire.

Territoire concerné	Communes concernées par les crues du Luy
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	SPC
Echéancier	2020-2022 Lors de chaque crue

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation du suivi et bancarisation de la donnée

ACTION 2.2 : Pose d'échelles limnimétriques

PRECISION DES COUTS

Objectif	Couvrir l'ensemble des cours d'eau du territoire de matériel de surveillance des crues
Disposition relative à la SLGRI	2.1 « améliorer la connaissance de l'aléa inondation pour mieux gérer la crise et réduire la vulnérabilité du territoire »

Contexte

Lors d'un événement, les techniciens compétents des différentes structures sont en charge de la surveillance des cours d'eau et ont connaissance des échelles limnimétriques existantes et des niveaux d'eau dangereux. Il faut cependant regrouper l'ensemble de ces informations afin d'avoir une base de données exhaustive à destination des différents agents. Cela permet également de prévenir le départ des agents.

Certains tronçons de cours d'eau peuvent faire l'objet d'une pose de matériel supplémentaire et/ou de remplacement de matériel (dégradé, peu visible etc). De plus, afin de simplifier la surveillance du niveau d'eau, des repères visuels signalant les cotes de vigilance et d'alerte (à définir localement, en lien avec les systèmes d'endiguement existants) seront indiqués. Si ces cotes sont atteintes, les maires des communes doivent être informés au plus vite pour leur permettre de gérer au mieux la crise. Enfin, une correspondance entre le niveau des échelles locales et le niveau NGF sera indiquée : en effet, de nombreuses échelles sont aujourd'hui basées sur le niveau des basses eaux ce qui peut complexifier la communication lors des événements.



Cette action doit donc permettre de maximiser l'anticipation des crues et de prendre les mesures nécessaires, de manière plus rapide. C'est pourquoi la pose de ces échelles sera à prendre en compte dans les PCS.

Enfin, des échelles pourront également être posées à côté des repères de crues afin de permettre une meilleure visualisation du grand public.

Description de l'action

- Analyse de l'état et des usages de chaque échelle existante afin de déterminer celles à remplacer, ainsi que des sites où une échelle sera mise en place à côté des repères de crue ;
- Détermination des cotes de vigilance et d'alerte en concertation avec les élus locaux et les techniciens compétents ;
- Pose d'échelles limnimétriques et de plaques sur les cours d'eau du territoire.

Toutes ces données seront par la suite renseignées sur la base de données de la fiche 1.1

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Modalités de suivi	Concertation avec les élus locaux et les syndicats de rivière concernant les sites de pose et les seuils pour les cotes, accompagnement du SPC sur l'analyse du matériel.
Echéancier	2020-2022

Plan de financement

Fournitures (6 échelles, 9 plaques NGF) : 4 980 € TTC

Passage d'un géomètre : 2 376 € TTC

Montant réel total : 7 356 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER
Part	20 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	1 471 €	3 678 €	2 207 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de matériels posés

Autres actions en lien

Action 1.1 « mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire »

Actions 3.4 « harmonisation des plans communaux de sauvegardes »

AXE 3 : ALERTE ET GESTION DE CRISE

ACTION 3.1 : Création d'un annuaire de période de crise

Objectif : Élaborer un annuaire d'intervenants à contacter en période de crise

Disposition relative à la SLGRI : 3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

Lors d'une inondation importante, les secours sont amenés à intervenir sur le terrain avec parfois une connaissance partielle du phénomène et donc des difficultés pour anticiper leurs actions. Il est donc essentiel de référencer les coordonnées et les compétences d'au moins un binôme de référents par organisme participant à la gestion des inondations qui pourra croiser les informations avec les autres structures.

L'objectif est de permettre une communication rapide entre acteurs du territoire afin de favoriser le bon déroulement de la gestion de crise.

Description de l'action

- Création d'un annuaire des intervenants de chaque structure actrice de la gestion de crise sur le territoire du PAPI et prévoir des mises à jour en interne ;
- Réalisation d'un protocole de crise afin de flécher l'organisation des appels afin de fluidifier la communication.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, services de l'État
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

Création de l'annuaire et du protocole d'appels

ACTION 3.2 : Création d'une cellule de crise interne

Objectif	Créer une cellule technique locale sur le territoire du PAPI
Disposition relative à la SLGRI	3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

Lors d'une inondation importante, une cellule de crise au niveau départemental est réunie. Il paraît important de réunir une cellule à l'échelle plus locale afin de gérer les informations en interne et organiser celles qui seront transmises à la préfecture par un interlocuteur unique. Le but est également d'améliorer la communication et les échanges d'informations lors de la crise entre les communes en amont celles situées en aval. Les compétences territoriales et responsabilités des différents niveaux (communaux, départementaux, nationaux...) seront respectées.

Description de l'action

- ➔ Définir les informations à fournir au centre opérationnel départemental lors d'une crise (connaissances des cours d'eau, des ouvrages, informations relevées sur le terrain...) ;
- ➔ Définir les acteurs participants à la cellule et leur rôle (agent de terrain, coordination, relais d'information...) ;
- ➔ Prévoir des réunions post-crues pour centraliser les informations récoltées et réaliser un retour d'expérience de l'événement.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, syndicats de rivière, services de l'État
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Organisation définie de la cellule
- Retours d'expérience des événements réalisés

ACTION 3.3 : Amélioration de la communication lors de la crise

Objectif	Contrôler les informations à communiquer auprès du grand public lors d'un événement
Disposition relative à la SLGRI	3.1 « mutualiser les connaissances pour la gestion de crise »

Contexte

L'objectif est de mettre en place une stratégie de communication concernant le grand public afin de limiter l'impact des rumeurs. Il convient de définir ce qui peut être transmis en termes d'informations aux habitants lors d'un événement, et par quel moyen.

Les EPCI-FP seront les référents pour relayer l'information au public. Les informations diffusées seront préalablement validées par la cellule de crise définie dans l'action 3.2.

Description de l'action

- Définir les informations communicables auprès de la population en temps de crise (évolution de la crue, comportements à adopter, restrictions d'accès en vigueur, renvoi auprès des sites officiels) ;
- Définir les moyens de communications à mettre en place pour informer le public lors d'un événement (alerte téléphonique, sites et réseaux sociaux des EPCI-FP, adresse mail dédiée...)

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, SDIS, communes, syndicats de rivière
Echéancier	2025

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite :

- Définition des modalités de communication

Autres actions en lien :

Action 3.2 « création d'une cellule de crise interne »

ACTION 3.4 : Harmonisation des plans communaux de sauvegarde

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Élaborer ou actualiser les PCS des communes du territoire de manière harmonisée
Disposition relative à la SLGRI	3.2 « Réaliser ou actualiser les plans communaux de sauvegarde (PCS) sur tout le territoire et travailler à l'échelle de l'agglomération sur le TRI

Contexte

Le PCS permet d'anticiper et de se préparer à la crise en prévoyant l'organisation à mettre en place au niveau communal. C'est un document obligatoire pour les communes pour lesquelles a été prescrit ou approuvé un plan de prévention des risques (article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure).

L'objectif de l'action est de s'assurer que les communes possèdent un document à jour et opérationnel, et les y aider dans le cas contraire.

Les 18 communes soumises à l'obligation de PCS ont réalisé ce document. De plus, 6 communes non soumises à cette obligation l'ont tout de même élaboré et 2 sont en cours, montrant ainsi la conscience des élus du risque sur le territoire.

La majorité des communes bénéficie de la démarche du centre de gestion des Landes, qui travaille sur ce genre de missions sur l'ensemble du département, ou procède aux actualisations en interne.

Dans le cadre du PAPI, il est nécessaire de suivre l'avancement des différentes actualisations des documents et de s'assurer de leur pertinence.

Description de l'action

→ Accompagner techniquement les communes et le CDG40 dans la mise à jour de leur document.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communes, EPCI-FP, services de l'État, prestataire
Echéancier	2020-2029

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de PCS à jour

Autres actions en lien

Action 1.4 « Actualisation des DICRIM sur le territoire »

Action 3.5 « Mise en place d'exercice de gestion de crise »

ACTION 3.5 : Mise en place d'exercice de gestion de crise

Objectif	Organiser des exercices de crise pour tester l'efficacité des PCS
Disposition relative à la SLGRI	3.2 « réaliser ou actualiser les plans communaux de sauvegarde (PCS) sur tout le territoire et travailler à l'échelle de l'agglomération sur le TRI »

Contexte

Les exercices de gestion de crise permettent de préparer les différents acteurs et la population aux événements, de mettre en place de bons réflexes et une bonne coordination, ainsi que d'évaluer le fonctionnement interservices et si nécessaire mettre à jour les protocoles indispensables à une bonne gestion de la crise. Les objectifs visés par la réalisation de ce type d'exercices sont de tester :

- le fonctionnement et les échanges au sein de la chaîne de décision et de gestion de crise
- l'organisation matérielle et humaine (agents, outils, véhicules...)
- le délai de mise à l'abri de la population

L'objectif étant par ailleurs de vérifier le côté opérationnel des PCS, les exercices seront organisés une fois que les documents des communes seront mis à jour et harmonisés. La réflexion concernant les modalités de leur organisation pourra en revanche débiter en amont.

Description de l'action

- Réfléchir à l'organisation souhaitée (exercice sur table ou grandeur nature, acteurs mobilisés, définition du scénario, besoins matériels...) ;
- Informer le grand public lors d'une réunion publique, par de la documentation et via les réseaux sociaux s'il est impliqué ;
- Organiser les exercices et y associer des temps d'échange pour réaliser des retours d'expérience pour améliorer la gestion de crise.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, Institution Adour, communes, SDIS
Echéancier	2026 Les exercices seront lancés quand les PCS seront à jour

Plan de financement

48 000 € TTC pour une prestation externalisée sur un exercice de grande envergure (sur plusieurs communes), dans le cas où les aides FEDER seront encore possibles. Le prestataire sera chargé d'aider à la définition du scénario de simulation et à sa diffusion à l'ensemble des participants (acteurs de gestion de crise + population), d'observer son déroulement et d'apporter des conseils et préconisations visant à améliorer le système. Le montant inclus ainsi la rémunération mais également les moyens logistiques (frais de restauration, de communication...).

Sinon un exercice simplifié se fera en régie.

	Institution Adour	FEDER
Part	20 %	80 %
Montant total (HT)	9 600 €	38 400 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'exercice

Autres actions en lien

Actions 3.4 « harmonisation des plans communaux de sauvegardes »

ACTION 3.6 : Mise en place de plans particuliers de mise en sécurité

Objectif	S'assurer que les établissements scolaires aient une réponse à apporter à la gestion de crise
Disposition relative à la SLGRI	3 « améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés »

Contexte

Les plans particuliers de mise en sécurité (PPMS) sont mis en place dans les établissements scolaires. Ce document permet la mise en œuvre des mesures de sauvegarde des élèves et des personnels en attendant l'arrivée des secours ou le retour à une situation normale.

Le PPMS est un document opérationnel de conception simple et de consultation aisée, qui doit être réactualisé ou adapté périodiquement, notamment à l'issue de l'exercice annuel.

Il est l'aboutissement d'une réflexion et d'un travail d'équipe et il doit être mis en œuvre chaque fois que la situation l'exige.

L'élaboration de cet outil est du ressort de chaque établissement soumis à un risque. Il conviendra cependant de s'assurer que leurs réponses en situation de crise sont adéquates.

Le PPMS doit ainsi permettre de répondre aux questions suivantes :

- Quand déclencher l'alerte ?
- Comment déclencher l'alerte ?
- Où et comment mettre les élèves en sûreté ?
- Comment gérer la communication avec l'extérieur ?
- Quelles consignes appliquées dans l'immédiat ?
- Quels documents, ressources et matériels sont indispensables ?

Description de l'action

- ➔ Rencontrer les chefs des 5 établissements en zone inondable et leur proposer un accompagnement dans la réalisation ou la mise à jour de la partie inondation des PPMS.

Territoire concerné	Établissements situés en zone inondable sur le périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, communes
Echéancier	2027-2028

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de PPMS mis en place ou actualisés

AXE 4 : PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION DANS L'URBANISME

ACTION 4.1 : Prise en compte de l'inondation dans l'aménagement du territoire

Objectif	Faire un retour d'expérience sur le lien entre urbanisme et inondation
Disposition relative à la SLGRI	4.1 « intégrer la prévention des inondations dans les documents de planification »

Contexte

Les documents d'urbanismes d'échelle supra-communale (SCOT, PLUi) ont été réalisés sur le territoire en associant les référents inondation pour intégrer le risque aux documents. Il est nécessaire de continuer à mener les réflexions d'aménagement en prenant en compte le risque inondation dans l'application de ces documents. L'idée est d'organiser des moments d'échanges afin de discuter des effets induits par les documents de planification, des projets à venir, des suites à donner etc.

La note relative à l'intégration du risque inondation dans l'aménagement du territoire, présentée en annexe, a permis d'identifier les sujets sur lesquels il apparaît important de travailler. Ainsi ; les enveloppes de crues modélisées dans le cadre du PAPI seront à prendre en compte dans la révision des documents d'urbanisme et une réflexion sera menée autour de règles à instaurer pour conditionner l'implantation de nouvelles constructions sur les secteurs identifiés.

Des documents synthétiques sur la prise en compte du risque inondation dans les documents d'urbanisme, à destination des EPCI-FP-FP pourront être élaborés et distribués.

Description de l'action

- Organiser un temps de réflexion une à deux fois par an entre les chargés d'urbanisme et les référents du risque inondation ;
- Faire la synthèse analyser les nouveaux documents de planification en vue de leur révision ;
- Réfléchir de manière concertée sur des points clefs : restauration des zones humides, prise en compte du ruissellement, intégration des espaces inondables dans l'aménagement (leur préservation et leur valorisation paysagère, écologique, touristique...) ;

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP
Echéancier	2020-2029 Synthèse des documents d'urbanisme en fin de cycle

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de réunions organisées

ACTION 4.2 : Etude sur les outils d'acquisition dont les préemptions

ACTION TERMINEE

Objectif	Étudier les possibilités d'achats de biens en zones inondables
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Sur le territoire, un certain nombre de bâtiments se situe en zone inondable et le rachat est l'une des pistes envisagées pour réduire la vulnérabilité des biens et la mise en danger des personnes.

La préemption donne la priorité sur une vente existante et permet d'éviter la réinstallation de la population dans des zones à risques et ainsi réduire les situations dangereuses.

Il est donc nécessaire de connaître les différents leviers qui pourront permettre l'acquisition de ces biens et la maîtrise du foncier sur le territoire. Cette étude a pour objet d'aider les collectivités à choisir le dispositif le plus adapté parmi les outils mobilisables (pérennité du dispositif, aspects réglementaire et financiers...).

Description de l'action

- Réunir des groupes de travail afin de définir le cahier des charges de l'étude
- Engager un prestataire en droit de l'urbanisme pour réaliser cette étude

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, prestataire
Echéancier	2020-2022 Lancement du marché : 2020-2021 Réalisation de l'étude : 2021-2022

Plan de financement

Montant réel total : 32 460 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	FEDER (jusqu'en 2022)
Part	20 %	50%	30 %
Montant total (TTC)	6 492 €	16 230 €	9 738 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

ACTION 4.3 : Création d'une zone d'aménagement différée (ZAD) sur Bégaar

ACTION TERMINEE

Objectif	Sortir les enjeux humains d'une zone isolée pendant les crues
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

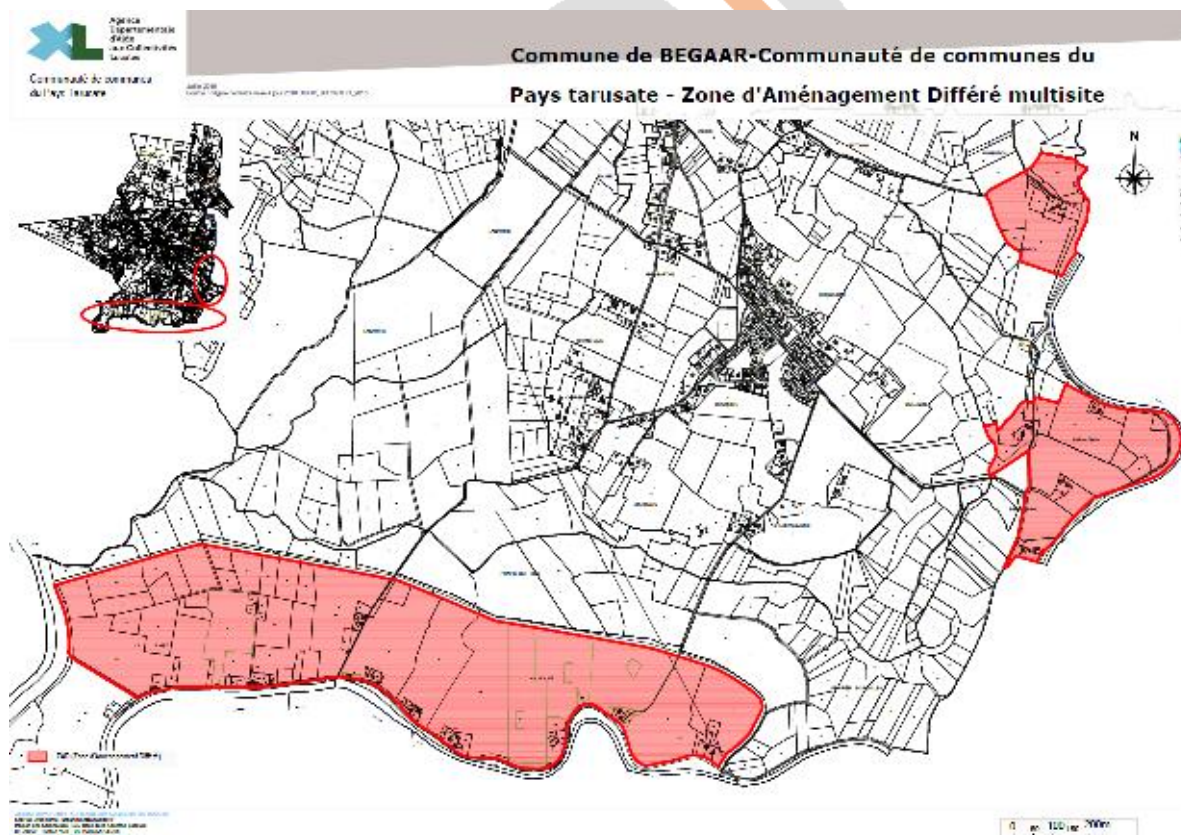
Contexte

À Bégaar, 8 habitations sont situées derrière des ouvrages qui ne seront pas retenus comme système d'endiguement. Afin d'éviter la mise en danger de nouvelles populations (ce secteur étant attractif, trois ventes ont été effectuées depuis 2013), la communauté de communes du Pays Tarusate souhaite mettre en place une zone d'aménagement différée (ZAD) qui permet de préempter les biens sur une durée de six ans (renouvelable une fois).

Cette volonté de disposer d'un droit de préemption sur ces constructions s'inscrit dans les réflexions en cours sur le plan local d'urbanisme intercommunal, dans lequel les élus souhaitent interdire la reconstruction après sinistre des constructions situées en zone inondable.

Les modalités de cette ZAD seront définies en concertation avec le maire de la commune concernée, le service urbanisme de l'agence départementale d'aide aux collectivités locales ainsi que l'Institution Adour. La communauté de commune se portera acquéreur des biens lors de leur mise en vente et procédera à leur démolition ainsi qu'à l'extraction des gravats afin de remettre à nu la zone.

La carte suivante présente les projets de périmètre des sites visés par la ZAD (périmètres non validés à ce jour par la commune de Bégaar et la communauté de communes du Pays Tarusate).



Description de l'action

- Réfléchir sur les modalités de mise en place d'un ZAD sur Bégaar ;

- Préempter les biens situés dans la zone lors de leur mise en vente ;
- Promouvoir ce type de démarche sur l'ensemble du territoire.

Territoire concerné	Bégaar
Maître d'ouvrage	Communauté de commune Pays Tarusate
Structures ressources	Institution Adour, services de l'État
Echéancier	2020-2021

Plan de financement

Pour mémoire, coût indiqué dans l'action 5.2 « rachats de biens en zone inondable ». Le montage de la ZAD est effectué en régie par l'EPCI-FP, en lien avec ses partenaires techniques.

Indicateurs de suivi/réussite

- Création de la ZAD

AXE 5 : REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES

ACTION 5.1 : Réalisation de diagnostics de vulnérabilité

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Réduire la vulnérabilité des bâtiments en proposant des solutions de protection adaptées
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Cette action correspond à la réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur la base du volontariat de la part des propriétaires des biens à évaluer. Cela permet de préconiser des solutions techniques réellement adaptées au cas par cas et ainsi de mieux se préparer à l'inondation et de limiter les dégâts qui en résulteraient.

Initialement prévue sur les biens d'habitations, cette action a été réorientée pour concerner également les bâtiments publics et les entreprises. En effet, la démarche expérimentale MIRAPI (mieux reconstruire après inondation), qui prévoit la réalisation de diagnostics pour les habitations, a été lancée sur le département des Landes, et quasiment toutes les communes du PAPI sont éligibles à ce dispositif.

Dans un second temps, les propriétaires pourront bénéficier d'aides financière et d'un accompagnement pour réaliser des travaux de réduction de vulnérabilité, préconisés dans les diagnostics.

Description de l'action

- ➔ Réaliser des diagnostics qui permettront de connaître :
 - le niveau d'exposition des biens aux inondations ;
 - la vulnérabilité des biens ainsi que les sources potentielles de dommages ;
 - une liste de préconisation techniques et chiffrées qui sera alors transmise aux propriétaires ; afin qu'ils puissent effectuer les travaux de réduction de vulnérabilité.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP, prestataire
Echéancier	2020-2023

Plan de financement

80 000 € TTC (appel à un prestataire)

	Institution Adour	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (HT)	40 000 €	40 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de diagnostics réalisés

ACTION 5.2 : Rachat de biens en zone inondable

Objectif	Limitier les situations dangereuses en cas de crue
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

La mise en vente de biens situés en zone dangereuse est toujours source d'inquiétude puisqu'on ne sait pas si les acheteurs possèdent une culture du risque. Afin d'éviter la mise en péril de nouveaux habitants, le rachat des biens lors de leur mise en vente est une solution envisagée sur certaines zones connues du territoire.

Dans le cadre de la mise en place de la zone d'aménagement différée sur Bégaar, 8 biens seront potentiellement à racheter lors de leur mise en vente. La communauté de communes du Pays Tarusate souhaite se porter acquéreur afin d'empêcher l'installation de nouvelle population, et de procéder à la destruction du bâti.

Description de l'action

- Saisir l'opportunité de racheter les 8 maisons situées sur la ZAD de Bégaar (cf : fiche-action 4.3)

Territoire concerné	Bégaar
Maître d'ouvrage	Communauté de communes du Pays Tarusate
Echéancier	2021-2026 quand les opportunités se présentent

Plan de financement

1 000 000 € HT budgété par l'EPCI-FP

Montant déjà engagé à ce jour : 478 000 €

	CC Pays Tarusate	Département des Landes
Part	70 %	30 %
Montant total (TTC)	700 000 €	360 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de biens acquis

Autres actions en lien

Action 4.3 « création d'une zone d'aménagement différée sur Bégaar »

ACTION 5.3 : Mise en place d'un plan de continuité d'activité

Objectif	Réduire le délai de retour à la normale et maintenir l'essentiel des activités des structures
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Les plans de continuité d'activité ont pour but de protéger le personnel tout en maintenant un certain niveau d'activité en période de crise. Cet outil définit les moyens et procédures à mettre en place ainsi que l'organisation nécessaire pour permettre à la structure d'assurer les missions essentielles en cas de crise.

Le PCA permet ainsi de diminuer l'impact des crues sur des bâtiments d'activités (entreprises, établissements recevant du public, patrimoine culturel...).

Cette démarche sera engagée en interne sur un bien test, et basé sur le volontariat. L'objectif est de le réaliser sur un service public localisé en zone inondable d'après l'état des lieux du territoire. L'animateur PAPI se basera sur les guides existants (CEPRI notamment).

La méthodologie qui sera utilisée, pourra être reprise par la suite sur d'autres biens si elle s'avère concluante.

Description de l'action

→ Réaliser un PCA sur une structure test

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	EPCI-FP
Echéancier	2025-2026

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

Réalisation du PCA

ACTION 5.4 : Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité

NOUVELLE FICHE

Objectif	Réduire la vulnérabilité des bâtiments en proposant des solutions de protection adaptées
Disposition relative à la SLGRI	4.2 « réduire la vulnérabilité de l'existant »

Contexte

Suite aux diagnostics réalisés dans le cadre de l'action 5.1 du PAPI, cette action a pour objectif de réaliser les travaux qui ont été préconisés dans les diagnostics de vulnérabilité.

Afin de quantifier des objectifs de réalisation de travaux et diagnostics, un chiffrage a été effectué en prenant une moyenne du coût des travaux de 10 000 € par bien (80 biens ayant été estimés pour les diagnostics). Cette moyenne se base d'une part sur des retours d'expérience d'autres territoires, et d'autre part sur la moyenne des rapports reçus dans le cadre de la démarche MIRAPI.

L'Institution Adour accompagnera les particuliers sur le montage administratif des dossiers de demandes de subvention ainsi que sur la mise en relation avec les artisans.

Description de l'action

- Aider les propriétaires des biens diagnostiqués dans la réalisation des travaux, notamment en les accompagnant dans les dossiers de demandes de subventions.

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Propriétaires des biens
Structures ressources	Institution Adour
Echéancier	2023-2027

Plan de financement

Montant prévisionnel : 800 000 € HT

Selon le type de biens, le montant d'aide du FPRNM varie de 20% (entreprises), 50% (bâtiments publics) et 80% (habitations).

Co-financement maximal prévu du FPRNM : 640 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Nombre de dossier de travaux engagés

Autres actions en lien

Action 5.1 : « Réalisation de diagnostics de vulnérabilité »

AXE 6 : GESTION DES ECOULEMENTS

ACTION 6.1 : Réflexion sur le ralentissement des écoulements par méthodes douces

Objectif	Limiter l'érosion et le ruissellement sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	5 « gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements »

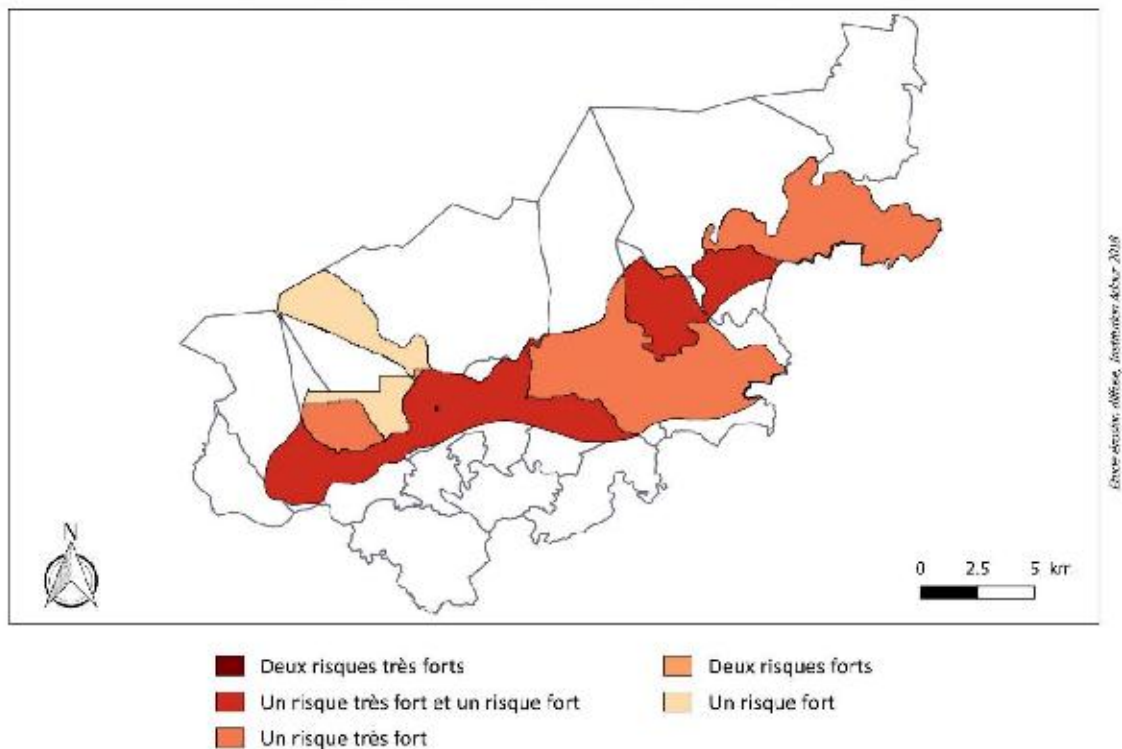
Contexte

L'érosion des sols liée au ruissellement des eaux de pluies est un phénomène naturel qui peut avoir des conséquences importantes en termes d'inondation.

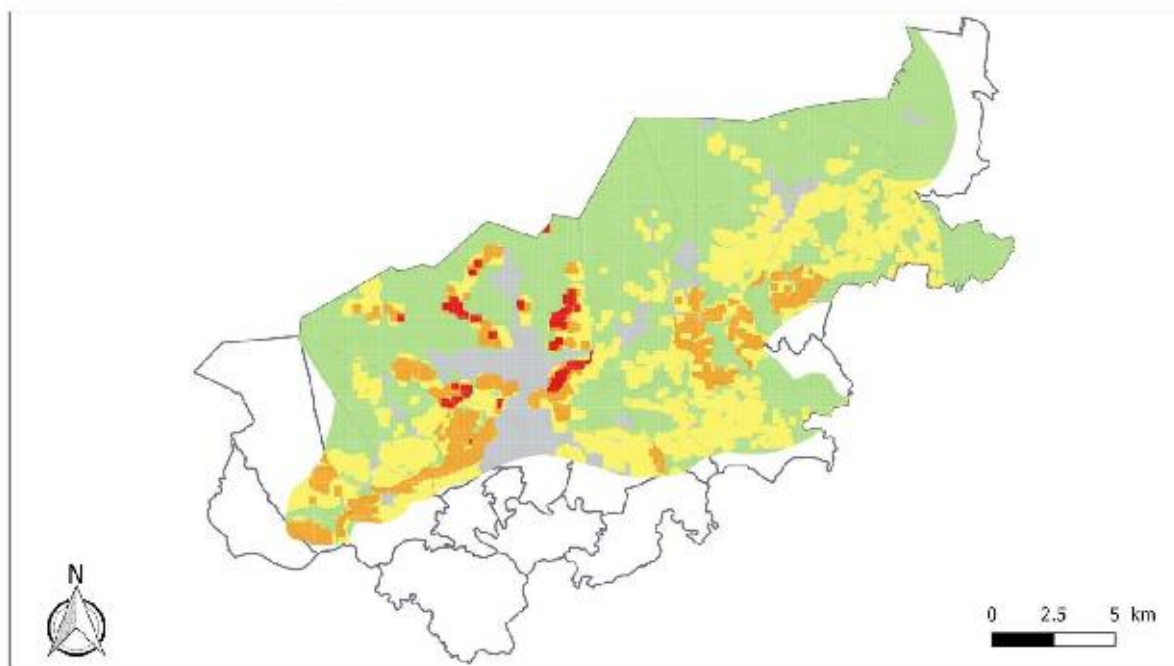
Une étude sur l'érosion a été menée dans le cadre du SAGE Adour amont sur l'ensemble de son périmètre. La carte suivante montre les zones sensibles à l'érosion localement (qu'il s'agisse d'un risque par rapport à un enjeu de sécurité de la population ou d'un risque concernant le bon état de l'eau). Elle met en exergue la fragilité du territoire sur cette thématique.

Des données plus fines sont également disponibles dans cette étude, ce qui pourra permettre de prioriser des secteurs sur lesquels agir.

La carte de risque permet d'appréhender le territoire tel qu'il est actuellement. On peut toutefois également se baser sur la carte de l'aléa qui permet d'anticiper sur des zones sans enjeux aujourd'hui mais qui pourraient se retrouver concernées à l'avenir.



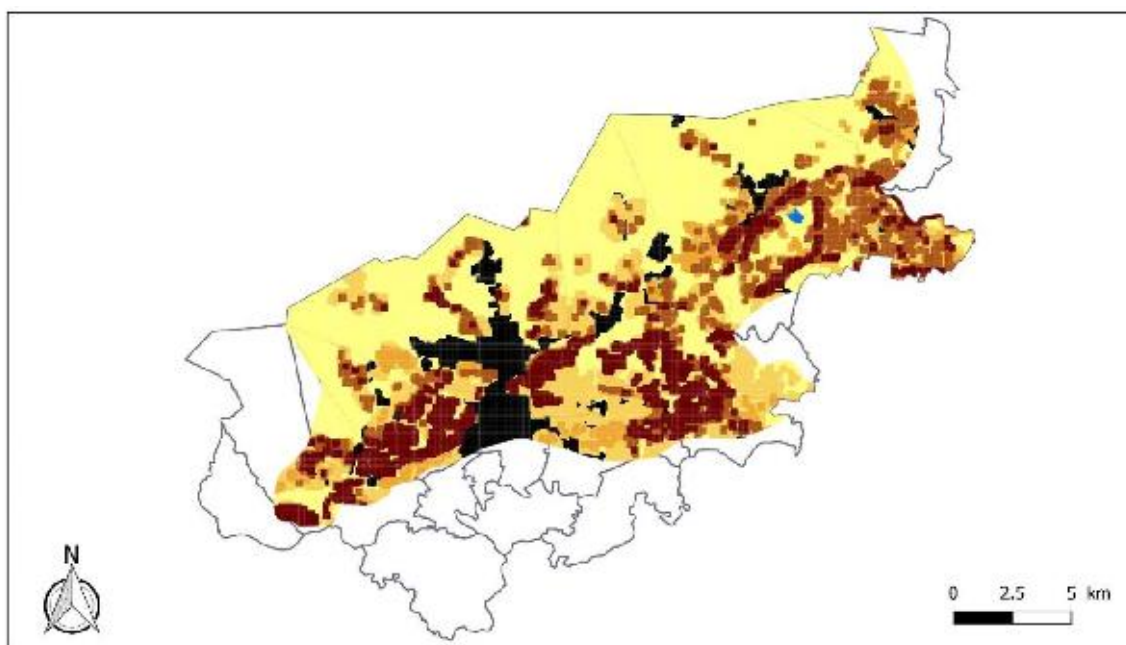
zones sensibles à l'érosion sur le territoire PAPI



Plan de prévention d'érosion, Inspection Adour 2018

- | | |
|---|--|
| ■ Risque très fort | ■ Risque faible |
| ■ Risque fort | ■ Non évalué |
| ■ Risque moyen | |

risque d'érosion du le territoire du PAPI



Carte sur l'érosion pour le SAGE Adour amont, ALCENET consultant pour l'Inspection Adour 2019

- | | |
|---|---|
| ■ Très fort | ■ Très faible |
| ■ Fort | ■ Zone en eau |
| ■ Moyen | ■ Zone urbaine |
| ■ Faible | |

aléa érosion sur le territoire du PAPI

L'objectif est de mener une réflexion locale sur les possibilités d'utiliser des méthodes douces sur l'ensemble du territoire pour ralentir les écoulements (ruissellement, remontées de nappes, débordement de ruisseaux...), en particulier la plantation de haies qui est une technique de plus en plus utilisée dans le cadre de la lutte contre l'érosion et le ruissellement. En effet, elles fixent la terre grâce à leurs racines et facilitent l'absorption de l'eau par les sols. La recherche de solutions s'intéressera également aux possibilités de changement de pratiques agricoles (couvert végétal, changement de type de cultures...).

À terme, les essais sur ce territoire pourront permettre de lancer une dynamique à plus grande échelle.

Description de l'action

- À partir des études menées sur le territoire et ailleurs, lancer une prestation pour réfléchir sur les possibilités et les modalités des méthodes dites « douces » qui pourraient être mises en place sur le territoire
- Mobiliser les acteurs concernés par la thématique et mener la réflexion de manière concertée

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Acteurs agricoles, syndicats de rivière, porteurs de SAGE, AEAG
Echéancier	2024-2029 2024-2025 : réalisation de l'étude 2006-2029 : accompagnement auprès des acteurs locaux

Plan de financement

Appel à un prestataire : 60 000 € TTC

	Institution Adour	État : FPRNM	AEAG
Part	50 %	50 %	30 %
Montant total (TTC)	12 000 €	30 000 €	18 000

Indicateurs de suivi/réussite

- Réalisation de l'étude

ACTION 6.2 : Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous

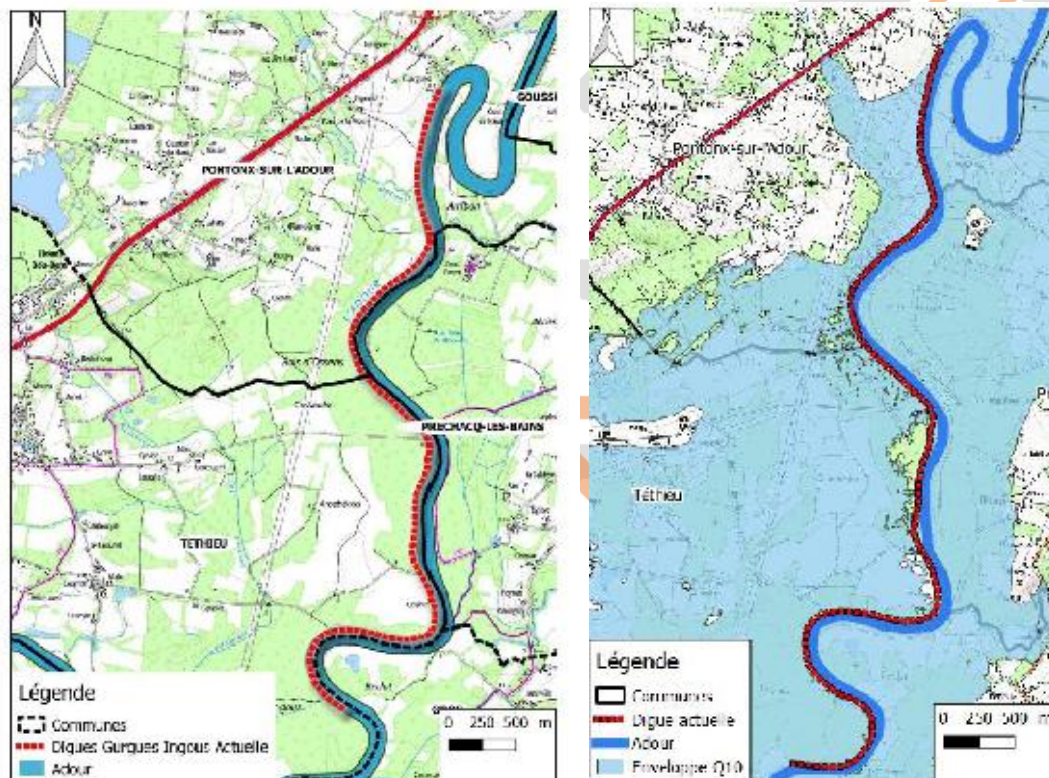
ACTION TERMINEE

Objectif	Reculer l'ouvrage afin de créer une zone d'expansion de crue
Disposition relative à la SLGRI	5.1 « restaurer les zones d'expansion de crue »

Contexte

Dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'Eau « Valorisons et restaurons les zones inondables », l'Institution Adour a mené une étude de recul de la digue de Gurgues-Ingous située sur les communes de Pontonx-sur-l'Adour et Téthieu, en rive droite de l'Adour.

La digue actuelle ne se connecte pas sur des zones hors d'eau pour l'objectif de protection décennal : l'Adour déborde par l'aval et vient inonder l'arrière du système, et ce dès la crue d'occurrence 2 ans.

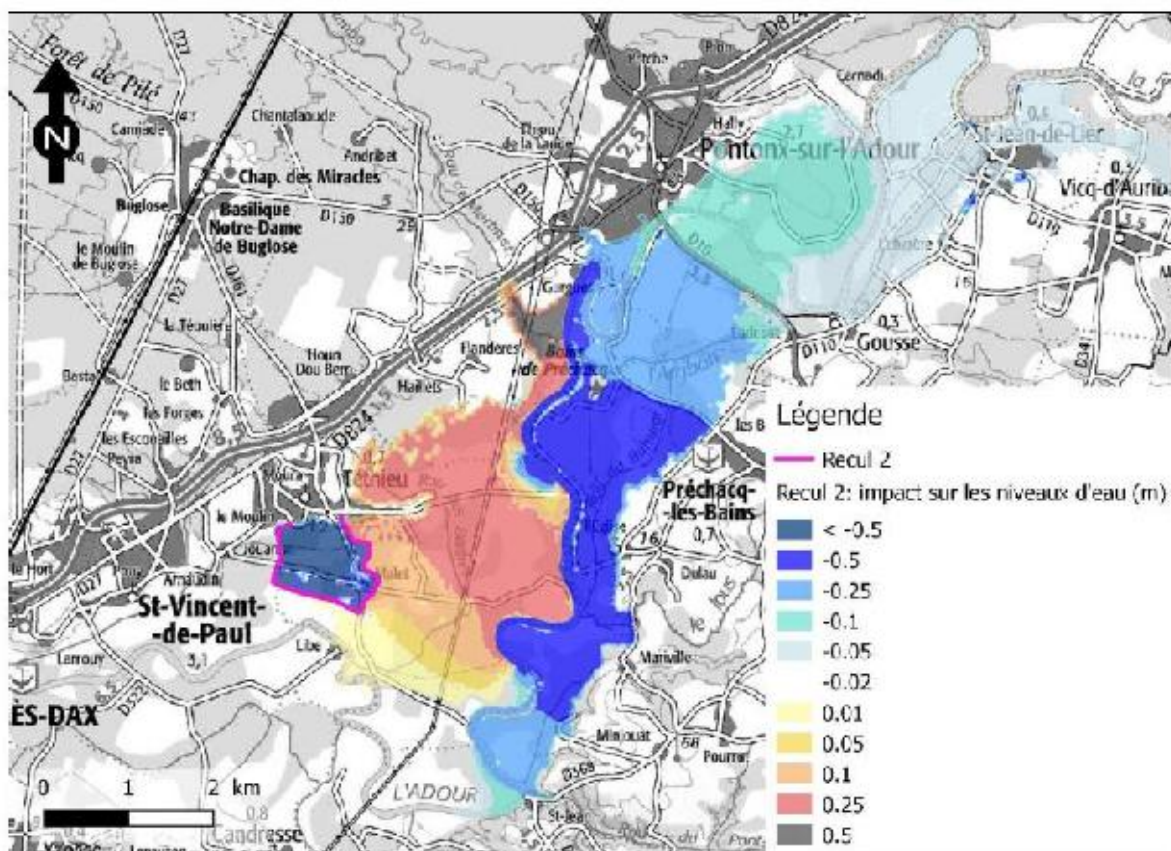


De plus cette digue en terre se situe en bord de cours d'eau et est soumise en permanence aux contraintes hydrauliques. Elle a déjà fait l'objet de plusieurs reprises suite à des érosions et des brèches.



L'opportunité d'étudier un recul sur ce secteur a donc été saisie, avec un double objectif :

- Assurer une sécurité publique : en éloignant l'ouvrage du cours d'eau, elle sera moins sujette à l'érosion et donc moins fragilisée. De plus, la restauration de zone d'expansion de crue permet un étalement lors des crues.
- Atteindre un bon état des milieux aquatiques et reconquérir la biodiversité en permettant une meilleure connexion entre l'Adour et son lit.



Ce recul devrait permettre de restaurer plusieurs centaines d'hectares de champs d'expansion de crue. Il permet également de protéger le quartier concerné par les inondations, et de baisser le niveau d'eau sur la rive opposée.

L'étude de ce recul a été réalisée en amont du dépôt du PAPI de manière concertée avec les élus et les EPCI-FP concernés. Le tracé choisi a été modélisé et les travaux induits ont été chiffrés par un bureau d'étude agréé.

Ce projet est présenté en détail dans les rapports de l'étude hydraulique et de l'analyse environnementale, tous deux annexés au dossier de candidature PAPI.

Les éléments techniques ayant été apportés, il reste à mesurer la pertinence du projet vis-à-vis de son acceptabilité locale. En effet, un travail avec le monde agricole est à mener pour définir les mesures possibles à mettre en place sur les exploitations concernées par le projet (indemnisation, échange parcellaire, accompagnement au changement de pratiques agricoles...). Enfin, l'avis de la population habitant dans le quartier concerné par l'éventuelle reconstruction de digue doit également être pris en compte.

Description de l'action

- Échanger avec le monde agricole sur les possibilités d'indemnisation et/ou d'accompagnement de changement de pratiques des exploitants concernés par le projet ;
- Présenter le projet aux riverains pour évaluer sa pertinence.

Territoire concerné	Téthieu
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Communauté d'agglomération du Grand Dax, chambre d'Agriculture
Echéancier	2020-2022

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Décision sur le projet vis-à-vis de l'acceptabilité locale

Autres actions en lien

Action 7.1 « Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues »

AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE PROTECTION HYDRAULIQUES

ACTION 7.1 : Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues

Objectif	Définir une gouvernance concernant la gestion des digues sur le territoire
Disposition relative à la SLGRI	6.1 « faire émerger une gouvernance pour la gestion des ouvrages de protection contre les inondations »

Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, il y a lieu de déterminer sur le territoire du PAPI, les ouvrages de protection contre les inondations existants ou à créer pour constituer les systèmes de protection contre les inondations protégeant plus de trente personnes ainsi que les zones protégées afférentes et les niveaux de protection afférents.

Une étude réalisée en 2018, portée par l'Institution Adour par délégation des EPCI-FP-FP concernés, visait à évaluer l'opportunité de classement des ouvrages existants en systèmes d'endiguement préférentiellement à la restauration des champs d'expansion de crues. En fonction des choix des EPCI-FP-FP, il sera nécessaire de déterminer les modalités de gestion et de mutualisation des coûts de gestion, le cas échéant, pour ces systèmes d'endiguement : quel gestionnaire, pour quels ouvrages, selon quelles modalités (transfert ou délégation) et selon quelle répartition financière des charges si une mutualisation est envisagée.

Description de l'action

→ Réunion d'un groupe de travail sur la gouvernance et la gestion des ouvrages de protection

Territoire concerné	Périmètre du PAPI
Maître d'ouvrage	Institution Adour
Structures ressources	Prestataire
Echéancier	2024

Plan de financement

Cette action est financée dans le cadre de l'animation du PAPI

Indicateurs de suivi/réussite

- Mise en place effective d'une nouvelle gouvernance de gestion des digues
- Communication sur le rôle de chaque partie prenante aux différentes instances institutionnelles

ACTION 7.2- | Travaux de confortement des digues en rive droite de Dax

FICHE MODIFIÉE

Objectif	Sécuriser le système d'endiguement dacquois
Disposition relative à la SLGRI	6.2 « consolider les dispositifs de protection actuels pour assurer la sécurité publique »

Contexte

Une étude de danger a été réalisée en 2020 permettant de déterminer notamment les opérations à réaliser sur les ouvrages de protection contre les inondations du futur système d'endiguement urbain. Les travaux préconisés ont donc comme objectif prioritaire de limiter le risque de rupture et assurer la conformité avec la réglementation des ouvrages de protection et des équipements associés protégeant la zone urbaine de l'agglomération dacquoise globalement contre les crues de période de retour 30 ans. Cela correspond à une crue de 6,13m à l'échelle de référence du vieux pont, pour rappel la crue de 2014 était proche trentennale avec 5,97m.

Les études d'avant-projets ont débuté dans le cadre de l'animation du PAPI, permettant d'ajuster le coût des travaux.

NB : Par « ouvrages », il faut entendre les digues en terre ou maçonnées, les murs de bâtiments servant de protection, les remblais servant de digues ; par « équipements » associés, il faut entendre les vannes et clapets équipant certains ouvrages traversants, les ouvrages traversants eux-mêmes, très nombreux, les postes de refoulement des eaux pluviales en temps de crue, les groupes électrogènes, etc...

Le système d'endiguement dans son ensemble fait l'objet d'une demande de classement afin d'être assigné en classe B (il n'avait pas été classé au titre du décret de 2007).

L'analyse coût-bénéfice a été mise à jour suite à l'augmentation du coût des travaux. Les résultats sont les suivants :

VAN 30 ans : 9,9 M€ Van 50 ans : 18,2 M€

B/C 30 ans : 2 B/C 50 ans : 2,65

Description des ouvrages et des zones protégées

Les villes de Dax et Saint-Paul-Les-Dax possèdent un dispositif de protection contre les crues de l'Adour complexe associant des digues en terre, des ouvrages poids maçonnés (perrés, murs) et des systèmes de protection amovibles, des murs de propriétés ou des remblais (SNCF). Le linéaire total de la protection est de 12,7 km.

En rive gauche :

La rive gauche du système d'endiguement dacquois est une zone urbanisée dense. On y retrouve des quartiers d'habitations, des zones d'activités (hôtels, thermes, campings) des établissements sensibles (crèche, hôpital), du patrimoine culturel (arènes), des forages (assainissement, eau potable, thermaux) ...

Les quartiers en amont de la ville de Dax sont protégés par les digues en terre du quartier Berdot et de la ZAC des bords de l'Adour. Certains endiguements sont conçus en aménagement routier (comme une partie de la digue ZAC des bords de l'Adour).

Au-delà de cet endiguement, la protection est assurée par le remblai du pont des Arènes et du rond-point.

Entre le pont des Arènes et le pont Vieux, la protection du parc des Théodore Denis est assurée par le mur de clôture du parc dont les entrées sont obturées par un système de batardeaux. La voie d'accès au pont se situe à une altitude supérieure aux crues concernant les ouvrages de protection.

En aval du pont vieux et tout le long de l'allée des Baignots, le parking et les murs des hôtels (Splendid, Thermes, Miradour, Dax Thermal) assurent la protection du centre-ville de Dax. Le dernier tronçon au droit du boulevard Carnot jusqu'au pont SNCF est protégé par un mur en béton armé dont les entrées sont obturées par un système de batardeaux.

Au-delà du pont SNCF jusqu'au quartier Saubagnac, les endiguements sont principalement des tronçons de vieux murs en béton ou de vieux murs maçonnés, des levés de terre à l'air libre et des digues avec revêtement bitumineux pour faire office de chemin piéton ou route.

La digue de Saubagnac prend ensuite le relais pour poursuivre la protection.

En rive droite :

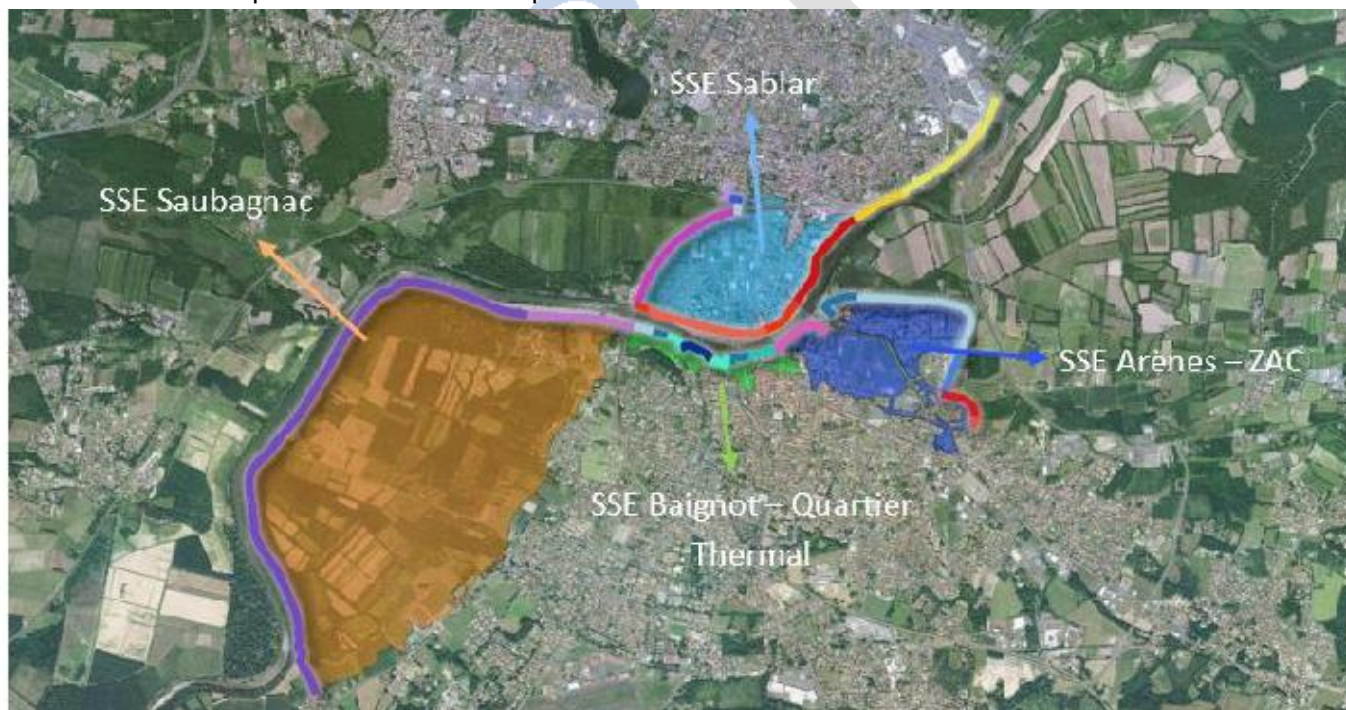
La rive droite du système d'endiguement dacquois est une zone urbanisée dense mêlant habitations et activités économiques (quartier du Sablar, gare SNCF...).

Le premier endiguement en amont (entre le pont du contournement de Dax et la gare) est constitué d'un mur de soutènement associé à un remblai en terre.

En entrée de Dax et jusqu'au pont SNCF, la protection est assurée par une digue en perrés maçonnés surélevée par un voile béton par endroit. On retrouve aussi un parement taluté en béton sur certains tronçons. Plusieurs accès sont réalisés entre la crête de la digue et la berge située sur le lit moyen de l'Adour. Ces accès peuvent être fermés au moyen d'un système de batardeaux.

Plus au nord, le quartier du Bas Sablar est protégé des inondations de la barthe à l'ouest par le remblai supportant la double voie SNCF, depuis la gare jusqu'au pont SNCF traversant l'Adour. Le talus amont de ce remblai est couvert de végétation ligneuse. La crête du remblai supporte une couche de ballast et les rails de la SNCF. Le talus aval de la digue est herbacé.

Les niveaux de protection sont définis par sous-secteurs :



Sous-systèmes d'endiguement	Niveaux de protection (Hauteur Adour à l'échelle de crue du Vieux Pont)	
	Etat actuel	Etat Projet
RD - Sablar	5,42 m (entre Q5 et Q10)	6,14 m (Q30)
RG - Arènes / Zac Adour	5,47 m(entre Q5 et Q10)	6,36 m (entre 30 et Q50)

RG - Baignots / Quartier thermal	4,54 m(entre Q2 et Q5)	6,36 m(entre Q30 et Q50)
RG - Saubagnac	3,83 m (Q2)	5,16 m(entre Q2 et Q15)

Principaux travaux prévus

De manière générale, les travaux sur le système d'endiguement dacquois prévoient une remise à niveau de la végétation, la réparation de maçonnerie (fissures, décalages etc) ainsi que la mise en place de télésurveillance des postes de crue. Les plus gros investissements sont présentés ci-dessous, le détail des opérations prévues dans le cadre du PAPI est présenté dans l'étude de SUEZ.

Travaux substantiels :

Pénétrante Est = 360 000 € HT

- Réhausse remblai SNCF + fermeture protection au droit de la gare routière

ZAC Adour = 600 000 € HT

- Réhausse sur 1km
- Confortement talus derrière l'hôpital en palplanches

Estey = 900 000 € HT

- Nouveau tronçon de 100 mètres

Travaux notables :

Sablar = 2 400 000 € HT

- Rampe d'accès + piste cyclable gare - pont-neuf
- Cloutage perré et mur Darrigade
- Barrage avenue des Tuileries
- Protection berges en palplanches

Truol (Saint-Paul-lès-Dax) = 150 000 € HT

- Nouvel exutoire des eaux pluviales vers la barthe (forage dirigé sous les voies SNCF)

Estey

- Reconstruction de la diguette de Berdot en palplanches

Centre-ville (Quartier thermal / Baignots) = 1 130 000 € HT

- Réfection de murs,
- Ecrans étanchéité fondations hôtel / façade,
- Fermeture coursive Miradour
- Réfection batardeaux + étanchéité seuils

Boulogne Saubagnac = 1 880 000 € HT (dont 500 00 € HT déjà réalisé)

- Démolition / reconstruction pelles de Talamon
- Reconstruction mur allée du bois de Boulogne
- Talus et crête digue Boulogne

Travaux du schéma d'assainissement :

Les villes de Dax et Saint-Paul-Les-Dax possèdent un certain nombre de dispositifs de pompage, pour la plupart destinés aux eaux pluviales qui s'abattent en zone protégée. Hors crue, les eaux pluviales sont évacuées gravitairement vers l'Adour pour la plupart. Lorsque l'Adour monte, des vannes sont fermées sur ces exutoires pour éviter que l'Adour ne remonte dans les réseaux et n'inonde les zones protégées par l'intérieur. Des postes de pompes « crue » sont alors mis en marche pour ressuyer /

refouler les eaux de pluie à l'Adour ou à l'aval des vannes, lorsqu'il y a concomitance crue / précipitations. Certains des postes existants présentent un intérêt croisé avec la thématique de l'inondabilité de l'Adour.

Il s'agit en particulier des :

- Canalisation des arènes avec sa réhabilitation : reprise de la canalisation : diagnostic et réparation de 220 ml de canalisation
- Poste de crue Berdot : isoler la zone urbaine des zones inondables de l'Adour, en évitant que l'eau ne remonte via la canalisation. Il faut également noter que les eaux remontant par cette canalisation inondent certaines des voies d'accès à l'hôpital.
- Station de pompage provisoire du Boulevard Carnot : mise à complter
- Des dispositifs de télésurveillance ont également été proposés afin de permettre une meilleure anticipation et vérification de la fermeture/ouverture des équipements.

Territoire concerné	Système d'endiguement urbain de l'agglomération dacquoise
Maître d'ouvrage	Communauté d'agglomération du Grand Dax
Structures ressources	Institution Adour, prestataire
Echéancier	2020-2029 Études préalables dont dossiers réglementaires, environnementaux et fonciers : 2020 - 2023 Phases de travaux : 2023-2029

Plan de financement

Les chiffrages des travaux incluent :

- Les travaux de confortement du système d'endiguement ;
- Les études préalables aux travaux (AVP, études environnementales...).

Total études : 1 900 000 € HT

	CAGD	État : FPRNM
Part	50 %	50 %
Montant total (HT)	950 000 €	950 000 €

Total travaux : 13 100 000 € HT

	CAGD	État : FPRNM
Part	60 %	40 %
Montant total (HT)	7 860 000 €	5 240 000 €

Indicateurs de suivi/réussite

- Avancement des travaux

Annexe 2

Lettres d'intention des maîtres d'ouvrage et d'engagement des co-financeurs et délibérations d'engagement dans la démarche du PAPI (complément de l'annexe 3 de la convention cadre)

Projet

Annexe 3

Tableau financier prévisionnel

Axe 0 : Animation

Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
0.1	Animation du PAPI	Institution Adour	513 756 €	616 508 €	TTC	153 905 €	25%	216 000 €	35%	0 €	0%	246 603 €	40%	0 €	0%	2029
	TOTAL			616 508 €		153 905 €		216 000 €				246 603 €		0 €		

Axe 1 : Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque

Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
1.1	Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire	Institution Adour	9 870 €	11 844 €	TTC	2 369 €	20%	0 €	0	5 922 €	50%	3 553 €	30%	0 €	0	2023
1.2	Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations	Institution Adour	66 667 €	80 000 €	TTC	16 000 €	20%	0 €	0	40 000 €	50%	24 000 €	30%	0 €	0	2029
1.3	Protocole de collecte des données après les crues	Institution Adour	10 000 €	12 000 €	TTC	2 400 €	20%	0 €	0	6 000 €	50%	3 600 €	30%	0 €	0	2024
1.4	Actualisation des DICRIM sur le territoire	Institution Adour	Réalisé en régie													2029
1.5	Mise en place de repères de crue	Institution Adour	10 598 €	12 718 €	TTC	2 544 €	20%	0 €	0	6 359 €	50%	3 815 €	30%	0 €	0	2023
			76 €	91 €		64 €	70%			0 €	0%	27 €				
1.6	Sensibilisation de la population sur le risque inondation	Institution Adour	90 000 €	108 000 €	TTC	21 600 €	20%	0 €	0	54 000 €	50%	32 400 €	30%	0 €	0	2029
1.7	Réalisation d'un suivi bathymétrique entre les deux ponts de Dax	CAGD	30 000 €	36 000 €	TTC	18 000 €	50%	0 €	0	18 000 €	50%	0 €	0%	0 €	0	2026
1.8	Etude du fonctionnement du lac de Christus	CAGD	60 000 €	72 000 €	TTC	36 000 €	50%	0 €	0	36 000 €	50%	0 €	0%	0 €	0	2026

2.2	Pose d'échelles limnimétriques	Institution Adour	6 130 €	7 356 €	TTC	1 471 €	20%	0 €	0	3 678 €	50%	2 207 €	30%	0 €	0	2023
	TOTAL			7 356 €		1 471 €				3 678 €		2 207 €		0 €		

	Axe 3 : Alerte et gestion de crise															
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
3.1	Création d'un annuaire de période de crise	Institution Adour	Réalisé en régie													2023
3.2	Création d'une cellule de crise interne	Institution Adour	Réalisé en régie													2024
3.3	Amélioration de la communication lors de la crise	Institution Adour	Réalisé en régie													2026
3.4	Harmonisation des plans communaux de sauvegarde	Institution Adour	Réalisé en régie			9 600 €	20%	0 €	0	0	0	38 400 €	80%	0	0	2022
3.5	Mise en place d'exercice de gestion de crise	Institution Adour	40 000 €	48 000 €	TTC											2026
3.6	Mise en place de plans particuliers de mise en sécurité	Institution Adour	Réalisé en régie													2026
	TOTAL			48 000 €		9 600 €						38 400 €		0 €		

[illegible]

5.3	Mise en place d'un plan de continuité d'activité	Institution Adour	Réalisé en régie													2027
5.4	Réalisation des travaux de réduction de vulnérabilité	Propriétaires	800 000 €	800 000 €	HT	160 000 €	20%	0 €	0	640 000 €	80%	0 €	0	0 €	0	2027
	TOTAL			1 880 000 €		1 200 000 €				680 000 €						

Axe 6 : Gestion des écoulements																
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
6.1	Réflexion sur la recherche de méthodes douces pour ralentir les écoulements	Institution Adour	50000 €	60 000 €	TTC	12 000 €	20%	0 €	0	30 000 €	50%	0 €	0	18 000 €	30%	2025
6.2	Concertation autour du projet de recul de la digue Gurgues-Ingous	Institution Adour	Réalisé en régie													2023
	TOTAL			60 000 €		12 000 €				30 000 €				18 000 €		

Axe 7 : Gestion des ouvrages de protection hydrauliques																
Référence de la Fiche-action du PAPI	Libellé de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Coût (HT)	Coût global	HT ou TTC	Maître d'ouvrage	% Part.	P181-action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.	Échéance de réalisation
7.1	Mise en place d'une gouvernance pour la gestion des digues	Institution Adour	Réalisé en régie													2024
7.2	Réalisation des travaux pour le système d'endiguement dacquois ³	Institution Adour	1 900 000 €	1 900 000 €	HT	950 000 €	50%	0 €	0	950 000 €	50%	0 €	0	0 €	0	2029
			13 100 000 €	13 100 000 €	HT	7 860 000 €	60%			5 240 000 €	40%					
	TOTAL		15 000 000 €	15 000 000 €		8 810 000 €				6 190 000 €		0 €		0 €		

²Une distinction est faite pour les communes soumises à un PPRi et celles qui ne le sont pas.
³Une distinction est faite pour différencier le montant des études d'avant-projet et le montant des travaux.

SYNTHESE												
AXE	COÛT (HT)	COÛT global	Maître d’ouvrage	% Part.	P181- action 10	% Part.	P181 - action 14 - FPRNM	% Part.	FEDER	% Part.	AEAG	% Part.
Axe 0	513 757 €	616 508 €	153 905 €	25%	216 000 €	35%	-	-	246 603 €	40%	-	0%
Axe 1	360 711 €	432 853 €	125 116 €	29%	-	-	213 281 €	49%	94 456 €	22%	-	-
Axe 2	6 130 €	7 356 €	1 471 €	20%	-	-	3 678 €	50%	2 207 €	30%	-	-
Axe 3	40 000 €	48 000 €	9 600 €	20%	-	-	-	-	38 400 €	80%	-	-
Axe 4	27 050 €	32 460 €	6 492 €	20%	-	-	16 230 €	50%	9 738 €	30%	-	-
Axe 5	1 066 666 €	1 880 000 €	1 200 000 €	64%	-	-	680 000 €	36%	-	-	-	-
Axe 6	50 000 €	60 000 €	12 000 €	20%	-	-	30 000 €	50%	-	-	18 000 €	30%
Axe 7	15 000 000 €	15 000 000 €	8 810 000 €	59%	-	-	6 190 000 €	41%	-	-	-	-
TOTAL	17 064 314 €	18 077 177 €	10 318 584 €	57,1%	216 000 €	1,2%	7 133 189 €	39,5%	391 404 €	2,2%	18 000 €	0,1%

Annexe 4

Échéancier prévisionnel du PAPI

[illegible]

Annexe 5

Avis de l'instance de labellisation



Projet